Conseil du Contentieux des Etrangers

Sélection d'arrêts

de 01/06/2026 à 30/06/2026

CCE arrêt 349357 du 30/06/2026

fav	**guestpeakweb**	procédure CCE	**Annulation**
acte attaqué	**ANNEXE 20**	nationalité	**Colombie**
composition du siège	**1 juge**	dictum arrêt	**Annulation**

Annexe 20 (descendant de cohabitant légal d'un citoyen de l'UE) – AA : cohabitation légale a pris fin et l'exception pour situations particulièrement difficiles (42quater de la Loi) ne vaut que pour les fins de séjour – PR invoque l'interprétation de l'art 42quater conformément à l'art 13 de la Directive 2004/38 – CCE : caractère déclaratif de la reconnaissance du droit de séjour (CC : « *ils sont présumés jouir de ce droit de séjour dès le moment de la demande en reconnaissance de ce droit, à condition que ce droit de séjour soit accordé par l'autorité compétente après examen des conditions qu'ils doivent remplir* ») => la protection prévue dans l'article 13 de la Directive est applicable au membre de la famille d'un citoyen de l'Union, qui remplit les conditions mises à son droit de séjour, au moment de la survenance des « circonstances particulièrement difficiles », ce qui ne ressort pas de l'article 42quater - obligation d'interpréter l'art 42quater de manière conforme à cert art 13 qui est suffisamment précis et complet pour avoir un effet direct - les Etats membres ne peuvent prévoir des dispositions plus restrictives lorsque la directive n'en prévoit pas la possibilité – Cette interprétation est confortée par l'article 59 de la Convention d'Istanbul - L'OE n'a pas pris en compte la situation de violence (dont elle était informée) survenue entre l'introduction de la demande et la cessation de la cohabitation légale. En cas de violences avérées, PD devait vérifier si la requérante remplissait les conditions mises au séjour revendiqué, lors de la survenance des violences et si les c° de l'art 42quater pour le maintien du séjour étaient remplies - annulation pour application non conforme de l'art 42quater.

« L'article 42quater de la même loi, prévoit notamment ceci :

« *§ 1. Dans les cas suivants, le ministre ou son délégué peut mettre fin, dans les cinq années suivant la reconnaissance de leur droit de séjour, au droit de séjour des membres de famille d'un citoyen de l'Union qui ne sont pas eux-mêmes citoyens de l'Union et qui séjournent en tant que membres de la famille du citoyen de l'Union : [...]*

4° le mariage avec le citoyen de l'Union qu'ils ont accompagné ou rejoint est dissous, il est mis fin au partenariat enregistré visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1° ou 2°, ou il n'y a plus d'installation commune

[...]

Lors de sa décision de mettre fin au séjour, le ministre ou son délégué tient compte de la durée du séjour de l'intéressé dans le Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine. [...]

§ 4. Sans préjudice du § 5, le cas visé au § 1er, alinéa 1er, 4°, n'est pas applicable : [...]

4° [...] lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, par exemple, lorsque le membre de famille démontre avoir été victime de violences dans la famille ainsi que de faits de violences visés aux articles 375, 398 à 400, 402, 403 ou 405 du Code pénal, dans le cadre du mariage ou du partenariat enregistré visé à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1° ou 2°;

et pour autant que les personnes concernées démontrent qu'elles sont travailleurs salariés ou non-salariés en Belgique, ou qu'elles disposent de ressources suffisantes visés à l'article 40, § 4, alinéa 2, afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale du Royaume au cours de leur séjour, et qu'elles disposent d'une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques en Belgique, ou qu'elles soient membres d'une famille déjà constituée dans le Royaume d'une personne répondant à ces conditions. [...] ».

Cette dernière disposition transpose, dans le droit belge, l'article 13, § 2, de la Directive 2004/38/CE, selon lequel :

« *Sans préjudice du deuxième alinéa, le divorce, l'annulation du mariage ou la rupture d'un partenariat enregistré tel que visé à l'article 2, point 2 b), n'entraîne pas la perte du droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui n'ont pas la nationalité d'un État membre : [...]*

c) lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, par exemple le fait d'avoir été victime de violence domestique lorsque le mariage ou le partenariat enregistré subsistait encore; [...]

Avant l'acquisition du droit de séjour permanent, le droit de séjour des intéressés reste soumis à l'obligation de pouvoir démontrer qu'ils sont travailleurs salariés ou non ou qu'ils disposent, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille, de ressources suffisantes pour ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale de l'État membre d'accueil pendant la durée de leur séjour, et qu'ils sont entièrement couverts par une assurance maladie dans l'État membre d'accueil, ou qu'ils sont membres de la famille, déjà constituée dans l'État membre d'accueil, d'une personne répondant à ces exigences. Les ressources suffisantes sont celles prévues à l'article 8, paragraphe 4.

Les membres de la famille susvisés conservent leur droit de séjour exclusivement à titre personnel ».

4.2.2. L'article 13, § 2, de la Directive 2004/38/CE s'applique aux membres de la famille de l'Union, bénéficiaires d'un droit de séjour.

Il est de jurisprudence constante que ce droit de séjour a un caractère déclaratif.

Cela a été rappelé dans un arrêt de la Cour constitutionnelle[1], de la manière suivante :

« La possibilité pour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union de se prévaloir de l'article 40*bis* de la loi du 15 décembre 1980, afin de rejoindre ce citoyen, vise à permettre que l'un des objectifs fondamentaux de l'Union, à savoir la réalisation de la libre circulation sur le territoire des États membres, soit réalisé dans des conditions objectives de liberté et de dignité (considérants 2 et 5 de la directive 2004/38/CE). Selon la jurisprudence de la Cour de justice, le droit des ressortissants d'un État membre et des membres de leur famille d'entrer sur le territoire d'un autre État membre et d'y séjourner, aux fins voulues par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, a un caractère déclaratif lorsqu'il est directement conféré par celui-ci ou, selon le cas, par les dispositions prises pour sa mise en œuvre. La délivrance d'un titre de séjour à un ressortissant d'un État membre et aux membres de sa famille doit alors être considérée non comme un acte constitutif de droits, mais comme un acte destiné à constater, de la part d'un État membre, la situation individuelle d'un ressortissant d'un autre État membre au regard des dispositions du droit de l'Union[2] Le droit de séjour accordé aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille n'est toutefois pas inconditionnel, de sorte qu'ils doivent apporter la preuve qu'ils remplissent les conditions prévues à cet égard par les dispositions pertinentes du droit de l'Union ou par celles prises en exécution de ces dispositions[3]. Il résulte de ce qui précède que, dans les cas où le droit de séjour du citoyen de l'Union et des membres de sa famille a un caractère déclaratif, ils sont présumés jouir de ce droit de séjour dès le moment de la demande en reconnaissance de ce droit, à condition que ce droit de séjour soit accordé par l'autorité compétente après examen des conditions qu'ils doivent remplir » (le Conseil souligne).

La Commission européenne rappelle également ce qui suit, dans ses lignes de conduites[4]:

“ Les citoyens de l’Union et les membres de leur famille jouissent de tous les droits prévus par la directive 2004/38/CE, ou directement fondés sur l’article 21 du TFUE, s’ils remplissent les conditions matérielles pertinentes de séjour. Les documents de séjour sont de nature déclaratoire, c’est-à-dire qu’ils ne créent pas de droits, mais servent à certifier l’existence de droits au titre de la législation de l’Union sur la libre circulation. Le respect des procédures administratives ou la possession d’un document de séjour ne sont donc pas une condition préalable au séjour légal conformément au droit de l’Union relatif à la libre circulation des citoyens de l’Union et des membres de leur famille”.

Au vu de ce qui précède, il doit être considéré que la protection prévue dans l’article 13, § 2, alinéa 1er, c), de la Directive 2004/38/CE est applicable au membre de la famille d’un citoyen de l’Union, qui remplit les conditions mises à son droit de séjour, au moment de la survenance des « *circonstances particulièrement difficiles* » visées, dans le cadre du mariage ou du partenariat enregistré.

4.2.3. Cet aspect de cette disposition ne ressort pas de l’article 42quater, § 1, de la loi du 15 décembre 1980.

Son libellé n’empêche toutefois pas la partie défenderesse de l’appliquer dans une interprétation conforme au droit de l’Union.

En effet, les dispositions du droit belge, susmentionnées, doivent être lues à la lumière des dispositions pertinentes de la directive 2004/38/CE.

Si les dispositions de cette directive ne portent pas atteinte aux dispositions législatives, réglementaires et administratives d’un État membre qui seraient plus favorables aux personnes visées (article 37), les Etats membres ne peuvent prévoir des dispositions plus restrictives, dans le cadre de la transposition, lorsque la directive n’en prévoit pas la possibilité.

Par ailleurs, la Cour de Justice de l’Union européenne (ci-après : la CJUE) a jugé ce qui suit :

- « l’obligation des États membres découlant d’une directive d’atteindre le résultat prévu par celle-ci ainsi que leur devoir, en vertu de l’article 4, paragraphe 3, TUE et de l’article 288 TFUE, de prendre toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l’exécution de cette obligation s’imposent à toutes les autorités des États membres, y compris, dans le cadre de leurs compétences, aux autorités juridictionnelles (arrêt du 19 avril 2016, DI, C-441/14, EU:C:2016:278, point 29) »[5].

- « en appliquant le droit national, les juridictions nationales appelées à l’interpréter sont tenues de prendre en considération l’ensemble des règles de ce droit et de faire application des méthodes d’interprétation reconnues par celui-ci afin de l’interpréter, dans toute la mesure possible, à la lumière du texte ainsi que de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat fixé par celle-ci et de se conformer ainsi à l’article 288, troisième alinéa, TFUE (voir, notamment, arrêts Pfeiffer e.a., C-397/01 à C-403/01, EU:C:2004:584, points 113 et 114, ainsi que Kücükdeveci, C-555/07, EU:C:2010:21, point 48) »[6].

- « il découle d’une jurisprudence également constante que, si une telle interprétation conforme n’est pas possible, la juridiction nationale a pour obligation d’appliquer intégralement le droit de l’Union et de protéger les droits que celui-ci confère aux particuliers, en laissant, au besoin, inappliquée toute disposition dans la mesure où l’application de celle-ci, dans les circonstances de l’espèce, aboutirait à un résultat contraire au droit de l’Union (arrêt du 13 juillet 2016, Pöpperl, C-187/15, EU:C:2016:550, point 45 et jurisprudence citée) »[7].

- « le principe d’interprétation conforme du droit national requiert que les juridictions nationales fassent tout ce qui relève de leur compétence, en prenant en considération l’ensemble de leur droit interne et en faisant application des méthodes d’interprétation reconnues par celui-ci, afin de garantir la pleine effectivité de la directive en cause et d’aboutir à une solution conforme à la finalité poursuivie par celle-ci (voir, en ce sens, arrêts du 5 octobre 2004, Pfeiffer e.a., C-397/01 à C-403/01, EU:C:2004:584, points 118 et 119, ainsi que du 15 octobre 2024, KUBERA, C-144/23, EU:C:2024:881, point 51) »[8].

A titre surabondant, il peut être relevé que l'article 13, § 2, alinéa 1er, c), de la Directive 2004/38/CE est une disposition suffisamment précise et complète pour avoir un effet direct, et ne nécessite, dès lors, aucune mesure interne complémentaire pour que des particuliers puissent s'en prévaloir devant les autorités nationales, administratives ou juridictionnelles[9].

4.2.4. L'interprétation susmentionnée est confortée par l'article 59 de la Convention d'Istanbul,

- qui vise spécifiquement les «*victimes dont le statut de résident dépend de leur conjoint ou leur partenaire* »,

- qui tend à ce que les signataires, soit la Belgique, prennent les mesures législatives ou autres nécessaires pour garantir que les victimes, dont le statut de résident dépend de celui de leur conjoint ou de leur partenaire, se voient accorder, dans l'éventualité de la dissolution du mariage ou de la relation, en cas de situations particulièrement difficiles, un permis de résidence autonome, indépendamment de la durée du mariage ou de la relation,

- et qui entend garantir que le risque de perdre le statut de résident ne constitue pas un obstacle pour les victimes qui décideraient de mettre un terme à un mariage ou à une relation marqués par l'abus et la violence.

Or, il s'agit de la situation de la 1ère requérante, qui avait demandé la reconnaissance de son droit de séjour, ouvert par son partenaire citoyen de l'Union, et qui s'est vu refuser cette reconnaissance en raison de la cessation du partenariat enregistré, alors que celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une situation particulièrement difficile.

4.3. En l'occurrence, le 1er acte attaqué est fondé sur le motif suivant :

" il ressort des informations du Registre National que l'existence d'un partenariat enregistré conformément à une loi, n'est plus d'actualité.

En effet, la déclaration de cohabitation légale, permettant l'ouverture du droit au séjour, a cessé en date du 21/10/2025".

La circonstance relevée se vérifie à la lecture du dossier administratif, et n'est pas contestée par les parties requérantes, qui admettent qu'il a été mis fin à la cohabitation légale, le 21 octobre 2025.

4.4.1. Les parties requérantes font toutefois valoir les violences dont la 1ère requérante était victime, avant la cessation du partenariat enregistré, et reprochent à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en compte "la situation particulièrement difficile", visée par l'article 13 de la directive 2004/38/CE, lue conformément à la jurisprudence de la CJUE.

Elles font également valoir le caractère déclaratif de la délivrance d'un titre de séjour à un membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, et le fait que les "victimes de ces violences sont protégées dès le début de leur présence sur le territoire de l'Etat membre et non après une période d'attente – violente- de six mois".

En l'espèce, par un e-mail du 16 octobre 2025, les parties requérantes avaient informé la partie défenderesse des éléments suivants:

" [le regroupant] inflige à sa compagne des actes de violence physique, verbale et psychologique, dont le degré de gravité croît avec les années. (...)

Il fait preuve d'agressivité et de possessivité à son égard, lui interdisant par exemple de se rendre à un mariage auquel elle était seule invitée.

Il fait preuve de manipulation, justifiant sa violence par « le mauvais comportement » de sa compagne, et procédant à un chantage au titre de séjour, non seulement à l'égard de [la 1ère requérante], mais également de [la seconde].

En août 2025, [le regroupant] a quitté le domicile conjugal. Il y est cependant toujours domicilié, et il continue périodiquement à y faire irruption, pour intimider sa compagne et ses belles-filles.

[la 1ère requérante] travaille. Elle suit en outre des cours de néerlandais [...]. [Le regroupant] s'est inscrit à la même école, afin de suivre des cours au même horaire qu'elle.

Le 2 octobre 2025, il a envoyé par messages différents prétextes pour la voir. À la sortie du cours, il a attendu [la 1ère requérante] et s'est imposé auprès d'elle pour forcer une discussion. Lorsqu'elle lui a demander de partir, il s'est montré menaçant et l'a étranglée. Une passante les a séparé et a accompagné [la 1ère requérante] au commissariat de police [...].

A titre de preuve, ma cliente dépose les documents suivants :

1. Un email du 6.10.2023, dans lequel [le regroupant] reconnaît des coups porté à sa compagne, et sa consommation d'alcool et de stupéfiants.

2. Le procès-verbal du 11.06.2024, dressé suite au dépôt d'une plainte par [la 1ère requérante] contre son partenaire, pour des coups portés le jour-même.

3. Des échanges par messages WhatsApp, au cours desquels le couple parle des coups portés par [le regroupant].

4. La photo de la main de [la 1ère requérante], en montrant l'état qu'elle décrit dans les messages ci-dessus ;

5. Un email du 25.08.2025, envoyé par [le regroupant] à sa belle-fille, [la seconde requérante]. Il [lui] prend à part, qui lui avait exprimé son envie de rester en Belgique, lui rappelant qu'il « voulait juste qu'elles se comportent bien » mais qu'en raison du « comportement » de sa mère, [elle], qui est devenue majeure, « se retrouvera sans papiers ».

6. Un échange d'emails du 2 septembre 2025 avec la commune de [X.X.], par lequel [la 1ère requérante] exprime son inquiétude quant aux irruptions du [regroupant] à son domicile ;

7. Le procès-verbal établi suite à l'agression [la 1ère requérante] par [le regroupant], le 2 octobre 2025.

8. Le constat de lésion du 2 octobre 2025, établi suite à cette agression ;

9. Le certificat d'incapacité de travail du 2 octobre 2025, établi suite à cette agression ;

10. La déclaration de personne lésée effectuée le 13 octobre 2025".

Par cet email, la première requérante affirmait également remplir les conditions du regroupement familial, et, au surplus, elle déposait la preuve de ses revenus, de son logement, de son affiliation à une assurance soins de santé et de la scolarité de ses filles".

Ce courrier tendait à démontrer l'existence de violences domestiques, au sens de l'article 13, § 2, de la Directive 2004/38/CE et, dès lors, de l'article 42quater de la loi du 15 décembre 1980, entre la date d'introduction de la demande de carte de séjour et celle de la cessation du partenariat enregistré.

4.4.2. Dans la motivation du 1er acte attaqué, la partie défenderesse relève que l'article 42 quater de la loi du 15 décembre 1980 n'est pas applicable en l'espèce,

dans la mesure où le 1er acte attaqué n'est pas une décision mettant fin à un séjour obtenu en tant que membre de la famille d'un citoyen de l'Union, puisque la 1ère requérante n'a jamais obtenu un tel séjour en Belgique.

Etant donné la portée de l'article 13, § 2, de la Directive 2004/38/CE, rappelée au point 4.2.2., cette interprétation du droit belge n'est pas conforme au droit européen.

Afin de procéder de manière conforme à cette disposition, la partie défenderesse aurait dû apprécier les violences alléguées, portées à sa connaissance avant la prise des actes attaqués.

Le dossier administratif ne montre pas que tel a été le cas.

Ensuite, si les violences étaient avérées, la partie défenderesse aurait dû

- vérifier si la 1ère requérante remplissait les conditions mises au séjour revendiqué, lors de la survenance des violences,

- et, si tel était le cas, tenir compte du caractère déclaratif de ce droit de séjour,

- et examiner si les conditions prévues dans l'article 13, § 2, de la Directive 2004/38/CE et dans l'article 42quater de la loi du 15 décembre 1980 étaient réunies, et si la 1ère requérante pouvait, partant, conserver son droit de séjour, malgré la cessation du partenariat enregistré.

4.5. Il résulte de ce qui précède que la partie défenderesse n'a pas correctement appliqué l'article 42quater de la loi du 15 décembre 1980, puisqu'elle ne l'a pas interprété de manière conforme à l'article 13, § 2, alinéa 1er, c), de la Directive 2004/38/CE.

4.6. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir les arguments suivants:

a) "Tout d'abord, la partie adverse rappelle que, contrairement à ce que tente de faire accroire la partie requérante, la décision attaquée ne confirme ni n'infirme les violences domestiques prétendument subies par la première requérante.

L'acte attaqué ne se prononce pas sur ce point, de sorte qu'il ne saurait en être déduit que lesdites violences sont dument établies".

Il est renvoyé au point 4.4.2. à cet égard.

b) " la partie requérante ne s'est pas vu reconnaître un droit de séjour sur le territoire en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, le lien d'alliance déterminant cette qualité, soit la déclaration de cohabitation légale, ayant cessé le 21 octobre 2025.

En l'absence de cette qualité, la partie requérante ne peut prétendre à aucun droit de séjour dérivé et sa situation n'est pas même régie par le droit de l'Union".

Au vu du raisonnement qui précède, cet argument manque en droit.

c) - " L'invocation du caractère déclaratif du droit de séjour n'énerve en rien le constat qui précède puisque ledit droit ne peut s'exercer que si la partie requérante en remplit les conditions, ce qui suppose une décision de l'autorité administrative qui le constate – *quod non in specie ». [...] ».*

- "Cette interprétation n'est manifestement pas contraire à l'article 59 de la Convention d'Istanbul. Le rapport explicatif précise qu'il s'agit de contrer « *la peur d'être expulsé ou de perdre son statut de résident*»:

« *Les rédacteurs ont jugé nécessaire de garantir que* ***le risque de perdre le statut de résident*** *ne constitue pas un obstacle pour les victimes qui décideraient de mettre un terme à un mariage ou à une relation marqués par l'abus et la violence.* »

Or telle n'est pas la situation de la partie requérante laquelle ne bénéficie pas du « *statut de résident* » et ne pourrait donc le perdre ».

Cette argumentation ne permet pas de renverser les constats qui précèdent.

L'interprétation de la notion de « statut de résident » par la partie défenderesse, ne peut être suivie au vu de la nature de la demande introduite (voir point 4.2.4.) et du caractère déclaratif du droit de séjour revendiqué.

A cet égard, la partie défenderesse ne prétend pas avoir vérifié si la 1ère requérante remplissait les conditions du droit au séjour, au moment de la survenance des « circonstances particulièrement difficiles » susmentionnées, soit avant la cessation du partenariat enregistré dont elle se prévaut.

d) « La partie requérante n'étant pas titulaire d'un droit de séjour sur le territoire, en l'absence de décision qui constate qu'elle en remplit les conditions, elle ne saurait, en bonne logique, prétendre à un maintien du droit de séjour au sens des articles

42*quater* de la loi du 15 décembre 1980 et 13 de la directive 2004/38.

L'article 42*quater* de la loi du 15 décembre 1980 ne s'applique en effet que lorsque le ministre ou son délégué met fin au droit de séjour du membre de la famille, alors qu'en ce qui concerne la partie requérante, ledit droit n'a pas été reconnu ».

Cette argumentation ne peut être considérée comme adéquate au regard de la nécessité d'interpréter l'article 42quater de la loi du 15 décembre 1980 d'une manière conforme à l'article 13, § 2, de la Directive 2004/38/CE (voir points 4.2.2. et 4.4.2.).

4.7. La motivation du 2ème acte attaqué, pris à l'égard de l'enfant mineure de la 1ère requérante, et du 3ème acte attaqué, pris à l'égard de la seconde requérante, montre que la partie défenderesse leur refuse le séjour en se référant au motif de refus de séjour opposé à l'égard de la 1ère requérante.

Etant donné le défaut de conformité au droit de l'Union européenne, constaté à l'égard du 1er acte attaqué, il en est de même à l'égard des 2ème et 3ème actes attaqués par conséquence."

[1] Cour constitutionnelle, arrêt n° 77/2021 du 27 mai 2021, point B.4.2.

[2] CJCE, 17 février 2005, C-215/03, *Salah Oulane c. Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie*, points 17 et 18; 23 mars 2006, C-408/03, *Commission c. Belgique*, points 62-63; CJUE, 21 juillet 2011, C-325/09, *Dias*, point 48; grande chambre, 18 décembre 2014, C-202/13, *McCarthy*, point 62; 18 juin 2020, C-754/18, *Ryanair Designated Activity Company*, points 52-53

[3] CJCE, 23 mars 2006, C-408/03, *Commission c. Belgique*, point 64

[4] Communication de la Commission « Orientations sur le droit à la libre circulation des citoyens de l'Union et des membres de leur famille », 22 décembre 2023, p 56. Voir https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:C_202301392

[5] CJUE, arrêt du 13 décembre 2018 dans l'affaire C-385/17, § 49

[6] CJUE, arrêt du 19 avril 2016 dans l'affaire C-441/14 (GC), § 31

[7] CJUE, arrêt du 4 octobre 2018 dans l'affaireC-384/17, § 61

[8] CJUE arrêt C-349/24 Nuratau du 05/06/2025, § 46.

[9] Voir une analyse à l'égard de l'article 17 de la directive 2003/86/CE sur le droit au regroupement familial, effectuée par le Conseil d'Etat : CE, arrêt n° 236.751 du 13 décembre 2016.

CCE arrêt 349452 du 30/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Côte d'Ivoire**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

Excision passée - raisons impérieuses

"le Conseil estime qu'au vu de cet élément qui est produit concernant la mutilation génitale subie par la requérante, il convient de se poser la question des conséquences permanentes, sur le plan physique et/ou psychologique, que cette mutilation passée peut engendrer et qui peuvent ainsi constituer, pour la requérante, des raisons impérieuses justifiant qu'elle refuse de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité et qui font obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays d'origine.

A cet égard, le Conseil rappelle que, pour l'examen des raisons impérieuses rendant inenvisageable le retour dans le pays d'origine, il y a lieu de raisonner par analogie avec l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 dont il ressort qu'un étranger cesse d'être réfugié lorsque les circonstances qui ont justifié l'octroi de cette protection cessent d'exister ou ont évolué dans une mesure telle que cette protection n'est plus nécessaire, à moins qu'il puisse invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures. Il appartient au Conseil d'examiner si les persécutions subies dans le passé s'avèrent avoir été d'une gravité telle que l'on ne saurait raisonnablement s'attendre à ce que la personne retourne dans son pays, malgré le fait qu'en principe la crainte de persécutions n'existe pas ou plus, soit parce que les persécutions ne risquent pas de se reproduire, soit parce qu'elle peut obtenir la protection de ses autorités soit encore parce qu'elle peut s'installer ailleurs dans son pays.

Le Conseil rappelle également qu'il faut réserver les cas dans lesquels, en raison du caractère particulièrement atroce de la persécution subie - eu égard à sa nature intrinsèque, aux circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée, et à l'importance des conséquences psychologiques et physiques engendrées -, la partie requérante peut se prévaloir de raisons impérieuses, tenant à des persécutions antérieures, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité et qui font obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays d'origine.

L'existence de telles raisons impérieuses devra être appréciée au cas par cas, en accordant une attention particulière à certains aspects individuels tels que l'âge, le sexe, le milieu culturel et les expériences sociales ou personnelles vécues par l'intéressé, et en tenant compte de sa structure psychologique individuelle, de l'étendue des conséquences physiques et psychiques constatées, et de toutes les autres circonstances pertinentes de l'espèce.

Les raisons du refus de se réclamer de la protection du pays d'origine doivent être tellement fortes qu'il est absolument déraisonnable d'exiger le retour du demandeur. Le caractère déraisonnable de cette demande doit être établi de manière objective, en tenant compte de l'état d'esprit subjectif de la personne. La gravité peut être déduite de l'acte lui-même, de la durée du traitement et du contexte dans lequel il s'est déroulé. Dans certains cas, une expertise médicale et des rapports médico-légaux peuvent être très précieux pour l'évaluation (v. en ce sens EASO, « Guide pratique de l'EASO : l'application des clauses de cessation », p. 25).

En l'occurrence, le Conseil relève, à la lecture de l'ensemble des éléments soumis à son appréciation, que la requérante a été victime d'une mutilation génitale de type II, ce qui n'est pas remis en cause par la partie défenderesse. Le certificat médical du docteur S. O. du 14 octobre 2024 indique brièvement, sans les détailler plus avant, les conséquences sur le plan médical de cette excision et ne fait aucune mention relativement à un éventuel traitement qui aurait été proposé. Il ne fait pas état de difficultés psychologiques que la requérante présenterait en lien avec cette mutilation génitale féminine.

En définitive, le Conseil tire des éléments qui précèdent les constats suivants :

- il est établi que la requérante été victime d'une mutilation génitale de type II en Côte d'Ivoire, ce qui constitue une persécution au sens de la Convention de Genève ; cette persécution est directement liée au genre et à l'appartenance de la requérante au groupe social des femmes ;

- il existe, en l'espèce, de bonnes raisons de croire que cette persécution antérieure ne se reproduira pas dès lors que la requérante est aujourd'hui adulte et qu'il n'aperçoit aucun protagoniste potentiel susceptible de demander une nouvelle mutilation génitale, ni, si tel était le cas dans le futur, aucun motif de conclure qu'elle ne serait pas à même de s'y opposer avec de réelles chances de succès ;

- les séquelles que la requérante garde de cette mutilation ne sont pas, en l'état actuel du dossier, d'une ampleur et d'une gravité telles que la requérante puisse se prévaloir de raisons impérieuses rendant inenvisageable tout retour dans le pays où elle a subi une mutilation génitale à un jeune âge ; à cet égard, le Conseil doit constater qu'avant son arrivée en Belgique, et même jusqu'avant sa consultation auprès du Dr. S. O., elle n'avait pas conscience qu'elle avait fait l'objet d'une mutilation génitale féminine (...) ; de plus, si lors de son second entretien personnel, la requérante déclare qu'elle a eu « très mal » lorsqu'elle a appris qu'elle avait été excisée après l'examen gynécologique réalisé par le Dr. S. O. en Belgique le 14 octobre 2024 (...), celle-ci ne dépose aucun document relatif à sa situation psychologique ; quant à la requête, elle ne développe aucune argumentation précise ni étayée à cet égard."

Examen de la crainte d'excision dans le chef des filles des requérants

"le Conseil estime que la situation générale en Côte d'Ivoire peut avoir une incidence dans le cadre de l'examen du risque d'excision invoqué dans le chef des filles des requérants. A ce propos, ces derniers attirent l'attention en termes de requête, relativement à la pratique de l'excision en Côte d'Ivoire, sur le fait que le taux de prévalence de cette pratique varie en fonction de la région et de la religion au sein du pays. Elle se réfère à cet égard sur un rapport du service de documentation et de recherches de la partie défenderesse daté du 5 février 2024 intitulé « COI Focus CÔTE D'IVOIRE Les Mutilations génitales féminines [..] » (...), élément d'information que le Conseil juge suffisamment complet et actualisé. A la lecture de ce rapport, il apparait que, selon l'enquête démographique et de santé réalisée en Côte d'Ivoire en 2016, dernière enquête d'envergure nationale ayant étudié les mutilations génitales féminines dans ce pays, 36,7 % de femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi une mutilation génitale. En ce qui concerne les filles âgées de 0 à 14 ans, le taux de prévalence des MGF est de 10,9 %. Compte tenu de ces données statistiques, le Conseil considère que le taux de prévalence des MGF en Côte d'Ivoire reste relativement significatif et inquiétant, ce qui doit inciter les instances d'asile à faire preuve d'une extrême prudence lors de l'examen d'un risque d'excision invoqué dans le chef d'une ressortissante ivoirienne. Le Conseil estime toutefois que ce taux n'est pas particulièrement alarmant au point de traduire un risque objectif et significativement élevé de MGF dans le chef de chaque femme ou jeune fille ivoirienne qui n'y a pas encore été soumise.

(...)

En outre, au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime que les requérants ne formulent aucun moyen sérieux donnant à croire que leurs deux filles mineures d'âge risqueraient d'être victimes de mutilations génitales féminines en Côte d'ivoire.

De surcroit, à la lecture du *COI Focus* précité, le Conseil relève que plusieurs facteurs peuvent contribuer à diminuer le niveau de risque de MGF en Côte d'ivoire, notamment l'appartenance ethnique, l'origine géographique, le niveau éducatif, la confession religieuse, le statut socio-économique ou l'environnement familial. Ainsi, le Conseil relève notamment que le taux de prévalence des MGF en Côte d'ivoire est plus élevé dans les milieux socio-économiques pauvres, ruraux et faiblement instruits. En l'espèce, le Conseil relève que si les requérants plaident, en se fondant sur les informations précitées, que le « taux de prévalence varie en fonction de la région et de la religion au sein du pays », ceux-ci invoquant la religion musulmane du requérant et de sa famille ainsi que « la tradition en vigueur au sein de [s]a famille et dans le nord de la Côte d'Ivoire », il convient de nuancer cette analyse au regard de la situation précise et effective des requérants. En effet, il faut tout d'abord constater que la requérante (soit en l'espèce la mère des deux jeunes filles qui risqueraient de subir des MGF) est née dans la région des Grands-Ponts située dans le sud de la Côte d'Ivoire où elle a habité durant sa jeunesse pour ensuite s'établir dans l'une des communes d'Abidjan, également située dans la même partie du pays ; quant au requérant (soit le père des deux jeunes filles précitées), celui-ci déclare être né dans le district d'Abidjan, où il affirme aussi avoir toujours vécu, tant avec ses parents qu'avec son épouse ; la requérante et le requérant déclarent aussi avoir obtenu tous les deux leur baccalauréat, et avoir occupé, pour l'une, un poste d'employée dans une agence de retrait d'argent ivoirienne, et pour l'autre, un poste d'intermédiaire dans la commercialisation agricole (...). De plus, force est de constater que les requérants - dont le requérant à propos duquel il est mis en avant sa religion musulmane - déclarent clairement être opposés à l'excision. Au vu de ces éléments, il apparait évident que les filles des requérants sont issues d'un milieu urbain et d'une famille instruite et favorisée sur le plan socio-économique, autant de facteurs qui permettent de relativiser le risque objectif pour celles-ci de subir une excision."

CCE arrêt 349490 du 30/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA**
nationalité	**Afghanistan**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Weigering humanitair visum – vernietiging – meerderjarige, ongehuwde Afghaanse vrouw – visumaanvraag ouders en minderjarige *siblings* werd ingewilligd, twee broers verblijven al op legale wijze in België - 8 EVRM – bijkomende banden van afhankelijkheid – landeninformatie over ongehuwde Afghaanse vrouwen is relevant in het kader van de beoordeling van bijkomende banden van afhankelijkheid in het licht van artikel 8 van het EVRM – schending van de materiële motiveringsplicht en zorgvuldigheidsbeginsel in het licht van de artikelen 9 en 13 van de Vreemdelingenwet en van artikel 8 van het EVRM

[theoretisch uiteenzetting 8 EVRM]

[motieven bestreden beslissing]

Verzoekster betoogt dat de gemaakte beoordeling kennelijk onredelijk is, zij benadrukt dat zij ongehuwd is en zij samen met haar ouders, haar minderjarige broer en haar twee minderjarige zussen haar visumaanvraag heeft ingediend. De visumaanvraag van deze familieleden werd ingewilligd, de visumaanvraag van verzoekster werd geweigerd. Verzoekster verwijst naar algemene landeninformatie over de situatie van vrouwen in Afghanistan, zij benadrukt dat er restricties zijn voor vrouwen op vlak van werk, school, meisjes mogen geen middelbaar en hoger onderwijs meer volgen, vrouwen moeten bij langere reizen vergezeld zijn van een mannelijk familielid en zij betoogt dat verweerder naliet om hiermee rekening te houden en evenmin oog had voor de implicaties van het gegeven dat de visumaanvragen van haar ouders, minderjarige broer en twee minderjarige zussen wel werden ingewilligd in tegenstelling tot haar visumaanvraag.

Uit het administratief dossier blijkt dat verzoekster bij haar visumaanvraag van 10 juni 2024 aangaf dat zij alleenstaand is (zie onder stuk 3 van het elektronisch administratief dossier) en zij een 'bachelorhood certificate' neerlegde (zie onder stuk 4 van het elektronisch administratief dossier). Uit de bestreden beslissing blijkt niet dat de verweerder betwist dat verzoekster ongehuwd en alleenstaand is. Uit het administratief dossier blijkt dat de aanvraag van verzoekster werd ingediend samen met de visumaanvraag van haar vader, haar moeder, haar minderjarige broer en haar twee minderjarige zussen. De visumaanvragen van haar ouders, haar minderjarige broer en haar twee minderjarige zussen werden ingewilligd, enkel de visumaanvraag van verzoekster werd geweigerd. Daarnaast heeft verzoekster ook nog twee broers die al in België verblijven.

Verzoekster is aldus een alleenstaande, ongehuwde, meerderjarige vrouw, wiens ouders en minderjarige broer en twee minderjarige zussen een visum voor België bekwamen en waarbij twee andere broers reeds in België verblijven.

[…]

De Raad treedt verzoekster bij dat waar in de bestreden beslissing wordt verwezen naar de Country Guidance: Afghanistan, mei 2024, de gemachtigde zeer selectief is in de informatie die hij uit dit rapport destilleert. Zo leest de Raad in dit rapport:

"*3.15. Women and girls*

a. Restrictions of rights and freedoms under the Taliban

[...]."

Vervolgens wordt in dit rapport verder ingegaan op de bewegingsvrijheid van vrouwen, de gendersegregatie, de kledingvoorschriften, de uitsluiting van het werk en publieke leven, de toegang tot gezondheidszorg, onderwijs, justitie en het geweld op vrouwen en meisjes.

Verzoekster leest in de bestreden beslissing dat haar persoonlijke situatie onduidelijk zou zijn en dat niet wordt verduidelijkt hoe haar situatie is veranderd na de machtswisseling. Verzoekster betoogt dat opnieuw moet worden verwezen naar de algemene gewijzigde situatie voor vrouwen sedert de machtsovername door de taliban.

Waar de gemachtigde motiveert dat het niet duidelijk is hoe de persoonlijke situatie van verzoekster concreet is veranderd na de machtswisseling, wordt benadrukt dat niet wordt betwist dat verzoekster een vrouw is en dat de algemene landeninformatie, waarnaar de gemachtigde in de bestreden beslissing verwijst en die handelt over de situatie van vrouwen in Afghanistan op verzoekster van toepassing is.

Wat betreft het motief: "*Bovendien reisde zij zonder problemen naar Pakistan via grensposten die onder controle staan van de Taliban.*" merkt verzoekster terecht op dat zij haar visumaanvraag indiende samen met haar ouders, haar minderjarige broer en haar twee minderjarige zussen en de visumaanvragen van haar ouders, broer en zussen allen werden ingewilligd en zij voor het indienen van haar visumaanvraag samen met haar ouders haar minderjarige broer en haar twee minderjarige zussen kon reizen, wat in de toekomst niet langer het geval zal zijn nu hun visumaanvragen werden ingewilligd en uit de Country Guidance Afghanistan, mei 2024 waarnaar in de bestreden beslissing wordt verwezen, wordt gesteld dat de MPVPV een nieuwe richtlijn heeft uitgevaardigd waarbij het vrouwen wordt verboden om lange afstanden (meer dan 72 km) af te leggen, tenzij zij begeleid worden door een mannelijke verwant (cf. Country Guidance Afghanistan, mei 2024, p. 71). Verzoekster kan worden gevolgd dat uit de motieven van de bestreden beslissing niet blijkt dat verweerder er rekening mee hield dat de visumaanvragen van de ouders van verzoekster, haar minderjarige broer en haar twee minderjarige zussen werden ingewilligd, terwijl dit voor verzoekster niet het geval is en de implicaties hiervan voor het leven van verzoekster.

De landeninformatie over ongehuwde Afghaanse vrouwen is relevant in het kader van de beoordeling van bijkomende elementen van afhankelijkheid in het licht van artikel 8 van het EVRM. Uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt niet dat met alle relevante elementen rekening werd gehouden bij de beoordeling van de bijkomende banden van afhankelijkheid in het licht van artikel 8 van het EVRM.

De beoordeling of er, in het licht van artikel 8 van het EVRM, sprake is van een beschermingswaardig gezinsleven tussen verzoekster en haar familieleden is niet op zorgvuldige wijze gebeurd.

Een schending van de materiële motiveringsplicht en het zorgvuldigheidsbeginsel in het licht van de artikelen 9 en 13 van de Vreemdelingenwet en artikel 8 van het EVRM wordt aangetoond.

CCE arrêt 349518 du 30/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Russie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Dienstplicht Rusland - Oekraïne

Vooreerst stelt de Raad vast dat de algemene informatie waarnaar in de bestreden beslissing wordt verwezen om te besluiten dat dienstplichtigen niet worden ingezet in de strijd op het Oekraïens grondgebied dateert van 2023. Daartegenover staat dat uit het door verzoeker in het verzoekschrift aangehaalde vernietigingsarrest van de Raad het tegendeel niet blijkt en dat hierbij geenszins wordt ingegaan op deze informatie in het bijzonder.

Bovendien en bovenal, wat betreft de beoordeling in de bestreden beslissing dat verzoeker niet aannemelijk maakt dat er in zijn hoofde **gewetensbezwaren** bestaan die hem verhinderen zijn verplichte legerdienst uit te voeren, merkt de Raad op dat uit de bestreden beslissing blijkt dat **verzoekers beide broers erkend** werden als vluchteling. Uit het verzoekschrift blijkt dat minstens zijn ene broer, A…r, in het kader van zijn verzoek om internationale bescherming dezelfde motieven zou hebben aangehaald als verzoeker, zijnde dat hij niet naar Rusland kon terugkeren omdat hij niet naar de oorlog in Oekraïne wou.

Hoewel de volledige notities van de persoonlijke onderhouden op heden niet voorliggen (...) stelt de Raad vast dat verzoeker wel enkele passages citeert uit de notities van de persoonlijke onderhouden van zijn broer(s). Wanneer de notities van het persoonlijk onderhoud van verzoeker naast deze verklaringen, ervan uitgaande dat deze zijn broer toebehoren, worden gelegd, lijken deze in lijn te liggen met elkaar. De Raad kan de commissaris-generaal volgen dat elk verzoek om internationale bescherming op individuele basis moet worden onderzocht en dat er geen internationale bescherming kan worden toegekend louter op basis van het feit dat dit gebeurde ten aanzien van een familielid. Daarentegen dienen identieke verzoeken om internationale bescherming hetzelfde beoordeeld te worden. Gelet op de gelijkenissen die mogelijks kunnen bestaan tussen de verklaringen die verzoeker aflegde in het kader van zijn verzoek om internationale bescherming en de verklaringen die zijn in België als vluchteling erkende broers aflegden in het kader van hun verzoeken om internationale bescherming, acht de Raad het **noodzakelijk meer inzicht te verkrijgen over de redenen waarom verzoekers broers de vluchtelingenstatus werd toegekend**.

CCE arrêt 349335 du 30/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 20**
nationalité	**Brésil**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Annexe 20 - Soeur "A" (mineure) de nationalité brésilienne d'une enfant "I" (mineure) de nationalité portugaise (les parents (brésiliens) se sont déjà vus reconnaître un droit de séjour en qualité de membres de la famille de leur enfant "I") - Art. 47/2 - La PR a produit une attestation démontrant que les 2 sœurs vivaient à la même adresse au Portugal avant de rejoindre la Belgique - AA: elles ont vécu à la même adresse mais pas la preuve que la condition de "membre de famille faisant partie du ménage" est remplie - CCE: les art 47/1 et suivants ont été adopté dans le cadre de la transposition de la dir 2004/38; CJUE SRS, AA c. Minister for Justice and Equality du 15 septembre 2022 (C-22/21) -> autre MF faisant partie du ménage = "les personnes qui entretiennent avec le citoyen UE une relation de dépendance, fondée sur des liens personnels étroits et stables, tissés au sein d'un même foyer, dans le cadre d'une communauté de vie domestique allant au-delà d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance" - en l'espèce, la seule circonstance que l'attestation produite indique uniquement que les 2 enfants résidaient à la même adresse ne permet pas, au regard des éléments du dossier - notamment leur minorité, leur appartenance à une même cellule familiale ainsi que le fait qu'elles aient toujours vécu ensemble -, de comprendre le raisonnement de la PD + liens personnels étroits et stables tels que si l'enfant devait ne pas être autorisée à séjourner en Belgique, elle-même et sa sœur cadette citoyenne de l'UE en seraient à tout le moins « affectées » dans leurs droits à la libre circulation et au séjour en Belgique + en présence d'enfants mineurs membres d'une même fratrie et appartenant à une même cellule familiale, il ne saurait être question « d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance » - Violation obligation motivation - Annulation.

5.2. Dans son arrêt SRS, AA c. Minister for Justice and Equality du 15 septembre 2022 (C-22/21) portant sur l'interprétation de l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, sous a), de la Directive 2004/38/CE, la CJUE a rappelé que, dès lors que cette « disposition ne comporte aucun renvoi exprès au droit des États membres afin de définir la notion de « tout autre membre de la famille qui fait partie du ménage du citoyen de l'Union », il découle des exigences tant de l'application uniforme du droit de l'Union que du principe d'égalité que la même disposition doit normalement trouver, dans toute l'Union, une interprétation autonome et uniforme (le Conseil souligne) » (point 19), que la notion de « « tout autre membre de la famille qui fait partie du ménage du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal », visée à cette disposition, désigne les personnes qui entretiennent avec ce citoyen une relation de dépendance, fondée sur des liens personnels étroits et stables, tissés au sein d'un même foyer, dans le cadre d'une communauté de vie domestique allant au-delà d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance (le Conseil souligne) » (point 30), sans toutefois que cette disposition ne permette de considérer qu'« il y ait lieu de recourir à la notion de « chef du ménage » […] [car cela] reviendrait à imposer, en pratique, un critère supplémentaire non prévu par le libellé de ladite disposition » (point 22).

5.3. En l'espèce, le Conseil observe que, selon la décision attaquée et la requête, les parties requérantes ont produit une attestation démontrant que l'enfant mineur [A.], qui fait l'objet de la demande de regroupement familial, et sa sœur, l'enfant mineur [I.], vivaient à la même adresse au Portugal avant de rejoindre la Belgique. La partie

défenderesse a cependant considéré que « […] l'attestation produite stipule uniquement qu'elles ont vécu à la même adresse. », et en a conclu qu'« […] il ne ressort pas du dossier de la personne concernée qu'elle remplisse la condition de membre de famille faisant partie du ménage telle que précisée par l'arrêt précité. ».

Cette motivation n'est ni suffisante, ni adéquate.

5.4. En effet, en motivant la décision attaquée de la sorte, la partie défenderesse reste en défaut de démontrer que l'enfant mineur des parties requérantes ne rentre pas dans la définition donnée par la CJUE de la notion d'autres membres de famille « faisant partie du ménage » du citoyen de l'Union à savoir « les personnes qui entretiennent avec ce citoyen une relation de dépendance, fondée sur des liens personnels étroits et stables, tissés au sein d'un même foyer, dans le cadre d'une communauté de vie domestique allant au-delà d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance ». La seule circonstance que l'attestation produite indique uniquement que les deux enfants résidaient à la même adresse ne permet pas, au regard des éléments du dossier — notamment leur minorité, leur appartenance à une même cellule familiale ainsi que le fait qu'elles aient toujours vécu ensemble —, de comprendre le raisonnement de la partie défenderesse ni les raisons l'ayant conduite à considérer que l'enfant [A.] ne remplissait pas la condition de « membre de famille faisant partie du ménage » de sa sœur.

Le Conseil estime, en outre, que les parties requérantes peuvent être suivies en ce qu'elles affirment dans leur requête qu'« […] il n'est pas contestable qu'il existe entre les intéressées, qui appartiennent à la même fratrie et ont toujours fait partie du même ménage (plus encore, de [la] même cellule familiale), et qui sont âgées de respectivement 2 et 15 ans, des « liens personnels étroits et stables » tels que si l'enfant [A.] devait ne pas être autorisée à séjourner en Belgique, elle-même et sa sœur cadette citoyenne de l'UE en seraient à tout le moins « affectées » (plus encore, il est probable qu'en cette hypothèse, les requérants auraient renoncé à faire bénéficier […] l'enfant [I.] de ses droits à la libre circulation et au séjour en Belgique) » et qu'« Il n'est pas contestable non plus qu'en présence d'enfants mineurs membres d'une même fratrie et appartenant à une même cellule familiale, il ne saurait être question « d'une simple cohabitation temporaire, déterminée par des raisons de pure convenance ». ».

5.5. Il résulte de ce qui précède que le moyen, en ce qu'il est pris de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, est fondé et suffit à l'annulation de l'acte attaqué.

CCE arrêt 349500 du 30/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 20**
nationalité	**Congo (RDC)**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Annexe 20 – RF avec un Belge – « Disposer de » suite C.C. 38/2026 du 2 avril 2026 – Conseil rappelle les enseignements de la C.C. et constate que la PR n'a pas pris en considération les revenus émanant du demandeur, dans l'évaluation des moyens dont la personne rejointe doit disposer, pour le motif déterminant tenant à leur provenance – Violation art. 42 de la Loi – Annulation.

« 1. Sur la troisième branche du moyen unique, le Conseil relève que le maintien par la partie défenderesse de ses objections est incompréhensible dès lors que le développement jurisprudentiel récent le plus pertinent réside dans l'arrêt n° 38/2026 du 2 avril 2026 par lequel la Cour constitutionnelle a dit pour droit :

"- Les articles 40ter, § 2, alinéa 2, 1°, et 42, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », dans leur version applicable dans les affaires pendantes devant les juridictions a quo, dans l'interprétation selon laquelle les moyens de subsistance dont le regroupant familial belge n'ayant pas exercé son droit à la libre circulation doit disposer afin que son partenaire puisse obtenir un droit de séjour doivent être les moyens de subsistance personnels du seul regroupant, violent les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

- Les mêmes dispositions, interprétées en ce sens que les moyens de subsistance dont le regroupant familial belge n'ayant pas exercé son droit à la libre circulation doit disposer afin que son partenaire puisse obtenir un droit de séjour ne doivent pas être les moyens de subsistance personnels du seul regroupant, ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme".

Par cet arrêt en effet, la Cour constitutionnelle a confirmé la lecture de l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 effectuée par la partie requérante.

Le Conseil estime qu'il convient d'interpréter cet article de la même manière en sorte que le moyen pris de la violation de l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 est fondé.

A la lecture de l'acte attaqué, le Conseil constate en effet que la partie défenderesse n'a pas pris en considération les revenus émanant du demandeur, dans l'évaluation des moyens dont la personne rejointe doit disposer, pour le motif déterminant tenant à leur provenance.

Ce faisant, la partie défenderesse a méconnu, s'agissant de l'acte querellé, l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980.

2. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 349469 du 30/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-Demande ultérieure**
nationalité	**Kosovo**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Bestreden beslissing: Volgend VIB niet-ontvankelijk.

Eerste VIB: kennelijk ongegrond - verzoekende partij voerde aan **transman** te zijn en problemen te kennen met haar familie en ruimere omgeving, alsook geen gepaste behandeling te kunnen krijgen.

Wat betreft bijzondere procedurele noden: CGVS oordeelde dat het ene voorgelegde psychologisch attest geen beeld gaf van haar psychologische toestand en het andere was opgesteld door een therapeut.

In beroep bij de RvV werd die beoordeling bevestigd (zie A 317 192). Latere bijgebrachte psychologische attesten wijzigden om dezelfde redenen niets aan de beoordeling.

Beroep bij de RvS (waar VP aanhaalde dat er onvoldoende rekening werd gehouden met haar profiel van transpersoon en het ontbreken van de mogelijkheid haar transitie verder te zetten in haar land van herkomst) werd niet toelaatbaar verklaard.

In het kader van huidig VIB legde VP opnieuw de reeds neergelegde attesten neer.

In de bestreden beslissing wordt, bij de beoordeling van de bijzondere procedurele noden, niet ingegaan op de inhoud van deze attesten, daar de commissaris-generaal van mening was dat er geen steunmaatregelen dienden te worden toegekend in het kader van het huidig beschermingsverzoek van de verzoekende partij omdat zij niet opnieuw gehoord werd tijdens een persoonlijk onderhoud en werd, bij de bespreking van de documenten, verwezen naar de beoordeling van deze documenten in het kader van haar vorig beschermingsverzoek.

In het kader van onderhavige beroepsprocedure legt de verzoekende partij, per aanvullende nota , een recenter psychiatrisch attest van 30 april 2026 neer. In dit attest beschrijft de behandelend psychiater, die de verzoekende partij reeds meerdere maanden opvolgt, de levensloop van de verzoekende partij en stelt deze dat de verzoekende partij problemen van posttraumatische stress heeft, gekenmerkt door herinneringen aan geweld uit het verleden, een constante staat van verhoogde waakzaamheid, ernstige slaapstoornissen en een zware depressieve stemming. Eveneens wordt er gesproken over een risico op zelfmoord. Ook legt de verzoekende partij een attest neer d.d. 5 februari 2026 van haar therapeut bij Part 1.2.3 vzw, waarin haar depressieve staat en zelfmoordgedachten bevestigd worden. De inhoud van het psychiatrisch attest is beperkt en het andere thans neergelegde attest is opnieuw van een therapeut afkomstig. De door de verzoekende partij tijdens de administratieve procedure neergelegde attesten werden reeds neergelegd in het kader van haar eerste beschermingsverzoek of hebben minstens dezelfde inhoud en in het kader van haar eerste beschermingsverzoek werd reeds geoordeeld dat deze geen psychologische kwetsbaarheid konden aantonen, waardoor deze op heden niet nieuw zijn. **De Raad is evenwel van mening dat de reeds eerder neergelegde attesten wel degelijk een nieuw element vormen wanneer deze samen worden gelezen met het thans voorliggende recente psychiatrisch attest** van 30 april 2026 (en het attest van de therapeut d.d. 5 februari 2026) waarin een psychiater de gedateerde bevindingen van de psycholoog – waarover de verzoekende partij bovendien verklaart dat zij niet langer door deze psycholoog opgevolgd wordt omdat zij ook reeds

periodiek bij een therapeut gaat – en de bevindingen van haar therapeut op algemene wijze bevestigen en toch minstens wijzen op een actuele en door een psychiater geattesteerde psychologische kwetsbaarheid in hoofde van de verzoekende partij.

De Raad is van oordeel dat deze **psychologische kwetsbaarheid**, los van de vraag naar het voorhanden zijn van bijzondere procedurele noden in haar hoofde, **gevolgen zou kunnen hebben voor de beoordeling van haar nood om internationale bescherming**.

In eerste instantie meent de Raad dat deze psychologische kwetsbaarheid gevolgen zou kunnen hebben in het licht van een toekomstige beoordeling van het bestaan van een gegronde vrees voor vervolging of een reëel risico op het lijden van ernstige schade in hoofde van verzoekende partij in geval van terugkeer naar Kosovo.

Bovendien zou dit mogelijks een verklaring kunnen bieden voor bepaald gedrag dat de verzoekende partij in het verleden vertoonde en dat haar in het kader van haar eerste beschermingsverzoek werd verweten, zoals het nalaten beroep te doen op nationale bescherming of omtrent haar vertrek uit Kosovo.

Verder benadrukt de verzoekende partij in het kader van haar huidig verzoek om internationale bescherming dat zij in België in transitie is en dat een dergelijke behandeling in Kosovo niet bestaat en zij haar transitie zal moeten stopzetten. De Raad onderstreept in deze dat het feit dat er in Kosovo geen genderbevestigende medische behandelingen beschikbaar zijn en de verzoekende partij bij terugkeer hierdoor haar in België opgestarte transitie zal moeten stopzetten reeds werd beoordeeld in het kader van haar eerste verzoek om internationale bescherming. De Raad oordeelde bij arrest nr. 317 192 van 25 november 2024 dat dit geen aanleiding kon geven tot de toekenning van internationale bescherming en het tegen dit arrest ingestelde cassatieberoep werd door de Raad van State bij beschikking niet-toelaatbaar verklaard. Aldus betreft het loutere gegeven dat er geen genderbevestigende behandelingen bestaan in Kosovo en het feit dat de verzoekende partij haar in België opgestarte transitie bij terugkeer zou moeten staken **geen nieuw element.** Ook het feit dat de verzoekende partij in België in transitie is gegaan, meer bepaald door middel van hormoontherapie, werd reeds aangehaald in het kader van haar eerste verzoek om internationale bescherming.

Echter, uit de thans voorliggende stukken blijkt dat de transitie van de verzoekende partij werd verder gezet sinds de beoordeling van het eerste verzoek om internationale bescherming. Ondertussen heeft de verzoekende partij gedurende een bijkomende periode van anderhalf jaar een hormoontherapie genoten, hetgeen logischerwijs niet alleen bijkomende gevolgen heeft voor haar mentale toestand, maar tevens voor haar fysieke toestand en uiterlijk, hetgeen ook in het verzoekschrift aangehaald wordt. In het verzoekschrift benadrukt de verzoekende partij dat zij momenteel zowel vrouwelijke als mannelijke uiterlijke kenmerken heeft. De Raad stelt vast dat er in de bestreden beslissing **geen verder onderzoek werd gedaan naar de verderzetting van de transitie van de verzoekende partij, hetgeen toch relevant is bij een toekomstgerichte beoordeling van de nood aan internationale bescherming** van de verzoekende partij en waarbij mogelijks een bijzondere kwetsbaarheid in ogenschouw moet worden genomen.

Ten overvloede stipt de Raad aan dat de verzoekende partij in het kader van haar huidig beschermingsverzoek melding maakt van het feit dat haar jongste zus haar vertelde dat zij lesbisch is en dat zij nu hetzelfde meemaakt als de verzoekende partij (...). Er werd niet onderzocht wat de gevolgen hiervan zijn voor de vrees die de verzoekende partij heeft ten aanzien van haar andere familieleden.

Verder onderzoek vereist.

CCE arrêt 349328 du 29/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Indéfini**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Reconnaissance**		

"En l'occurrence, le Conseil considère que le requérant présente une vulnérabilité particulière.

À cet égard, le Conseil relève tout d'abord que le requérant est arrivé sur le territoire belge en date du 27 octobre 2023 et n'a pas été hébergé dans un centre d'accueil à son arrivée.

Il ressort en effet des pièces annexées à la requête qu'en date du 20 décembre 2023, la Vice-présidente du Tribunal du travail de Bruxelles a rendu une ordonnance condamnant FEDASIL à « héberger le requérant dans un centre d'accueil adapté et à lui fournir l'aide matérielle telle que définit à l'article 2, 6° de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, ou à tout le moins à l'héberger dans une structure d'accueil d'urgence au sens de l'article 18 de la loi précitée […] ».

Constatant le défaut d'exécution de cette ordonnance, la partie requérante a, le 6 février 2024, saisi la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après : « la Cour EDH ») par une demande de mesures provisoires fondée sur l'article 39 du règlement de la Cour. Dans sa demande – annexée à la requête – la partie requérante se réfère notamment à l'arrêt de la Cour EDH 49255/22 Camara c. Belgique du 18 juillet 2023 dans lequel il est notamment constaté qu' « [a]u 1er mars 2023, Fedasil avait ainsi été condamné à plus de 7000 reprises à assurer l'hébergement d'autant de demandeurs de protection internationale. […] » (§ 81), la Cour précisant qu'elle « […] ne peut ignorer que les circonstances de la présente affaire ne sont pas isolées et qu'elles révèlent une carence systémique des autorités belges d'exécuter les décisions de justice définitives relatives à l'accueil des demandeurs de protection internationale » (§ 118).

Le Conseil constate ensuite que la première mention, dans le dossier administratif, d'un hébergement du requérant dans un centre Fedasil ressort d'un extrait du registre national indiquant une résidence dans un centre à la date du 31 juillet 2024.

Il apparait dès lors que les autorités belges ont manqué à leurs obligations durant une période de neuf mois dont sept écoulés après l'ordonnance du Tribunal du travail de Bruxelles.

Le Conseil estime que cette circonstance constitue un élément pertinent à prendre en considération dans l'évaluation de la vulnérabilité du requérant dès lors que celui-ci s'est retrouvé, du fait du non-respect de ses obligations légales ainsi que des décisions de justice par l'État belge dans une situation précaire à une période où il n'était pas autorisé à travailler pour subvenir à ses besoins."

CCE arrêt 349246 du 26/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Demande manifestement infondée**
nationalité	**Maroc**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

"L'article 57/5ter, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il s'applique en l'espèce stipule que « *Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides convoque au moins une fois le demandeur à un entretien personnel relatif au contenu de sa demande de protection internationale.*

Le Roi détermine les conditions dans lesquelles se déroule l'entretien personnel. ».

Cette disposition de la loi du 15 décembre 1980 transpose l'article 14 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux procédures communes d'octroi et de retrait de la protection internationale.

Tant le législateur européen que le législateur belge ont ainsi exprimé leur volonté de garantir aux demandeurs de protection internationale le droit d'être entendus.

Au cours d'un entretien personnel au sens de l'article 57/5ter précité de la loi précitée, un demandeur de protection internationale est invité à fournir des informations concernant son identité, son origine, les motifs de sa demande de protection internationale et ses possibilités de retour.

L'ancien article 57/5quater, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 s'exprimait en ces termes : « *Lors de l'entretien personnel visé à l'article 57/5ter, l'agent du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides prend note par écrit des déclarations du demandeur de protection internationale. Les notes de l'entretien personnel constituent une transcription fidèle des questions posées au demandeur ainsi que des réponses données par celui-ci et reprennent à tout le moins les données déterminées par arrêté royal* ».

L'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement contient notamment un article 12/1, selon lequel :

« *§1er . Le Commissaire général peut décider que l'entretien personnel se déroule à distance.*

§ 2. Le demandeur de protection internationale peut communiquer les raisons d'éventuelles objections à l'organisation de l'entretien personnel à distance.

Ces objections doivent être communiquées au Commissaire général par écrit, dans la langue de la procédure, et doivent parvenir au Commissaire général au plus tard cinq jours avant la date fixée pour l'entretien personnel.

Par dérogation au deuxième alinéa, le demandeur, qui a été convoqué à un entretien personnel conformément à l'article 7, paragraphes 5, 6 ou 7, doit transmettre ses objections aussi rapidement que possible au Commissaire général.

§ 3. S'il juge valable le motif justifiant les objections visées au paragraphe 2, le Commissaire général doit de nouveau convoquer le demandeur à un entretien personnel à une date ultérieure, ou le Commissaire général doit requérir de lui qu'il fournisse certains renseignements par écrit.

§ 4. Si, au cours de l'entretien personnel, l'agent constate qu'il n'est pas indiqué que l'entretien se déroule à distance, le Commissaire général convoque le demandeur à une date ultérieure afin de poursuivre l'entretien personnel ou requiert du demandeur qu'il

communique certains renseignements par écrit. ».

L'article 13 de l'arrêté royal précité stipule que « *Lorsque le demandeur d'asile est maintenu conformément aux articles 74/5 et 74/6 de la loi ou détenu dans un centre pénitentiaire, l'audition a lieu à l'endroit du maintien ou de la détention* ».

Et l'article 13/1 du même arrêté royal stipule que « *L'audition a lieu dans des conditions garantissant dûment la confidentialité. Il ne peut être procédé à aucun enregistrement audio ou audiovisuel de l'audition.*

L'audition ne met en présence que l'agent, le demandeur d'asile, le cas échéant un interprète, l'avocat du demandeur d'asile et une seule personne de confiance.

L'agent peut cependant accepter la présence d'autres personnes qui ne répondent pas aux conditions pour intervenir en tant que personne de confiance dès lors que la présence de l'une d'elles lui apparaîtrait nécessaire pour procéder à un examen adéquat de la demande. Ces personnes n'interviennent pas au cours de l'audition, mais ont la possibilité de formuler oralement des observations à la fin de celle-ci, dans le cadre fixé par l'agent qui mène l'audition.

Pour des raisons propres à l'examen de la demande ou de confidentialité, l'agent peut s'opposer à la présence de la personne de confiance à l'audition.

Lorsque l'audition a lieu à distance, il est donné à l'avocat et à la personne de confiance la possibilité d'assister à l'audition à distance, à moins que des raisons de confidentialité ne s'y opposent ».

Par l'arrêt n° 348.965, le Conseil a rouvert les débats en vue de porter au débat contradictoire l'arrêt n° 73/2026 du 18 juin 2026 de la Cour constitutionnelle lequel, en réponse aux questions préjudicielles posées par le Conseil d'État concernant la constitutionnalité d'un entretien personnel par vidéoconférence impliquant la transmission de données à caractère personnel, est rédigé en ces termes :

« *B.14.1. Il y a lieu de répondre aux questions préjudicielles posées par la juridiction a quo que les articles 51/5, 51/8, 51/10, 57/1, § 3, alinéa 1er, 57/5ter, § 1er, 57/6/7, § 4, alinéa 1er, et 57/24, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 ne sont pas compatibles avec les normes de contrôle précitées en ce qu'ils ne prévoient pas :*

- quelles sont les métadonnées traitées du fait de la tenue de l'entretien personnel par vidéoconférence, ni l'existence de ce traitement;

- le traitement des sons et des images de la vidéoconférence;

- quelles sont les catégories de personnes ayant accès aux métadonnées ainsi qu'aux sons et aux images de la vidéoconférence;

- quelles sont les finalités précises poursuivies par le traitement des métadonnées ainsi que des sons et des images de la vidéoconférence;

- la durée de conservation des données recueillies lors de l'entretien par vidéoconférence;

- et, finalement, en ce qu'ils ne prévoient pas que l'entretien visé par ces dispositions puisse se dérouler par vidéoconférence.

B.14.2. La Cour constate cependant que les dispositions en cause peuvent faire l'objet d'une autre interprétation puisqu'elles ne font aucune mention de la possibilité que l'entretien personnel qu'elles visent puisse se dérouler par vidéoconférence. Elles peuvent donc être interprétées comme ne permettant pas que cet entretien se déroule par vidéoconférence. Dans cette interprétation, les dispositions en cause sont compatibles avec l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 6, paragraphe 3, du RGPD et avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. »

Bien que, dans cet arrêt de la Cour constitutionnelle, le principe même de l'audition à distance ou le contenu de la réglementation ne soient pas remis en cause, le Conseil ne peut que constater que la Cour constitutionnelle a toutefois jugé, dans son arrêt du 18 juin 2026, que plusieurs dispositions (en partie anciennes) de la loi du 15 décembre 1980 – telles qu'elles s'appliquaient dans le cadre de la demande de protection internationale actuelle introduite le 4 mai 2026 et à la date de la décision attaquée du

11 juin 2026 – interprétées en ce sens qu'elles autorisent la tenue de l'entretien personnel par vidéoconférence, violent l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 6, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/ 679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (ci-après : le RGPD) et avec l'article 8 de la CEDH.

En l'espèce, le requérant a été entendu le 8 juin 2026 par vidéoconférence depuis son lieu de détention au centre fermé.

La Cour constitutionnelle s'étant prononcée sur la constitutionnalité ou l'inconstitutionnalité des normes susmentionnées, il convient de constater que, dans les circonstances de l'espèce, l'entretien personnel – élément essentiel de la procédure de protection – tel qu'il a été organisé par vidéoconférence par le Commissaire général, a donc été mené de manière illégale, sans base légale suffisante et adéquate du traitement des données et des modalités du système, ce qui touche au cœur même de la procédure.

En conséquence, le Conseil estime que la décision attaquée est entachée d'une irrégularité substantielle qui ne saurait être réparée par le Conseil au sens de l'ancien article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980, la décision attaquée doit être annulée conformément à la même disposition de la loi précitée.

Les constatations qui précèdent suffisent pour ne pas examiner plus avant les autres moyens et griefs invoqués dans la requête."

CCE arrêt 348856 du 24/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**Reconduite - DUBLIN**
nationalité	**Tunisie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**	pays Dublin	**Allemagne**

Décision de transfert et décision de reconduite à la frontière de l'Etat membre responsable (Allemagne) – PR invoque plusieurs craintes sur les difficultés d'accueil en Allemagne, crainte de maltraitance à caractère raciste et sa relation amoureuse. Or estime ne pas avoir été entendu de manière utile et effective quant à ces éléments en se fondant sur des auditions de services de police, à la suite d'interventions ayant eu lieux plusieurs mois avant l'AA – Conseil observe que PD a fondé son examen exclusivement sur la base des déclarations récoltées lors de l'interprétation de la PR par la police (mai 2024, octobre 2024 et début aout 2025) + le 20 aout 2025, la PR a signé l'accusé de réception du questionnaire concernant le droit d'être entendu et de ce fait, y a renoncé de sa propre initiative => PD estime qu'il a eu l'opportunité d'être entendu – PD motive l'AA, sur la base des interpellations précitées, sur la VF et VP alléguée (copine en Belgique), sur l'état de santé (simplement déclaré être diabétique) , sur l'absence de craintes exprimées sur son retour en Allemagne – Conseil rappelle le principe de minutie – CJUE Boudjlida – Conseil souligne que la PR invoque la violation de son droit d'être entendu spécifiquement car il n'a été entendu que dans le cadre des interpellations dont il a fait l'objet en raison de son séjour irrégulier ou de faits d'OP – Conseil estime ne pas pouvoir suivre la PD en ce qu'elle invoque une irrecevabilité du moyen – Conseil rappelle art. 5 de Dublin III concernant les entretiens individuels – PR n'a pas été entendu peu avant la prise de l'AA et dans un cadre adéquat permettant à ce dernier de fournir les informations nécessaires à la PD – Dernière audition par un officier de police intervenant à l'occasion d'une bagarre 7 mois avant l'AA – A cette occasion, la PR n'a pas été interpellé ou interrogé sur divers éléments pourtant nécessaire à la prise de l'AA et qui auraient été demandé lors d'un entretien spécifiquement mené en vue de la détermination de l'EM responsable et de son transfert (exemple : résultats du contrôle d'emprunte du fichier Eurodac) – Bien qu'interrogé sur son état de santé, la question est brève et pas développée alors que la PR signale être diabétique – Même si il lui est demandé quelles raisons l'empêche de retourner dans son pays d'origine, à aucun moment, PR n'a l'opportunité d'exposer quelles raisons relatives aux conditions d'accueil ou de traitement pourraient justifier son opposition à un transfert vers l'Allemagne – La circonstance que la PR n'a pas introduit de demande de PI en Belgique ou que le questionnaire droit d'être entendu a été réceptionné par la PR en prison et n'a pas été retourné, ne sont pas de nature à remettre en cause ces constats – Dans l'hypothèse où la réception d'un tel questionnaire aurait pu (dans le cadre spécifique de la détermination d'un EM responsable et de la prise de décision d'une décision de transfert) être considéré comme satisfaisant, le Conseil observe que depuis aout 2025 aucune autre opportunité n'a été laissée à la PR de s'exprimer – Conseil reste sans comprendre ce qui empêcherai un agent de l'OE de se déplacer directement dans l'établissement pénitentiaire pour mener l'entretien *ad hoc*, voire même le réaliser par l'utilisation d'un quelconque moyen de communication moderne – L' entretien prévu à l'article 5 du Règlement Dublin III ne sert pas seulement à vérifier s'il existe des raisons humanitaires ou familiales qui justifieraient que la Belgique traite elle-même une éventuelle demande dont elle serait saisie, ou qu'elle ne procède pas au transfert de la PR. Il permet aussi de récolter les informations pertinentes à l'exécution du transfert quant aux éventuels besoins particuliers, notamment médicaux – La requête aux fins de prise en charge envoyée par la Belgique doit, en principe, comporter tous

les éléments pour permettre à EM requis d'apprécier la situation – Art. 4 Dublin III prévoit aussi que diverses informations doivent être données au demandeur susceptible d'être transféré dans le cadre de ce Règlement - Surabondamment, art. 24 Dublin III organise l'hypothèse d'un étranger en séjour irrégulier sur le territoire d'un EM dans lequel il n'a pas introduit de demande de PI, mais qui a introduit une telle demande dans un autre EM – Réponse NO : La jurisprudence CJUE invoquée par la PD dans sa NO quant à l'instrumentalisation du droit à être entendu n'apparaît pas pertinente dans la mesure où il s'agit ici d'une décision qui n'est pas une décision de retour – L'analogie n'est pas permise au regard des obligations du règlement Dublin III, quant à l'obligation d'un entretien, dont l'objectif est rappelé─supra – Motivation inadéquate, violation droit d'être entendu et violation 3 CEDH – Annulation.

« 3.1. Sur le moyen unique, le Conseil observe, à titre préliminaire, que l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 ne trouve pas à s'appliquer ici dans la mesure où le recours ne porte pas sur une mesure d'éloignement. Pour rappel, dans l'arrêt n° 200 933 du 8 mars 2018 rendu en chambres réunies, le Conseil a souligné que, dans le cadre du Règlement Dublin III, la seule "décision d'éloignement" possible est celle d'une décision de transfert. Les transferts vers les Etats membres responsables sont exclusivement réglés par le Règlement Dublin, lequel, lorsqu'il est applicable, doit être considéré comme une lex specialis qui prévaut sur la "directive Retour" 2008/115.

3.2.1. D'emblée, le Conseil observe que l'acte attaqué est fondé sur l'article 51/5/1, §2, de la loi précitée du 15 décembre 1980, tel qu'applicable au moment de l'acte attaqué. Par ailleurs, dans l'acte attaqué, la partie défenderesse fait application du Règlement Dublin III et expose ensuite les raisons pour lesquelles l'Etat membre responsable désigné en l'espèce est l'Allemagne. Ainsi, l'Etat belge a sollicité une prise en charge sur la base de l'article 18, 1, b dudit Règlement et les autorités allemandes ont accepté cette prise en charge sur cette même base. La partie requérante ne conteste pas la pertinence de cette base légale. Dans cette mesure, le Conseil ne peut que constater que l'acte est suffisamment motivé en droit à ces égards.

3.2.2. Le Conseil rappelle que l'article 3 de la CEDH dispose que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ». Cette disposition consacre l'une des valeurs fondamentales de toute société démocratique et prohibe en termes absolus la torture et les traitements inhumains ou dégradants, quelles que soient les circonstances et les agissements de la victime (jurisprudence constante: voir par exemple, Cour E. D. H., 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, § 218).

L'article 4 de la Charte a les mêmes contenu et portée que l'article 3 de la CEDH et peut être lu à la lumière des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme évoqués ci-dessous.

La Cour EDH a déjà considéré que l'éloignement par un État membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un État contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 de ladite Convention. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas éloigner la personne en question vers ce pays (voir Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 75, et les arrêts auxquels il est fait référence ; adde Cour EDH 26 avril 2005, Müslim/Turquie, § 66).

Afin d'apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le Conseil se conforme aux indications données par la Cour EDH.

À cet égard, ladite Cour a jugé que, pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements, il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement de la partie requérante dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans ce pays et des circonstances propres au cas du requérant (voir Cour EDH, 4 décembre 2008, Y./Russie, § 78 ; Cour EDH, 28 février 2008, Saadi/Italie, §§ 128-129 ; Cour EDH 30 octobre 1991, Vilvarajah et autres/Royaume- Uni, § 108 in fine).

Les principes dégagés par la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire Tarakhel c. Suisse, qui a donné lieu à l'arrêt rendu en Grande Chambre le 4 novembre 2014 et dans laquelle la Cour était amenée à se prononcer sur le renvoi vers l'Italie d'un couple de nationalité afghane accompagné de leurs six enfants mineurs, sont les suivants: « […] 115. Si donc la structure et la situation générale du dispositif d'accueil en Italie ne sauraient constituer en soi un obstacle à tout renvoi de demandeurs d'asile vers ce pays, les données et informations exposées ci-dessus font toutefois naître de sérieux doutes quant aux capacités actuelles du système. Il en résulte, aux yeux de la Cour, que l'on ne saurait écarter comme dénuée de fondement l'hypothèse d'un nombre significatif de demandeurs d'asile privés d'hébergement ou hébergés dans des structures surpeuplées dans des conditions de promiscuité, voire d'insalubrité ou de violence. […]

118. La Cour rappelle que, pour tomber sous le coup de l'interdiction contenue à l'article 3 de la CEDH, le traitement doit présenter un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative ; elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la durée du traitement et de ses effets physiques et mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge et de l'état de santé de la victime (paragraphe 94 ci-dessus). Elle rappelle également que, en tant que catégorie de la population « particulièrement défavorisée et vulnérable », les demandeurs d'asile ont besoin d'une « protection spéciale » au regard de cette disposition (M.S.S., précité, § 251). 119. Cette exigence de « protection spéciale » pour les demandeurs d'asile est d'autant plus importante lorsque les personnes concernées sont des enfants, eu égard à leurs besoins particuliers et à leur extrême vulnérabilité. Cela vaut même lorsque, comme en l'espèce, les enfants demandeurs d'asile sont accompagnés de leurs parents (Popov, précité, § 91). Les conditions d'accueil des enfants demandeurs d'asile doivent par conséquent être adaptées à leur âge, de sorte qu'elles ne puissent « engendrer pour eux une situation de stress et d'angoisse et avoir des conséquences particulièrement traumatisantes sur leur psychisme » (voir, mutatis mutandis, Popov, précité, § 102), faute de quoi elles atteindraient le seuil de gravité requis pour tomber sous le coup de l'interdiction prévue à l'article 3 de la Convention. […] 122. Il s'ensuit que, si les requérants devaient être renvoyés en Italie sans que les autorités suisses aient au préalable obtenu des autorités italiennes une garantie individuelle concernant, d'une part, une prise en charge adaptée à l'âge des enfants et, d'autre part, la préservation de l'unité familiale, il y aurait violation de l'article 3 de la Convention. ». Enfin, le simple fait qu'un demandeur soit transféré vers un pays où sa situation économique serait potentiellement moins avantageuse qu'en Belgique n'est pas en soi suffisant pour démontrer une violation de l'article 3 de la CEDH. Cette disposition ne saurait être interprétée comme obligeant les Hautes Parties contractantes à garantir un droit au logement à toute personne relevant de leur juridiction. Il ne saurait non plus en être tiré un devoir général de fournir aux réfugiés une assistance financière pour que ceux-ci puissent maintenir un certain niveau de vie (voir : M.S.S./Belgique et Grèce, § 249).

3.2.3. En l'espèce, il appert qu'en termes de recours, la partie requérante invoque, notamment, les difficultés d'accueil auxquelles le requérant pourrait être confronté et met en évidence que ce dernier est diabétique et a besoin de soins spécifiques. Elle fait état de crainte à l'égard de la pratique de push-back et de crainte de maltraitances à caractère raciste. Elle invoque également l'existence d'une relation amoureuse dans le chef du requérant. Or, elle fait grief à la partie défenderesse de ne pas l'avoir entendu de manière utile et effective quant aux éléments de sa situation personnelle (médicale et familiale) en se fondant sur des auditions de services de police, à la suite d'interventions ayant eu lieu plusieurs mois avant l'acte attaqué.

3.2.4. Quant à ce, le Conseil observe, tout d'abord, que la partie défenderesse a fondé son examen de la cause, exclusivement, sur la base des déclarations récoltées lors des interpellations du requérant par la police, notamment, le 5 mai 2024, le 12 mai 2024, le 2 octobre 2024, le 24 octobre 2024 et le 8 août 2025. Elle ajoute que "l'intéressé a signé l'accusé de réception du questionnaire concernant le droit d'être entendu le 20.08.2025 à la prison de Namur. Il a donc eu, préalablement à cette décision, l'opportunité d'être entendu. L'Administration n'a pas reçu le document rempli en retour. De ce fait, l'intéressé a, de sa propre initiative, renoncé au droit d'informer l'Administration d'éléments spécifiques qui caractérisent son dossier quand la

possibilité lui a été offerte de défendre ses intérêts et de donner son point de vue de façon effective et utile". Elle précise encore qu'il a donc eu l'opportunité d'être entendu.

Ainsi, sur la base des interpellations précitées, elle relève, sur la vie privée et familiale alléguée, que le requérant "a déclaré le 02.10.2024 et le 24.10.2024 avoir une copine en Belgique, prénommée S. qui habiterait à Bruxelles. Il n'a pas donné d'autres informations la concernant. Notons que si l'intéressé entendait se prévaloir d'une vie privée et familiale avec sa prétendue compagne, il lui incombait d'initier en temps utile les procédures de demande de séjour afin d'en garantir son respect. Il ne pouvait en effet ignorer la précarité de son séjour". Ensuite, sur l'état de santé du requérant, elle indique : " il a déclaré le 02.10.2024 et le 08.08.2025 être diabétique. Notons que rien dans le dossier administratif de l'intéressé ne permet d'attester de l'existence d'une quelconque pathologie, du fait que son état de santé nécessiterait actuellement un traitement en Belgique ou un suivi spécifique en Belgique ou qu'il lui serait impossible de se soigner dans son pays d'origine ou qu'il serait dans l'incapacité de voyager. "

En conclusion, elle relève "En d'autres termes, dans le cadre de cette décision et à ce jour, l'administration ne dispose pas d'autres renseignements que ceux exposés ci-dessus".

Quant aux craintes vis-à-vis de l'Allemagne, la partie défenderesse a relevé que "Il n'a rien déclaré concernant l'Allemagne. Dans ces circonstances, à défaut pour l'intéressé d'indiquer des éléments individuels, circonstanciés et concrets permettant d'établir l'existence, dans son chef, d'un risque réel d'être soumis à un traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH en cas de retour vers l'Etat-membre, aucune violation de l'article 3 de la CEDH ne saurait être retenue » (le Conseil souligne).

A la suite de ces constats, la partie défenderesse s'est attachée à mettre en exergue que l'Allemagne, qui est un État membre à part entière de l'Union européenne, est tenu par les mêmes conventions internationales que la Belgique, de sorte qu'il n'y a donc aucune raison de considérer que l'intéressé disposerait de moins de garanties dans le traitement de sa demande de protection internationale en Allemagne qu'il n'en disposerait en Belgique. Se fondant, notamment sur le rapport AIDA de 2024; update june 2025, elle constate que "le simple fait d'être demandeur de protection internationale en Allemagne ne permet pas d'affirmer que l'intéressé fait automatiquement partie d'un groupe qui sera systématiquement exposé à de mauvais traitements et à des traitements inhumains ou dégradants au sens de l'article 3 de la CEDH. Les rapports susmentionnés des organisations de référence et faisant autorité dont question supra ne contiennent aucune indication en ce sens. Ces différents rapports n'indiquent pas non plus que le système de procédure en vue de l'octroi de la protection internationale et les dispositions d'accueil des demandeurs de protection internationale en Allemagne présenteraient des insuffisances structurelles telles que les demandeurs de protection internationale qui sont transférés en Allemagne dans le cadre du Règlement Dublin III subiraient des traitements inhumains ou dégradants au sens de l'article 3 de la CEDH ou de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne".

3.2.5.1 Or, le Conseil estime devoir rappeler qu'il découle du principe général de minutie, invoqué à l'appui du moyen unique, qu'« Aucune décision administrative ne peut être régulièrement prise sans que son auteur ait, au préalable, procédé à un examen complet et détaillé des circonstances de l'affaire sur laquelle il entend se prononcer. Ce principe, qui correspond à un devoir de prudence et de minutie, oblige dès lors l'autorité à effectuer une recherche minutieuse des faits, à récolter tous les renseignements nécessaires à la prise de décision et à prendre en considération tous les éléments du dossier, afin de pouvoir prendre la décision en pleine connaissance de cause, après avoir raisonnablement apprécié tous les éléments utiles à la résolution du cas d'espèce » (arrêt CE n° 221.713 du 12 décembre 2012). Pour permettre à l'autorité de statuer en pleine et entière connaissance de cause, il importe que le requérant ait eu l'occasion de faire valoir les éléments qu'il estime pertinents, avant que la partie défenderesse ne prenne une décision le concernant. Le Conseil rappelle encore que, dans son arrêt C-249/13 du 11 décembre 2014, en cause Khaled Boudjlida, la Cour de justice de l'Union européenne indique en substance que le droit pour une personne à être entendue par une autorité nationale, avant l'adoption par cette autorité de toute

décision susceptible d'affecter de manière défavorable les intérêts de la personne concernée, fait partie du respect des droits de la défense consacré par un principe général du droit de l'Union européenne. Ce droit est également consacré par un principe général de droit dans l'ordre juridique interne.

3.2.5.2. Pour rappel, le droit à être entendu a été expressément invoqué dans le moyen unique invoqué à l'appui du présent recours, et la partie requérante, dans les développements de ce moyen, a reproché à la partie défenderesse de n'avoir pas entendu le requérant dans un autre cadre que les interpellations dont il a fait l'objet en raison de son séjour irrégulier ou de faits d'ordre public. Le Conseil n'estime donc pas pouvoir suivre la partie défenderesse en ce qu'elle invoque, dans sa note d'observations, une irrecevabilité du moyen en ce qu'il est pris de la violation du droit d'être entendu, ou même du devoir de minutie. Le Conseil estime, aux termes d'une lecture bienveillante du moyen du recours que la partie requérante y explique suffisamment en quoi elle estime que ces principes sont méconnus. Il est renvoyé, quant à ce, au résumé du moyen fait supra, en particulier les extraits surlignés.

3.2.5.3. Quant à ce, le Conseil estime également devoir rappeler que le droit à être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts. La règle selon laquelle le destinataire d'une décision faisant grief doit être mis en mesure de faire valoir ses observations avant que celle-ci soit prise, a pour but que l'autorité compétente soit mise à même de tenir utilement compte de l'ensemble des éléments pertinents. Le droit à être entendu avant l'adoption d'une telle décision doit permettre à l'administration nationale compétente d'instruire le dossier de manière à prendre une décision en pleine connaissance de cause et de motiver cette dernière de manière appropriée, afin que, le cas échéant, l'intéressé puisse valablement exercer son droit de recours (CJUE, C-249/13, 11 décembre 2014, Khaled Boudjlida, points 36, 37 et 59).

Enfin, il convient de souligner que l'article 5 du Règlement Dublin III, dispose que :

« Entretien individuel 1. Afin de faciliter le processus de détermination de l'État membre responsable, l'État membre procédant à cette détermination mène un entretien individuel avec le demandeur. Cet entretien permet également de veiller à ce que le demandeur comprenne correctement les informations qui lui sont fournies conformément à l'article 4. 2. L'entretien individuel peut ne pas avoir lieu lorsque: a) le demandeur a pris la fuite; ou b) après avoir reçu les informations visées à l'article 4, le demandeur a déjà fourni par d'autres moyens les informations pertinentes pour déterminer l'État membre responsable. L'État membre qui se dispense de mener cet entretien donne au demandeur la possibilité de fournir toutes les autres informations pertinentes pour déterminer correctement l'État membre responsable avant qu'une décision de transfert du demandeur vers l'État membre responsable soit prise conformément à l'article 26, paragraphe 1. 3. L'entretien individuel a lieu en temps utile et, en tout cas, avant qu'une décision de transfert du demandeur vers l'État membre responsable soit prise conformément à l'article 26, paragraphe 1. 4. L'entretien individuel est mené dans une langue que le demandeur comprend ou dont on peut raisonnablement supposer qu'il la comprend et dans laquelle il est capable de communiquer. Si nécessaire, les États membres ont recours à un interprète capable d'assurer une bonne communication entre le demandeur et la personne qui mène l'entretien individuel. 5. L'entretien individuel a lieu dans des conditions garantissant dûment la confidentialité. Il est mené par une personne qualifiée en vertu du droit national. 6. L'État membre qui mène l'entretien individuel rédige un résumé qui contient au moins les principales informations fournies par le demandeur lors de l'entretien. Ce résumé peut prendre la forme d'un rapport ou d'un formulaire type. L'État membre veille à ce que le demandeur et/ou le conseil juridique ou un autre conseiller qui représente le demandeur ait accès en temps utile au résumé».

3.2.5.4. Or, en l'espèce, il apparaît, ainsi que le critique la partie requérante dans son recours, que le requérant n'a pas été entendu peu avant la prise de la décision attaquée et dans un cadre adéquat permettant à ce dernier de fournir les informations nécessaires à la partie défenderesse avant la prise de l'acte attaqué. Ainsi, le Conseil relève, pour sa part, outre que la dernière audition du requérant a eu lieu dans un cadre bien particulier, à savoir qu'elle a été réalisée par un officier de police

intervenant à l'occasion d'une bagarre , que cette audition a eu lieu sept mois avant la prise de l'acte attaqué . Ensuite, le Conseil observe que, lors de cette audition, étant donné le cadre spécifique dans lequel elle a été réalisée, le requérant n'a pas été interpellé ou interrogé sur divers éléments pourtant nécessaires à la prise de la décision attaquée. A titre d'exemple, le Conseil relève que le requérant n'a pas été confronté aux résultats du contrôle d'empreintes du fichier Eurodac, contrairement à ce qui aurait pu être fait dans le cadre d'un entretien spécifiquement mené en vue de la détermination de l'Etat membre responsable et du transfert du requérant. Par ailleurs, si il est interrogé sur son état de santé, la question est brève et, malgré que le requérant signale être diabétique, il ne lui est pas demandé s'il est suivi par un médecin en Belgique, s'il a des certificats médicaux ou encore si une médication est nécessaire. Enfin, si il lui est demandé quelles raisons l'empêchent de retourner dans son pays d'origine – ce qui est sans intérêt dans le cadre de l'examen ayant mené à la décision attaquée, et au demeurant, pourtant repris, sans aucune pertinence, dans celle-ci-, à aucun moment, le requérant n'a l'opportunité d'exposer quelles raisons relatives aux conditions d'accueil ou de traitement pourraient justifier son opposition à un transfert vers l'Allemagne . Force est donc de constater, quant à ce, que la partie défenderesse ne peut raisonnablement motiver sa décision en relevant que le requérant n'a rien déclaré au sujet de l'Allemagne ou qu'aucune information relative à l'état de santé du requérant n'a été versée à son dossier administratif.

3.2.5.5. Le Conseil estime, prima facie, que la partie défenderesse ne peut être suivie en ce qu'elle estime que le requérant a eu l'occasion d'être entendu de manière utile et effective. Partant, cette dernière n'a pu constater valablement l'absence d'indication « d'éléments individuels, circonstanciés et concrets permettant d'établir l'existence, dans son chef, d'un risque réel d'être soumis à un traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH en cas de retour vers l'Etat-membre », et en déduire ensuite qu' « aucune violation de l'article 3 de la CEDH ne saurait être retenue ».

De même, au vu de ce qui précède, la partie défenderesse n'a pu valablement considérer, dans l'acte attaqué, que, « sur la base des déclarations de l'intéressé et des éléments présents dans le dossier administratif, il ne peut pas être conclu que le cas de l'intéressé fasse apparaître des besoins spécifiques ou une vulnérabilité extrême ».

La circonstance que le requérant n'a pas introduit de demande de protection internationale en Belgique ou qu'un questionnaire droit d'être entendu a été réceptionné par le requérant en prison et n'a pas été retourné, ne sont pas de nature à remettre en cause ces constats.

D'emblée, le Conseil observe -à supposer que l'envoi d'un tel questionnaire aurait pu, dans le cadre spécifique de la détermination d'un Etat membre responsable et de la prise d'une décision de transfert avec reconduite, être considéré comme satisfaisant-, que, depuis le 20 août 2025, aucune autre opportunité n'a été laissée au requérant de s'exprimer. Le Conseil reste sans comprendre ce qui empêchait, à titre d'exemple, u n agent de l'Office des étrangers de se déplacer directement dans l'établissement pénitentiaire pour mener l'entretien ad hoc , voire même le réaliser par l'utilisation d'un quelconque moyen de communication moderne.

A titre surabondant, le Conseil rappelle, pour sa part, que l'entretien prévu à l'article 5 du Règlement Dublin III ne sert pas seulement à vérifier s'il existe des raisons humanitaires ou familiales qui justifieraient que la Belgique traite elle-même une éventuelle demande dont elle serait saisie, ou qu'elle ne procède pas au transfert du requérant. Il permet aussi de récolter les informations pertinentes à l'exécution du transfert quant aux éventuels besoins particuliers, notamment médicaux du requérant. Enfin, la requête aux fins de prise en charge envoyée par la Belgique doit, en principe, comporter tous les éléments pour permettre à l'État membre requis d'apprécier la situation. Pour le surplus, le Conseil relève que l'article 4 du Règlement Dublin III prévoit aussi que diverses informations doivent être données au demandeur susceptible d'être transféré dans le cadre de ce Règlement. Enfin, en ce que la partie défenderesse souligne, en termes de plaidoiries, que le requérant n'a pas introduit de demande de protection internationale en Belgique, le Conseil rappelle qu'il est, en tout état de cause, fait application par la partie défenderesse du Règlement Dublin III et qu'elle ne conteste donc pas prendre l'acte attaqué dans ce cadre spécifique.

A titre plus que surabondant, le Conseil relève, pour sa part, que l'article 24 du Règlement Dublin III organise l'hypothèse d'un étranger en séjour irrégulier sur le territoire d'un Etat membre dans lequel il n'a pas introduit de demande de protection internationale, mais qui a introduit une telle demande dans un autre Etat membre. Il y est donc, pour le surplus et à toutes fins utiles, renvoyé.

3.2.5.6. Dans sa note, la partie défenderesse estime, entre autres, que la partie requérante n'expose pas suffisamment en quoi elle serait visée par les difficultés rencontrées par certains demandeurs d'asile et se limitent à des allégations hypothétiques. Elle estime que l'état de santé du requérant n'est pas démontré. Elle ne fait aucune observation quant à la vie familiale alléguée. Enfin, elle estime que l'arrêt d'extrême urgence statue ultra petita car le moyen tiré de la violation du droit à être entendu est, selon elle, irrecevable à défaut d'exposer concrètement en quoi il aurait été violé. Elle rappelle que le requérant a été auditionné par la police et qu'il n'a pas renvoyé le questionnaire droit à être entendu reçu, à la suite du mandat délivré, le 20 août 2025. Elle estime donc que le moyen manque en fait en ce qu'il est pris de la violation du droit à être entendu. Elle invoque par analogie l'enseignement de l'arrêt Mukarubega de la CourJUE.

D'emblée, le Conseil souligne, ainsi qu'il l'avait mis en exergue dans l'arrêt de suspension d'extrême urgence, que, contrairement à ce qui est soutenu par la partie défenderesse, la partie requérante a exposé en quoi le droit à être entendu et le principe de minutie étaient méconnus. Le Conseil renvoie à cet égard au résumé du moyen, en particulier le passage souligné par le Conseil. En réponse à cette argumentation, le Conseil renvoie aux développements faits supra aux points 3.2.5.4 et 3.2.5.5, et dont il ressort que la partie défenderesse a méconnu le droit à être entendu et le principe de minutie, et que la partie défenderesse ne peut être suivie en ce qu'elle invoque que le moyen manquerait en fait. Le Conseil a suffisamment exposé les raisons pour lesquelles il estime que les auditions réalisées entre 2024 et 2025 par la police, ne suffisent pas à considérer que le droit à être entendu du requérant a été exercé de manière utile et effective, au vu de la nature de la décision attaquée. Notamment, le Conseil a souligné les éléments sur lesquels le requérant n'a pas été interrogé et constaté les différences entre ces auditions et une interview réalisée en vue de faire application du Règlement Dublin III et déterminer l'Etat membre responsable. Le Conseil a donc estimé, qu'en outre, ces manquements ont pour effet que l'examen réalisé par la partie défenderesse ne peut être considéré comme suffisamment minutieux au regard du respect de l'article 3 de la CEDH. Sans se prononcer, lui-même, sur les allégations du requérant s'agissant de la situation en Allemagne -sur lesquelles il appartient à l'Office des étrangers de se prononcer dans la motivation de l'acte attaqué et sur la base des éléments récoltés au terme d'un interview réalisée en ce sens-, le Conseil a souligné cependant que le requérant n'a pas eu l'occasion de s'exprimer sur l'Allemagne, alors que la décision attaquée indique, erronément, dans sa motivation, que le requérant n'aurait rien déclaré par rapport à l'Allemagne. En mettant, par ailleurs, en évidence que le requérant a été interrogé sur ces craintes à l'égard de son pays d'origine, le Conseil a aussi mis en évidence que les auditions auxquelles la partie défenderesse fait référence ne permettent pas de conclure à un exercice utile et effectif du droit à être entendu s'agissant d'entretiens préalables à la prise d'une décision dans le cadre du Règlement Dublin III. Le Conseil estime que ces auditions s'apparentent en réalité à des auditions préalables à une décision de retour, quod non in casu. La jurisprudence de la CJUE invoquée par la partie défenderesse quant à l'instrumentalisation du droit à être entendu n'apparaît pas pertinente dans la mesure où il s'agit ici d'une décision qui n'est pas une décision de retour comme souligné dans le présent arrêt. L'analogie n'est pas permise au regard des obligations du règlement Dublin III à cet égard, quant à l'obligation d'un entretien, dont les objectifs sont rappelés supra. Le Conseil observe, à toutes fins utiles, que, sur ces éléments spécifiques de l'arrêt de suspension, la partie défenderesse ne fait aucune observation en réponse.

En outre, pour les raisons reprises ci-avant, le Conseil relève que la motivation de l'acte attaqué est inadéquate en ce qu'elle relève que le requérant n'a rien à déclarer sur l'Allemagne, alors qu'il n'a pas été interrogé à cet égard.

Aucun des développements de la note n'est donc de nature à remettre en cause les développements tenus ci-avant.

3.3. Au vu de l'ensemble des développements qui précèdent, le Conseil estime, sans se prononcer sur la pertinence des éléments concrètement invoqués par la partie requérante quant à la situation d'accueil en Allemagne, l'état de santé ou la vie familiale du requérant -ce qui ne lui appartient pas de faire ici-, que la violation du droit à être entendu, dans les circonstances très spécifiques de l'espèce, est fondée et que la partie requérante invoque, à raison, une violation d'une principe de minutie. A cet égard, le Conseil souligne que, dans les circonstances circonscrites supra, l'examen de vulnérabilité ou des besoins particuliers du requérant ou de la situation à laquelle le requérant craint d'être confronté en Allemagne, n'apparaît pas minutieux. Ainsi, il en découle que l'examen du respect de l'article 3 de la CEDH, n'a pas été réalisé aussi minutieusement que ne l'exige ladite disposition. Enfin, le Conseil relève, pour le surplus, que la partie défenderesse ne motive pas adéquatement sa décision en ce qu'elle se limite à affirmer que le requérant n'a rien à déclarer par rapport à l'Allemagne ».

CCE arrêt 348982 du 24/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA**
nationalité	**Cameroun**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Refus visa LS art 9 - Faits: la requérante (camerounaise) fait l'objet d'une décision 9bis (circ. excep.) le 29 février 2024 ; en 2025, elle introduit une demande de visa sur art 9, qui est rejetée (AA) = la requérante dispose d'un titre de séjour en Italie où elle s'est rendue dans le seul but de déposer une demande de visa pour la Belgique; elle réside effectivement déjà en Belgique; donc détournement de procédure - Sur l'exception d'irrecevabilité du recours : PD: la requérante - qui est en Belgique - n'a plus intérêt à contester l'AA qui lui refuse l'accès au territoire belge; PR: a voulu rencontrer la motivation de la décision du 29 février 2024 qui lui enjoignait d'introduire sa demande depuis l'Italie où elle bénéficie d'un séjour illimité; CCE: toujours un intérêt car elle a introduit une demande de visa de long séjour = le seul objet de sa demande de visa n'était pas d'entrer sur le territoire belge, mais également d'être admise à y séjourner légalement - Sur le fond: la décision du 29 février 2024 indique clairement (et sans que le Conseil ne puisse se prononcer sur la validité de cette affirmation) que la requérante peut effectuer un court séjour en Italie en vue d'y introduire sa demande art 9, et semble donc avoir créé dans son chef des « espérances fondées » - motivation inadéquate et violation principe de légitime confiance - Annulation

3. Question préalable

3.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève une exception d'irrecevabilité du recours , dès lors que la « requérante - qui est sur le territoire belge - n'a [...] plus intérêt à contester la décision attaquée qui refuse de lui donner un accès au territoire belge ».

3.2. Interrogée sur ce point lors des plaidoiries, la partie requérante rappelle le contenu de son mémoire de synthèse et explique avoir voulu rencontrer la motivation de la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour prise le 29 février 2024, laquelle lui enjoignait d'introduire sa demande depuis l'Italie où la requérante bénéficie d'un séjour illimité.

3.3.1. A cet égard, le Conseil rappelle que l'intérêt est admis si, d'une part, l'acte attaqué cause au requérant un inconvénient personnel, direct, certain, actuel et légitime et si l'annulation lui procure un avantage personnel et direct, même minime, qui peut être d'ordre matériel ou moral (C.E., ass., 15 janvier 2019, VAN DOOREN, n° 243.406 ; v. aussi M. PÂQUES et L. DONNAY, Contentieux administratif, Bruxelles, Larcier, 2023, pp. 463 et suiv.), et qu'il est de jurisprudence administrative constante que, pour fonder la recevabilité d'un recours, l'intérêt que doit avoir le requérant doit non seulement exister au moment de l'introduction de ce recours, mais également subsister jusqu'au prononcé de l'arrêt (C.E., ass., 22 mars 2019, MOORS, n° 244.015).

3.3.2. En l'espèce , le Conseil rappelle qu'en vertu de l'article 1er, §1er, 23°, de la loi du 15 décembre 1980, le « visa de long séjour » est défini comme étant « le visa qui, conformément à l'article 18, de la Convention de Schengen, est requis pour séjourner plus de nonante jours sur le territoire et qui permet à son titulaire d'attester qu'il a été autorisé ou admis à séjourner plus de nonante jours sur le territoire , conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables » (le Conseil souligne).

Par conséquent, le Conseil constate que le simple fait que la requérante soit sur le territoire belge ne suffit pas, en soi, à lui faire perdre son intérêt au présent recours, dès lors qu'elle a introduit une demande de visa de long séjour, fondée sur l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, en vue de rejoindre légalement Madame N.V.A.B. sur le territoire belge. Le Conseil relève ainsi que le seul objet de sa demande de visa n'était pas d'entrer sur le territoire belge, mais également d'être admise à y séjourner légalement.

3.4. Partant, le Conseil constate que la partie requérante conserve un intérêt au présent recours et que l'exception d'irrecevabilité soulevée par la partie défenderesse dans sa note d'observations doit être rejetée.

(...)

5.1.2. En l'espèce , le Conseil observe, à la lecture du dossier administratif, que la motivation de la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour de la requérante, fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, et prise le 29 février 2024, précisait que « Concernant le fait qu'un retour, même temporaire, au Cameroun n'est pas du tout envisageable, notons que Madame peut effectuer sa demande de séjour en Italie où elle bénéficie d'un séjour illimité, et que vus les nombreux aller-retour que la requérante a effectué par le passé au Cameroun lors de congés quand elle était en Italie (2006), et des courts séjours en Italie (2014 et 2016), il est étonnant qu'elle déclare ne pas pouvoir en effectuer un de plus fin de régulariser sa situation depuis le pays d'origine ou en Italie, conformément à la législation en vigueur la matière. »

Le Conseil note que la motivation de la décision entreprise souligne, quant à elle, que « Considérant qu'une telle demande doit être introduite depuis l'étranger, en principe depuis le pays de résidence effective de l'intéressée ; qu'il ressort du dossier que la requérante dispose d'un titre de séjour en Italie, où elle est légalement admise au séjour, mais qu'elle refuse d'y vivre durablement et s'y est rendue dans le seul but de déposer une demande de visa pour la Belgique ; qu'en effet il ressort des pièces du dossier que la requérante réside effectivement en Belgique ; en particulier, le courrier daté du 19 février 2025 mentionne expressément une présence sur le territoire belge depuis le 31 août 2016 ; qu'en outre l'attestation de séjour délivrée par le centre Fedasil de Rixensart en date du 5 mai 2025 confirme sa présence effective et continue sur le territoire belge ; qu'ainsi, nonobstant son déplacement ponctuel en Italie, il est établi que la résidence principale de la requérante se situe en Belgique, que son déplacement temporaire en Italie ne modifie pas la réalité de sa résidence principale ; ce qui renforce le constat d'un détournement de procédure dans l'introduction de la demande de visa depuis l'étranger. »

5.1.3. Le Conseil relève ainsi qu'il est explicitement précisé dans la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 que la requérante « peut effectuer » un « court séjour » « de plus » en Italie « où elle dispose d'un séjour illimité » afin « de régulariser sa situation », « conformément à la législation en vigueur en la matière » ; et qu'il est ensuite, dans la décision de refus de visa présentement entreprise, reproché à la requérante de n'avoir effectué un « déplacement temporaire en Italie » qu'en vue d'y « déposer une demande de visa pour la Belgique », sans y vivre « durablement ».

Or, le Conseil ne peut que constater que la motivation de la décision d'irrecevabilité prise le 29 février 2024 et dont la partie requérante n'a pas obtenu l'annulation, son recours ayant été rejeté par le Conseil de céans dans un arrêt n° 332 883 du 18 septembre 2025 - indique clairement (et sans que le Conseil ne puisse se prononcer sur la validité de cette affirmation) que la requérante peut effectuer un court séjour en Italie en vue d'y introduire sa demande d'autorisation de séjour en vertu de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 et semble donc avoir créé dans son chef des « espérances fondées ».

Par conséquent, la motivation du refus de visa attaqué dans la présente cause ne peut être considérée au regard des circonstances propres de l'espèce comme adéquate ou à tout le moins suffisante, lorsque la partie défenderesse se fonde, pour rejeter ladite demande, notamment sur le fait que la requérante ne pouvait pas effectuer un séjour

temporaire en Italie pour y introduire valablement sa demande de visa de long séjour fondée sur l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, contredisant ainsi ce qu'elle avait demandé à la requérante dans la décision du 29 février 2024 précitée.

5.1.4. Partant, le Conseil estime que la partie défenderesse n'a pas respecté son obligation de motivation et a violé les principes de bonne administration et, plus particulièrement, le principe de légitime confiance

CCE arrêt 349008 du 24/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Tunisie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Dossier in toepassing van artikel 39/77 - **persoonlijk onderhoud via videoconferentie** op plaats van vasthouding.

Artikel 57/5ter, § 1 van de Vreemdelingenwet bepaalt dat het aan het CGVS toekomt om de verzoeker om internationale bescherming minstens eenmaal op te roepen voor een persoonlijk onderhoud, om na te gaan of hij in aanmerking komt voor internationale bescherming.

De Raad verwijst eveneens naar oud artikel 57/5quater, § 1 van de Vreemdelingenwet (notities persoonlijk onderhoud), artikel 12/1 KB CGVS (gehoor op afstand via videoconferentie), artikel 13 KB CGVS (persoonlijk onderhoud op plaats van vasthouding) en artikel 13/1 KB CGVS (aanwezige personen en vertrouwelijkheid persoonlijk onderhoud).

De Raad wijst ter terechtzitting op het **arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 73/2026 van 18 juni 2026** waarin naar aanleiding van de door de Raad van State gestelde prejudiciële vragen over de grondwettigheid van een persoonlijk onderhoud per videoconferentie met daarbij de verstrekking van persoonsgegevens door middel van doorzending.(...)

Hoewel in dit arrest van het Grondwettelijk Hof het principe zelf van het horen op afstand of de inhoud van de regeling niet ter discussie staan, kan de Raad niet anders dan vaststellen dat het Grondwettelijk Hof thans evenwel heeft geoordeeld dat verschillende (deels oude) bepalingen van de Vreemdelingenwet zoals van toepassing in het kader van het huidig beschermingsverzoek van 15 april 2026 en ten tijde van de bestreden beslissing van 5 juni 2026, in die zin geïnterpreteerd dat zij toestaan dat het persoonlijk onderhoud per videoconferentie plaatsvindt, quod in casu, artikel 22 van de Grondwet schenden in samenhang gelezen met artikel 6, lid 3, van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) (hierna: de AVG) en met artikel 8 van het EVRM.

In casu werd verzoeker op 27 mei 2026 gehoord door middel van een videoconferentie vanuit zijn verblijfplaats in het gesloten centrum CIB Brugge.

Nu het Grondwettelijk Hof zich heeft uitgesproken over de (on)grondwettelijkheid van de hoger weergegeven normen moet in de gegeven omstandigheden worden vastgesteld dat het persoonlijk onderhoud - een essentieel onderdeel van de beschermingsprocedure - zoals die in casu werd georganiseerd via videoconferentie door de commissaris-generaal die overigens niet aanwezig was ter terechtzitting, aldus werd **afgenomen op een onwettige wijze zonder voldoende wettelijke basis en zonder voldoende wettelijke regeling van de gegevensverwerking en de modaliteiten van het systeem**, hetgeen raakt aan de kern van de procedure.

Gelet op het feit dat aan de bestreden beslissing een **substantiële onregelmatigheid** kleeft die door de Raad niet kan worden hersteld, moet de bestreden beslissing overeenkomstig oud artikel 39/2, § 1, 2° van de Vreemdelingenwet worden vernietigd. Een substantiële onregelmatigheid die niet door de Raad kan worden hersteld, dient

voorafgaand te worden onderzocht waarbij het van geen belang is of dit een invloed zou kunnen hebben gehad op de bestreden beslissing of op de vraag of de Raad kon komen tot de bevestiging of de hervorming van de bestreden beslissing (RvS 27 januari 2011, nr. 210.755).

CCE arrêt 348889 du 23/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA**
nationalité	**Belgique**	nationalité	**Afghanistan**
composition du siège	**1 juge**	dictum arrêt	**Annulation**

Weigering visa – vernietiging – drie gegronde middelonderdelen – 1° schending formele motiveringsplicht - in de aanvraag werd verzocht deze in subsidiaire orde te onderzoeken op grond van de artikelen 9 en 13 van de Vreemdelingenwet - uit de motieven van de eerste bestreden beslissing blijkt niet waarom de visumaanvraag niet als humanitair visum kan worden aanvaard - 2° schending zorgvuldigheidsbeginsel - ten aanzien van het kind N.T. wordt vastgesteld dat de geboorteakte ontbreekt - begeleidend schrijven met inventaris bij visumaanvraag waarin verwezen wordt naar deze geboorteakte - aanvrager is verantwoordelijk om alle vereiste stukken voor te leggen, maar drie maanden voor de bestreden beslissing richt raadsman schrijven naar verweerder met een specifieke vraag over de aanvraag van dit kind - beslissingsformulier voorziet standaard de mogelijkheid om een ontbrekend document op te vragen - Raad begrijpt in deze specifieke context niet waarom niet van deze mogelijkheid gebruik werd gemaakt - precaire context Afghaanse moeder met drie Afghaanse meisjes in het buitenland - geen zorgvuldige voorbereiding - 3° ten onrechte geen behoefteanalyse gemaakt in de bestreden beslissingen, schending van artikel 42 van de Vreemdelingenwet

1°

In het eerste onderdeel van het eerste middel wordt onder meer de schending aangevoerd van de formele motiveringsplicht. Er wordt op gewezen dat in de aanvraag expliciet verzocht werd dat de aanvraag in hoofdorde zou onderzocht worden op grond van artikel 40ter van de Vreemdelingenwet en in subsidiaire orde op grond van de artikelen 9 en 13 van de Vreemdelingenwet. Om die reden betaalde zij ook de administratieve bijdrage. De bestreden beslissing formuleert evenwel geen antwoord op dit punt en heeft de aanvraag uitsluitend op artikel 40ter van de Vreemdelingenwet onderzocht. Om die reden stelt verzoekster dat de bestreden beslissing de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 schendt.

De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna: de Raad) stelt vast dat verzoekster in de aanvraag inderdaad heeft verzocht de aanvraag wat haar betreft in subsidiaire orde te onderzoeken op grond van de artikelen 9 en 13 van de Vreemdelingenwet. Er kan inderdaad niet blijken uit de motieven van de bestreden beslissing aangaande verzoekster, mevrouw Y.N. waarom haar visumaanvraag niet als humanitair visum kan aanvaard worden. Dit op zich volstaat reeds voor de vernietiging van de bestreden beslissing aangaande verzoekster.

[...]

Een schending van de formele motiveringsplicht wordt aangenomen wat betreft de bestreden beslissing aangaande verzoekster.

2°

De gemachtigde motiveert specifiek met betrekking tot dit kind, naast de identieke motieven voor verzoekster en de kinderen N.G. en N.B., dat er geen geboorteakte voor dit kind werd voorgelegd, waardoor de verwantschap met de heer N.N. niet aangetoond kan worden.

In het derde onderdeel van het eerste middel betwisten verzoekers de afwezigheid van de geboorteakte voor dit kind, dat volgens hen onderdeel uitmaakte van de oorspronkelijke aanvraag. Ze stippen evenwel aan dat indien die geboorteakte toch niet zou toegevoegd geweest zijn bij de originele aanvraag, ze wijzen op de specifieke communicatie tussen hun raadsman en de gemachtigde, die dateert van enkele maanden voor het nemen van de bestreden beslissing, waarin werd gevraagd of er documenten ontbraken, waarop ze geen antwoord mochten ontvangen. Er zou telefonisch contact geweest zijn met de gemachtigde waarin zou meegedeeld zijn dat de dossiers nog in behandeling waren en er nog geen beslissing was genomen. Volgens verzoekers had de gemachtigde alsnog de neerlegging van de geboorteakte kunnen vragen, hetgeen werd nagelaten. Verzoekers achten dit disproportioneel ten aanzien van de gevolgen die de visumweigering met zich meebrengt.

In de nota met opmerkingen wijst verweerder erop dat het zorgvuldigheidsbeginsel ook geldt voor de rechtsonderhorige of de burger. In het kader van een verblijfsaanvraag rust de bewijslast bij de aanvrager die zorgvuldig moet zijn bij het indienen van de aanvraag en alle relevante stukken en elementen moet aanbrengen, zodat de gemachtigde kan beoordelen of hij voldoet aan de wettelijke voorwaarden. Het is met andere woorden de verantwoordelijkheid van de aanvrager om ervoor te zorgen dat al de documenten bij de verblijfsaanvraag zijn gevoegd en de overheid kan niet verantwoordelijk worden gesteld wanneer bepaalde documenten bij de aanvraag ontbreken.

De Raad stelt vast dat de visumaanvragen waren vergezeld van een begeleidend schrijven van de raadsman, dat zich in het administratief dossier bevindt. In de 'inventaris der stukken' wordt onder meer verwezen naar stuk 2 'de geboorteakte van T.N.' Hieruit blijkt dat de raadsman ervan uitging dat ook voor dit kind de geboorteakte werd gevoegd. In het administratief dossier kan evenwel enkel van de twee andere kinderen een geboorteakte gevonden worden (naast de vertaling van de Afghaanse taskara's). Verweerder kan gevolgd worden in de nota met opmerkingen waar hij stelt dat het tot de zorgvuldigheid van de rechtsonderhorige behoort om alle vereiste stukken bij de aanvraag te voegen teneinde de gemachtigde toe te laten te beoordelen of aan de wettelijke voorwaarden wordt voldaan en de overheid niet kan verantwoordelijk gesteld worden wanneer bepaalde documenten bij de aanvraag ontbreken. Echter, in deze blijkt dat de raadsman inderdaad drie maanden voor het nemen van de bestreden beslissing een schrijven heeft gericht aan de gemachtigde met een specifieke vraag omtrent de aanvraag van dit kind. In het document '*beslissingsformulier gezinshereniging*' voor dit kind, dat zich in het administratief dossier bevindt, blijkt dat onder '*documents produits/voorgelegde documenten*' naast '6. *Acte de naissance/Geboorteakte*' een schuin streepje staat, waaruit blijkt dat dit document ontbreekt. Op dit beslissingsformulier staat verder evenwel onder *'autres remarques: courrier avocat en date du 12/04/2023'* een weergave van dit schrijven. Onder "*proposition/voorstel'* blijkt dat onder meer de mogelijkheid wordt voorzien van *'akkoord op voorlegging van n°: '*, dat ook de mogelijkheid wordt voorzien '*uitstel: gevraagde documenten: nummer*' waarbij dan toch wordt geconcludeerd: *'weigering: mex + echtscheidingsakte*'. In een dergelijke specifieke context waarin blijkens het beslissingsformulier uitdrukkelijk standaard de mogelijkheid wordt voorzien om een ontbrekend document op te vragen, de geboorteakte van de andere twee kinderen wel was gevoegd, de geboorteakte van dit kind in de inventaris van het begeleidend schrijven bij de aanvraag eveneens was opgenomen, en de advocaat specifiek een vraag heeft gericht of er sprake was van een eventuele weigeringsgrond voor dit specifiek kind, begrijpt de Raad niet waarom de gemachtigde in dit dossier niet van de mogelijkheid heeft gebruik gemaakt, die het zelf in het beslissingsformulier voorziet, om dit stuk op te vragen en direct heeft geconcludeerd dat de verwantschap niet is aangetoond. Verzoekers kunnen gevolgd worden waar zij bijkomend wijzen op de precaire context waarin verzoekster zich als alleenstaande Afghaanse moeder met drie Afghaanse meisjes in het buitenland bevindt in afwachting van een visum. In dit specifiek geval houdt dit geen zorgvuldige voorbereiding van de bestreden beslissing ten aanzien van dit kind in.

Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel wordt in de aangegeven mate ook aangenomen wat betreft de beslissing voor T.N.

3° [ten onrechte geen behoefteanalyse gemaakt in de bestreden beslissingen, schending van artikel 42 van de Vreemdelingenwet]

CCE arrêt 348933 du 23/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 20**
nationalité	**Sénégal**	nationalité	**France**
composition du siège	**1 juge**	dictum arrêt	**Annulation**

Annexe 20 – Demande d'attestation d'enregistrement en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants pour un mineur français – Conseil rappelle art. 40, §4 de la Loi et art. 50, §2 de l'AR – AA : l'aide au logement de l'UCL ne peut être prise en considération + envoi d'argent du père n'est qu'une simple libéralité – 1) Conseil estime que ne peuvent être qualifiés de simple libéralité les 750 euros versés mensuellement par le père car il a à l'égard de son enfant une obligation alimentaire imposée par l'art. 203 §1er du Code civil (idem en droit français art. 371-2 code civil français) – 2) Aide au logement de l'UCL : absence de DA donc Conseil pas en mesure de déterminer la nature ou le montant éventuel de l'aide, la PD ne pouvait sans méconnaitre ses obligations de motivation se contenter de dire que « l'aide au logement offerte par l'UC Louvain ne peut être prise en considération » + art. 50, §2 de l'AR mentionne explicitement que « *Tant les moyens dont le citoyen de l'Union dispose personnellement que les moyens de subsistance qu'il obtenait effectivement par l'intermédiaire d'une tierce personne sont pris en compte* » - Violation motivation formelle – Annulation.

« 4.2.1. En l'espèce, la première décision attaquée est en substance fondée sur le constat que le fils mineur de la requérante ne « réunit pas les conditions nécessaires à un séjour de plus de trois mois en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants » dès lors qu'il ne dispose pas « d'un revenu mensuel net équivalent à 1288 € ». La partie défenderesse précise à cet égard que « l'aide au logement offerte par l'UC Louvain ne peut être prise en considération »et que « l'envoi d'argent du père et de tiers à sa mère ne peuvent être considérés comme un moyen de subsistance stable et régulier, dès lors que cette aide est une simple libéralité, dépendante du bon vouloir des donateurs ».

4.2.2. Le Conseil observe, à l'instar de la partie requérante, qu'une telle motivation ne témoigne pas d'une prise en considération adéquate et suffisante des éléments produits par les intéressés à l'appui de la demande d'attestation d'enregistrement en tant que titulaire de moyens de subsistance suffisants.

4.3. Ainsi, le Conseil estime que la partie défenderesse ne peut raisonnablement qualifier de « simple libéralité » les 750 euros versés mensuellement par le père de l'enfant susmentionné dès lors que sa qualité de père lui impose ne de ne pas se désintéresser du sort de son enfant.

Le Conseil renvoie à cet égard à l'article 203 §1er de l'ancien Code civil qui dispose que « Les père et mère sont tenus d'assumer, à proportion de leurs facultés, l'hébergement, l'entretien, la santé, la surveillance, l'éducation, la formation et l'épanouissement de leurs enfants. Si la formation n'est pas achevée, l'obligation se poursuit après la majorité de l'enfant » (à titre informatif, il est fait référence à un article de l'ancien Code civil, car les dispositions concernant les obligations alimentaires et l'autorité parentale n'ont pas encore été intégrées dans le livre 2 du nouveau Code civil, intitulé « Les personnes, la famille et les relations patrimoniales des couples »).

Une telle obligation existe également en droit français, l'article 371-2 du code civil français disposant à cet égard que « Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent,

ainsi que des besoins de l'enfant. Cette obligation ne cesse de plein droit ni lorsque l'autorité parentale ou son exercice est retiré, ni lorsque l'enfant est majeur ».

Partant, la partie défenderesse ne pouvait raisonnablement écarter les envois d'argent effectué par le père du requérant au motif qu'il s'agirait d' « une simple libéralité, dépendante du bon vouloir des donateurs ».

4.4. Le Conseil observe en outre que la partie défenderesse ne fournit aucune explication quant au refus de prise en considération de « l'aide au logement offerte par l'UC Louvain ». Si l'absence de dossier administratif ne permet pas au Conseil de déterminer la nature ou le montant éventuel de l'aide perçue, le Conseil estime toutefois que la partie défenderesse ne pouvait, sous peine de méconnaître ses obligations rappelées au point 4.1.2., se contenter d'indiquer dans la décision attaquée que « l'aide au logement offerte par l'UC Louvain ne peut être prise en considération ». Un tel refus apparait d'autant plus étrange que l'article 50, §2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, mentionne explicitement que « [...] Tant les moyens dont le citoyen de l'Union dispose personnellement que les moyens de subsistance qu'il obtient effectivement par l'intermédiaire d'une tierce personne sont pris en compte [...] ».

4.5. Il résulte de ce qui précède que le moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, est fondé suffit à l'annulation de la décision querellée ».

CCE arrêt 348927 du 23/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 20**
nationalité	**Rwanda**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Question préjudicielle CJUE**		

Question préjudicielle CJUE - Refus de séjour RF - Ressortissant rwandais ayant introduit une demande en qualité d'autre membre de famille à charge ou faisant partie du ménage de sa belle-mère, épouse de son défunt père, ressortissante portugaise (47/2,2°) (le père était déjà décédé avant l'introduction de la demande) - AA: sur 47/2,2°, l'OE relève que le mariage est dissous par la mort du père du requérant, donc pas de lien de parenté avec la belle-mère; l'OE relève également que le requérant ne peut se prévaloir de 47/2,1° (= "partenaire non visé à l'article 40bis, § 2, 2°, avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable") car pas de "relation amoureuse" entre les intéressés, la regroupante étant "la mère de coeur" du demandeur.

CCE: Sur la motivation sur 47/2,1°, le Conseil relève une confusion dans le chef de l'OE car la relation entre le requérant et la regroupante consiste en une relation familiale, voire filiale, entre le requérant et sa belle-mère -> donc 47/2, 1° pas applicable.

Sur la motivation sur 47/2,2°:

1) le Conseil s'interroge tout d'abord sur la notion de "lien de parenté" (= un tel lien peut-il exister en cas de beau-parentalité, qui s'analyse comme des liens de fait, et non biologiques ou juridiques?) -

2) le Conseil relève ensuite que la demande de l'enfant aurait pu être analysée sur 40bis §2, 3°, en qualité de descendant direct du conjoint, bien que celui-ci soi décédé, de la regroupante, dont il serait à charge -

3) le Conseil constate par ailleurs qu'être beau-parent en Belgique est un état de fait, de sorte qu'en cas de décès, le beau parent est privé du lien qu'il entretenait factuellement avec l'enfant mineur de son ancien partenaire; il relève également un arrêt de la Cour Constitutionnelle (08.10.2003) indiquant que les enfants mineurs qui vivent avec un parent et un tiers font l'objet d'un traitement différent sans justification admissible (-> en cas de décès du parent qui a un lien de filiation avec l'enfant mineur, ce dernier perd tout droit aux soins car le tiers ne dispose pas de l'autorité parentale) -

4) Enfin, entre l'enfant majeur et le beau-parent, les liens s'analysent en "obligation alimentaire" -

5) Conclusion: le droit national ne permet pas de dire si le requérant pourrait être considéré comme « un membre de la famille » (article 40bis, §2, 3°) OU comme un « autre membre de la famille » (article 47/2, 2°) de sa belle-mère.

=> QUESTION PREJUDICIELLE CJUE (recours C-849/26 Jeanquet du 30/06/2026):

"Les termes de l'article 2, 2), c), de la directive 2004/38 doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à ce qu'un descendant direct du conjoint ou du partenaire d'un citoyen de l'Union, visé à cette disposition, perde la qualité de « membre de la famille » de ce citoyen de l'Union du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat conclu entre ce conjoint ou partenaire et le citoyen de l'Union, alors même que ce descendant direct cohabite avec le citoyen de l'Union dans l'État membre autre que celui dont ce dernier a la nationalité, qu'il a été à sa charge, notamment lorsqu'il était mineur, et qu'il demeure à sa charge après

sa majorité ? Le cas échéant, en irait-il de même lorsque ce descendant direct souhaite rejoindre le citoyen de l'Union dans l'État membre autre que celui dont ce dernier a la nationalité et dans lequel il se rend ou séjourne?"

Dans le cas contraire : "*Les termes de l'article 3, § 2, a), de la directive 2004/38 doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à ce qu'un ressortissant d'un État tiers se voie reconnaître la qualité d'« autre membre de la famille » d'un citoyen de l'Union lorsque le lien juridique qui les unissait a été rompu par la dissolution du mariage conclu entre le citoyen de l'Union et l'un des ascendants directs de ce ressortissant, alors même que celui-ci était à la charge du citoyen de l'Union dans son pays de provenance et demeure à sa charge dans l'État membre autre que celui dont le citoyen de l'Union a la nationalité et dans lequel il se rend ou séjourne ?"*

1) Sur la motivation fondée sur l'article 47/2, 1° de la loi du 15 décembre 1980

S'agissant de la motivation fondée sur l'article 47/2, 1° de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil observe, à la lecture du dossier administratif, et notamment de la demande de carte de séjour du requérant du 8 août 2024, qu'il semble y avoir confusion quant à la portée de la disposition susmentionnée. Le Conseil relève en effet, que si le requérant invoque, dans sa demande, sa relation avec sa « belle mère, et mère de cœur » avec qui il aurait une « relation durable », une telle relation ne semble pas relever de la notion de relation entre « partenaires », tel que prévue à l'article 47/2, 1° de la loi du 15 décembre 1980. A la lecture de la demande de carte de séjour, le Conseil relève que la relation entre le requérant et la regroupante semble plutôt consister en une relation familiale – voir filiale – entre le requérant et sa belle-mère, citoyenne de l'Union, de sorte que l'article 47/2, 1° de la loi du 15 décembre 1980 ne semble pas s'appliquer au cas d'espèce. Partant, le Conseil s'interroge quant à la pertinence de la motivation de la partie défenderesse à cet égard, d'autant plus qu'elle motive également d'initiative sa décision sur la base de l'article 47/2, 2° de la loi du 15 décembre 1980 alors que cette disposition n'est à aucun moment visée dans la demande du 8 août 2024.

2) Sur la motivation fondée sur l'article 47/2, 2° de la loi du 15 décembre 1980

a. S'agissant de la motivation fondée sur l'article 47/2, 2° de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil observe que la partie défenderesse motive la décision entreprise comme suit :

« l'intéressé produit, comme preuve de lien de parenté avec la personne ouvrant le droit au séjour, son acte de naissance et un acte de mariage entre Madame [N.D.M.L.K.] et Monsieur [N.M.F.]. Cependant, d'après l'article 227 du Code Civil belge, « Le mariage se dissout : 1° Par la mort de l'un des époux ; 2° Par le divorce [...]. ». Dès lors, étant donné que Monsieur [N.M.F.] est décédé le 03/03/2023, l'intéressé ne prouve pas son lien de parenté avec la personne ouvrant le droit au séjour. L'intéressé ne peut donc pas se prévaloir des dispositions relatives au regroupement familial en qualité d'autre membre de famille prévues par l'article 47/2, 2° de la loi du 15/12/1980 ».

Pour autant que de besoin, le requérant précise dans sa demande de carte de séjour que sa belle-mère, « si elle n'est pas sa mère de sang, [est] à n'en pas douter sa mère de cœur », « chez qui il est hébergé et nourri » et qui « prenait en charge financièrement l'entièreté de sa scolarité en internat » et qui continue de prendre le requérant financièrement « intégralement » en charge.

• De la notion de lien de parenté

Le Conseil observe qu'en l'occurrence, la partie défenderesse reproche à la partie requérante de ne pas avoir démontré le « lien de parenté » entre le requérant et sa belle-mère. Par conséquent, le Conseil relève que la question qui se pose dans le cas d'espèce est l'appartenance, du requérant et de la regroupante, à une même famille, dont il seraient chacun des « membres », liés par un « lien de parenté ou d'alliance », de sorte que le Conseil estime pertinent d'examiner dans quelle mesure un tel lien pourrait exister entre un regroupé et un regroupant, lorsque ces derniers sont unis par un lien de beau-parentalité.

A cet égard, le Conseil observe que si les termes « lien(s) de parenté ou d'alliance », apparaissent à plusieurs reprises dans la loi du 15 décembre 1980 (notamment aux articles 10, §2, al. 4, article 11, §1er, al. 2 ; 12bis, §§5-6 et 57/34, §4), ils ne sont pas définis. Dans le dictionnaire « Le Robert », une alliance est un « lien juridique établi par le mariage entre les familles de l'un et de l'autre conjoint », tandis que la parenté est quant à elle définie plus largement comme les « rapport entre personnes descendant les unes des autres, ou d'un ancêtre commun » mais également comme un « rapport équivalent établi par la société ». De façon plus large, s'agissant de la notion de « famille », le Conseil note que l'article 1.3., 19° du Code du logement flamand de 2021, définit le concept de « gezin » comme « plusieurs personnes qui cohabitent de manière durable dans le même logement et y ont leur résidence principale » (traduction libre du néerlandais). Le Conseil observe ainsi que le lien existant entre le requérant et sa belle-mère pourrait relever de ce « rapport équivalent » à un « rapport entre des personnes descendantes les unes des autres » « établi par la société », mais également de la notion de famille, telle que définie dans le Code flamand du logement.

Partant, le Conseil s'interroge quant à l'existence d'un lien que l'on pourrait qualifier de familial entre un enfant – qu'il soit mineur ou majeur – et son beau-parent, lorsqu'il y a entre eux des liens de fait et non des liens biologiques ou juridiques.

• Des bases légales invoquées

Le Conseil relève que dans le cadre d'une demande de carte de séjour, la partie défenderesse n'est pas liée par la base légale invoquée par la partie requérante, de sorte qu'elle procède parfois à la requalification d'une demande de carte de séjour émanant d'un requérant. Il s'ensuit qu'en l'occurrence, la partie défenderesse aurait pu examiner la demande du requérant sous l'angle de l'article 40bis, §2, de la loi du 15 décembre 1980, lequel prévoit que « § 2. Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union : (...) 3° les descendants directs ainsi que ceux du conjoint ou du partenaire visé au 1° ou 2°, âgés de moins de vingt et un ans ou qui sont à leur charge dans le pays d'origine ou de provenance, qui les accompagnent ou les rejoignent, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou le partenaire enregistré visé en ait le droit de garde et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord; (...)

Le requérant pourrait en effet relever de l'article 40bis, §2, 3° de la loi du 15 décembre 1980 en qualité de descendant direct du conjoint – bien que celui-ci soi décédé – de la regroupante, dont il serait à charge. Partant, le Conseil estime pertinent de se poser la question de l'existence de lien familiaux de faits entre une personne et son beau-parent, tant sous l'angle de l'article 47/2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, que sous l'angle de l'article 40bis, §2, 3° de la même loi.

• Des liens familiaux entre un enfant mineur et son beau-parent

S'agissant de liens familiaux de fait entre un enfant mineur et son beau-parent, le Conseil observe que de tels liens ont été envisagés par la doctrine belge, notamment sous le vocable de « parentalité sociale », définie comme « la situation dans laquelle la responsabilité parentale est assumée par un parent et par son partenaire, c'est-à-dire par une personne qui n'a pas de lien de filiation avec l'enfant – c'est-à-dire pas de parenté au sens strict –, mais qui participe au quotidien à l'entretien et à l'éducation de l'enfant » (N. GALLUS, « Approche juridique nouvelle des parentés et parentalités en droit belge », Rev. Dr. ULB, 2008, n°38, pp. 143-160).

Le Conseil rappelle toutefois que ce concept renvoie à l'exercice de la fonction de parent, autrement dit à l'exercice de l'autorité parente sur un enfant mineur, l'autorité parentale cessant à l'a majorité – ou lors de l'émancipation – de l'enfant (art. 372 de l'ancien Code civil).

Cette notion, aussi connue sous le nom de « beau-parentalité » ou « parenté sociale », a également été théorisée en Belgique, notamment au travers de plusieurs propositions de loi – dont aucune n'a abouti –, visant à permettre au partenaire de l'auteur d'un enfant de partager l'autorité parentale avec ce dernier. Ces propositions

visaient à instituer un lien juridique entre des personnes qui n'ont pas de lien de filiation, ce qui aurait permis notamment en cas de rupture du lien d'alliance entre le parent et le beau-parent, pour ce dernier de maintenir un lien avec l'enfant.

Être beau-parent en Belgique semble donc aujourd'hui encore être un état de fait et non un statut juridique, de sorte qu'en cas de modification de cette situation de fait, par une séparation ou un décès, le beau parent ne se voit privé du lien qu'il entretenait factuellement avec l'enfant de son ancien partenaire.

Le Conseil constate que la seule possibilité offerte par le Code civil belge face à une telle situation, est celle prévue par l'article 375bis du Code civil, lequel institue un droit d'entretenir des relations personnelles avec un enfant à toute personne justifiant « d'un lien d'affection particulier » avec ce dernier, de telles demandes étant traitées par le tribunal de la famille et dans l'intérêt de l'enfant.

Bien que le beau-parent ne soit pas explicitement cité, le Conseil relève qu'il pourrait en tant que personne justifiant d'un lien d'affection particulier avec un enfant mineur, faire valoir ce droit, bien que cela ne soit pas juridiquement une reconnaissance de son implication dans la vie et dans l'éducation dudit enfant, comme le soulignait la Cour constitutionnelle dans un arrêt du 8 octobre 2003.

Le Conseil relève que cet arrêt permet un éclairage important dans le cas d'espèce. En effet, la Cour estimait, dans un cas où un enfant n'avait qu'un seul parent à l'égard duquel sa filiation était établie mais avait « vécu de manière durable au sein du ménage formé par ce parent et par un tiers qui assumaient tous deux la charge de l'entretien de l'enfant », que « L'autorité parentale n'est actuellement possible qu'à l'égard des personnes qui ont un lien de filiation avec l'enfant. L'article 375bis du Code civil, s'il permet l'organisation de relations personnelles entre un enfant et la personne qui justifie d'un lien d'affection particulier avec celui-ci, ne permet pas de donner à ce lien des effets qui consacreraient juridiquement les engagements auxquels cette personne offrirait de souscrire à l'égard de cet enfant. Celui-ci pourrait donc perdre brutalement tout droit aux soins, lesquels comprennent le droit à l'entretien et à la protection de la personne qui l'a élevé, en cas de séparation du couple et, spécialement, en cas de décès du parent qui a un lien de filiation avec lui. Il s'ensuit que cette catégorie d'enfants fait l'objet d'un traitement différent sans justification admissible. Mais c'est au législateur qu'il appartient de préciser sous quelle forme, à quelles conditions et selon quelle procédure l'autorité parentale pourrait, dans l'intérêt de l'enfant, être étendue à d'autres personnes qui n'ont pas un lien de filiation avec lui, les dispositions des articles 371 à 387bis du Code civil n'étant pas susceptibles d'être appliquées telles quelles, par analogie, à la situation [d'un enfant ayant vécu dans le ménage formé par un tier et par le seul parent à l'égard duquel sa filiation est établie]. » (C. Const., n° 134/2003 du 8 octobre 2003., B.6-B.7) (le Conseil souligne).

Cependant, le Conseil rappelle que, comme cela a été précisé ci-avant, le législateur belge n'a pas intégré la notion de « beau-parent » ou de « parentalité sociale » dans le corps législatif, de sorte que le Conseil observe qu'aujourd'hui encore, un vide juridique semble exister autour de la relation entre un enfant mineur et son beau-parent, créant un déséquilibre injustifié, pointé par la Cour constitutionnelle dans son arrêt, entre les familles dites « traditionnelles » et les familles « recomposées ».

• Des liens familiaux entre un enfant majeur et son beau-parent

S'agissant des liens entre un enfant majeur et son beau-parent, le Conseil relève que le droit belge n'envisage une telle relation que sous l'angle d'une obligation, à savoir dans le cas d'une obligation alimentaire due par le conjoint ou le cohabitant légal survivant aux enfants de son partenaire ou conjoint décédé qui suivent une « formation » (art. 203, §3, de l'ancien Code Civil), cette obligation se poursuivant à la majorité de l'enfant créancier de ladite obligation. Dans pareil cas, l'enfant majeur devrait intenter une action « sous l'angle de la contribution à la dette », contre son beau-parent, mais également contre son autre parent (lorsque ce dernier est encore en vie).

Il est intéressant de souligner qu'en vertu de l'article 572bis, 7° du Code judiciaire, les demandes relatives à des telles obligations alimentaires doivent s'effectuer devant le « tribunal de la famille », de sorte que le Conseil note que c'est presque

inconsciemment que le législateur reconnait ici qu'un lien entre un beau parent (ancien époux/épouse ou cohabitant légal d'un parent biologique de l'enfant – cette obligation ne s'étendant pas aux cohabitants de fait) et un enfant (même majeur) peut être constitutif d'un lien dit « familial », ledit lien semblant dès lors persister après le décès du parent, autrement dit après la rupture du lien d'alliance liant ce beau-parent avec l'enfant.

• Du droit national applicable au requérant

Il ressort de l'ensemble des éléments ci-avant exposés que, dans l'état actuel de la législation et de la jurisprudence belge, le Conseil se trouve dans l'impossibilité de savoir si, en l'espèce, le requérant pourrait être considéré, soit comme « un membre de la famille » (article 40bis, §2, 3° de la loi du 15 décembre 1980), soit comme un « autre membre de la famille » (article 47/2, 2° de la loi du 15 décembre 1980) de sa belle-mère. Le Conseil reste en effet dans l'impossibilité de conclure à l'existence ou à l'absence de « lien de parenté » entre le requérant et sa belle-mère, laquelle semble s'occuper de facto du requérant depuis de nombreuses années, notamment en prenant en charge ses frais de scolarité, et continue de le faire depuis le décès du père du requérant en hébergeant le requérant et en continuant à le prendre en charge financièrement.

b. Le droit de l'Union et motifs de la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne

Le Conseil rappelle que les articles 40bis, §2, 3° et 47/2, 2° de la loi du 15 décembre 1980, constituent les transpositions en droit belge des articles 2, 2), c) et 3, §2, a) de la directive 2004/38 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après « la directive 2004/38 »), de sorte que la notion d'être ou non un « membre de la famille » d'un citoyen de l'Union fait partie du droit de l'Union européenne.

Il convient de rappeler que les dispositions et réglementations nationales doivent, en vertu des principes de primauté et de plein effet du droit de l'Union, être interprétées conformément à ce dernier (CJUE, 5 octobre 2004, C 397/01 à C 403/01, Pfeiffer, point 114 ; CJUE, 23 avril 2009, C-378/07, Angelidaki e.a., points 197-198 ; CJUE, 19 janvier 2010, C-555/07, Kücükdeveci, point 48 ; CJUE, 13 novembre 1990, C 106/89, Marleasing, point 8). Dans son arrêt Elchinov du 5 octobre 2010 (C-173/09), la Cour de justice a déclaré au point 25 qu' : « à cet égard, il convient de rappeler, en premier lieu, que l'existence d'une règle de procédure nationale telle que celle applicable dans l'affaire au principal ne saurait remettre en cause la faculté qu'ont les juridictions nationales ne statuant pas en dernière instance de saisir la Cour d'une demande de décision préjudicielle lorsqu'elles ont des doutes, comme en l'espèce, sur l'interprétation du droit de l'Union ».

Afin de trancher le présent litige, le Conseil est donc en droit, s'il a des doutes sur l'interprétation de la directive, de poser des questions préjudicielles à la Cour de justice

Dès lors que la présente cause fait apparaitre des doutes quant à l'interprétation à donner au droit de l'Union, plus précisément sur la notion de « membre de famille », le Conseil estime nécessaire, pour les raisons précitées, sous a., et en raison de la nécessité d'une interprétation uniforme des concepts du droit de l'Union, que la Cour de Justice de l'Union européenne se prononce, à titre préjudiciel, sur la question suivante :

"Les termes de l'article 2, 2), c), de la directive 2004/38 doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à ce qu'un descendant direct du conjoint ou du partenaire d'un citoyen de l'Union, visé à cette disposition, perde la qualité de « membre de la famille » de ce citoyen de l'Union du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat conclu entre ce conjoint ou partenaire et le citoyen de l'Union, alors même que ce descendant direct cohabite avec le citoyen de l'Union dans l'État membre autre que celui dont ce dernier a la nationalité, qu'il a été à sa charge, notamment lorsqu'il était mineur, et qu'il demeure à sa charge après sa majorité ? Le cas échéant, en irait-il

de même lorsque ce descendant direct souhaite rejoindre le citoyen de l'Union dans l'État membre autre que celui dont ce dernier a la nationalité et dans lequel il se rend ou séjourne?"

Dans le cas contraire, le Conseil estime nécessaire que la question suivante soit posée à la Cour: "Les termes de l'article 3, § 2, a), de la directive 2004/38 doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à ce qu'un ressortissant d'un État tiers se voie reconnaître la qualité d'« autre membre de la famille » d'un citoyen de l'Union lorsque le lien juridique qui les unissait a été rompu par la dissolution du mariage conclu entre le citoyen de l'Union et l'un des ascendants directs de ce ressortissant, alors même que celui-ci était à la charge du citoyen de l'Union dans son pays de provenance et demeure à sa charge dans l'État membre autre que celui dont le citoyen de l'Union a la nationalité et dans lequel il se rend ou séjourne ?"

CCE arrêt 348419 du 11/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 26quater**
nationalité	**Guinée**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**	pays Dublin	**Allemagne**

Annexe 26quater – 1) Maintien de l'intérêt au recours – Conseil est informé du transfert du requérant, sous) escorte – Interrogée quant à la situation actuelle de la PR depuis son transfert en Allemagne, la PR déclare ne plus avoir de contact avec son client depuis ledit transfert et se réfère aux écrits + précise maintenir son intérêt – Conseil rappelle art. 29.3 Règlement Dublin III « *En cas de transfert exécuté par erreur ou d'annulation, sur recours ou demande de révision, de la décision de transfert après l'exécution du transfert, l'État membre ayant procédé au transfert reprend en charge sans tarder la personne concernée* » - Conseil d'Etat 234.968 : « une application combinées des articles 29.3 et 30 du règlement Dublin III qu'en cas d'annulation de la décision de transfert du requérant en Italie pour l'examen de sa demande d'asile, la Belgique pourrait être amenée à devoir procéder elle-même à l'examen de cette demande d'asile et à prendre éventuellement en charge les frais de transfert vers la Belgique » - Appréciation de l'actualité de l'intérêt à la lumière des dispositions et de la jurisprudence précitée ainsi que des griefs présents par la PR – Malgré le transfert de la PR et la prise en charge par l'Etat responsable de sa demande de PI, la PR dispose toujours d'un intérêt au recours pour la décision de refus de séjour - Maintien de l'intérêt -

2) Fond : Arg. violation art. 3 CEDH et 4 Charte : Conseil constate que la PR ne répond concrètement à aucun développement de la motivation de l'AA - N'expose pas les éléments lui permettant de conclure à une vulnérabilité spécifique - La décision négative des autorités allemandes à la demande de PI du requérant n'est pas constitutive d'un mauvais traitement - PR ne fait état dans son audition d'aucun mauvais traitement en Allemagne - En toute hypothèse, à l'audience, PR ne communique aucune information sur la prise en charge du requérant en Allemagne et sa situation en relation avec les craintes qu'elle alléguait - Pas d'actualité à son argumentation - Aucune concrétisation des risques invoqués dans le chef du requérant - Ne démontre pas la persistance de son intérêt au moyen - Rejet.

CCE arrêt 348610 du 11/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS SEJOUR SUITE 13 sexies**
nationalité	**Algérie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Auteur d'enfant belge – annexe 20 car IE.

AA sur lien de dépendance 20 TFUE : si le requérant a un hébergement secondaire, l'enfant vit principalement chez sa mère qui en prend soin quotidiennement + visites au Maroc possibles => pas démontré que l'enfant serait contrainte de quitter l'UE si le requérant retournait au Maroc.

CCE : cite CC n° 2013/121 qui évoque le lien particulier de dépendance existant entre de jeunes enfants et leurs parents + CJUE K.A. qui évoque les éléments à prendre en compte pour déterminer s'il y a lien de dépendance dont « *quel [...] parent [...] assume la garde effective de l'enfant* ».

En l'espèce : motivation inadéquate au vu du jeune âge de l'enfant (7 ans) dont le père s'occupe depuis sa naissance et des termes du jugement du tribunal de la famille selon lesquels le requérant héberge sa fille 3 WE par mois + la moitié des vacances - le Conseil reste en défaut de comprendre quels éléments du DA donneraient une raison objective à la PD de douter de la réalité du lien de dépendance – le fait que l'enfant est principalement hébergé chez sa mère ne peut suffire à occulter la garde effective (telle que visée par la jurisprudence de la CJUE), actée dans un jugement et respectée dans les faits, même si à une moindre fréquence – le Conseil s'interroge sur la possibilité de maintenir une telle relation depuis le Maroc - Il reviendrait à la PD d'exposer en quoi l'enfant n'est pas dans une relation de dépendance affective avec son père, et en quoi son intérêt supérieur ne dicterait pas que la présence de son père à ses côtés puisse être assurée – critères énoncés par la CJUE dans l'arrêt K.A. pour l'examen d'une telle relation de dépendance non dûment examinés – annulation.

« Le Conseil observe que la partie défenderesse ne met pas en cause la relation familiale existant entre le requérant et son enfant mineur, mais conteste l'existence d'un lien de dépendance entre eux. Toutefois, le Conseil estime que cette motivation ne peut être considérée comme adéquate.

En effet, à l'appui de sa demande de carte de séjour du 17 octobre 2023, le requérant a transmis un courrier daté du 15 février 2024 et a notamment fait valoir que :

« *il existe un lien de dépendance manifeste et certain entre le requérant et sa fille, mineure. La présence du requérant est primordiale pour sa fille car il fait partie de sa vie quotidienne. Cette dernière n'a jamais vécu sans son père qui est présent dans sa vie depuis sa naissance, soit depuis près de 6 années (voir photos en annexe).* [...] *La présence du requérant auprès de sa fille est nécessaire dans son intérêt supérieur et les modalités d'hébergement mises en place et avalisées par le Tribunal de la Famille de Charleroi démontrent à suffisance ce lien de dépendance : d'une part, le requérant fait manifestement partie intégralement de la vie d'[A.] et, d'autre part, sa présence est nécessaire pour l'équilibre familial général dans la mesure où Madame [C.] souhaite également que Monsieur [B.] soit présent en tant que père.* [...] *En outre, le soutien général de Monsieur [B.] est nécessaire à la survie de la famille, même séparée. La présence de Monsieur [B.] permet d'apporter une stabilité supplémentaire à leur famille, même si le couple conjugal n'est plus. Une telle situation telle que décrite ci-avant relève bien d'un « cas exceptionnel » de nature à donner naissance à un droit dérivé au titre de l'article 20 TFUE tel qu'interprété par la CJUE dans l'affaire K.A. et autres* ».

Il ressort également du jugement rendu par le Tribunal de la famille de Charleroi du 29 avril 2022 que, quand bien même le requérant dispose d'un droit d'hébergement secondaire de son enfant, celui-ci est organisé de manière telle que le requérant a la garde de sa fille « *les premiers, troisièmes et quatrièmes week-ends de chaque mois, du vendredi 18h au dimanche 18h00* » et lors de la moitié des congés scolaires, tel que prévu par l'accord commun homologué par ledit jugement.

Ainsi, au vu des éléments précités, ainsi qu'au vu du jeune âge de la fille du requérant lors de l'adoption de la décision attaquée, soit sept ans dès lors que cet enfant est né en 2018, le Conseil reste en défaut de comprendre quels éléments du dossier administratif donneraient une raison objective à la partie défenderesse de douter de la réalité du lien de dépendance de l'enfant du requérant vis-à-vis de ce dernier, et de considérer que « *Les documents produits ne sont pas suffisant pour établir qu'il existe une relation de dépendance entre votre fille et vous, telle que votre départ l'obligerait, dans les faits, à également quitter le territoire, la privant ainsi de la jouissance effective de l'essentiel des droits attachés à son statut de citoyen de l'Union* ».

La circonstance selon laquelle l'enfant est principalement hébergé chez sa mère ne peut suffire à occulter le fait que l'enfant vit également chez son père, à une moindre fréquence. Il s'agit en effet d'une garde effective, telle que visée par la jurisprudence de la CJUE rappelée ci-avant, celle-ci étant actée dans un jugement et respectée dans les faits, quand bien même elle ne concerne que certaines périodes dans un mois.

En outre, le Conseil s'interroge, à la suite de la partie requérante, sur la possibilité de maintenir une telle relation entre le requérant et son enfant, laquelle découle de la garde effective de l'enfant à raison de trois week-ends par mois dont le requérant dispose, en cas de retour au pays d'origine. Il ne peut manifestement être considéré qu'il serait dans l'intérêt de l'enfant d'être séparé du requérant en cas de retour au pays d'origine. Le Conseil rejoint la partie requérante en ce qu'elle avance qu'« Il reviendrait à la partie défenderesse d'exposer en quoi le jeune enfant en cause n'est pas dans une relation de dépendance affective avec son père, et en quoi son intérêt supérieur ne dicterait pas que la présence de son père à ses côtés puisse être assurée ».

Par conséquent, la motivation de la décision attaquée ne permet pas de démontrer comment la partie défenderesse aurait tenu « *compte de l'intérêt supérieur de votre enfant et des circonstances particulières telle que son âge, son développement physique et émotionnel, le degré de relation affective avec chacun de ses parents et du risque que la séparation engendrerait pour son équilibre* » tel qu'elle l'affirme. Ainsi, le Conseil observe qu'il ne ressort pas de l'acte attaqué que la partie défenderesse a procédé à une analyse conforme à l'article 20 du TFUE tel qu'interprété par la jurisprudence de la CJUE. Dans ces circonstances, c'est à juste titre que la partie requérante soutient que la motivation retenue est inadéquate et insuffisante."

CCE arrêt 348409 du 11/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 12**
acte attaqué	**AUTRE**	nationalité	**Maroc**
composition du siège	**1 juge**	dictum arrêt	**Annulation**

Retrait séjour étudiant – Rétroactes : visa étudiant obtenu pour 2025-2026, obtient carte A (année préparatoire français à l'IFCAD) – 01/26 : OE « retire le titre de séjour » = AA : lorsqu'un acte est entaché d'une irrégularité telle qu'il doit être tenu pour inexistant; le retrait d'un tel acte administratif irrégulier est possible sans aucune limitation de temps – motivation : inscription à des cours dans les sections supérieures de l'établissement pas pour toute l'année académique –> carte A indument délivrée, retirée – CCE : rappel : théorie du retrait des actes créateurs de droit - la motivation ne permet pas de comprendre pourquoi l'irrégularité relevée par la PD et contestée par la PR, est grave ou manifeste – elle relève d'une interprétation contestée de la notion d'année académique et d'enseignement de plein exercice (réf. à un autre arrêt d'annulation de RNA) - l'irrégularité alléguée n'était pas évidente au point que la requérante devait nécessairement en avoir conscience - La PD ne prétend pas non plus que sa décision a été suscitée par des manœuvres frauduleuses. - la PD n'invoque ni ne démontre l'existence d'une disposition expresse l'autorisant à procéder au retrait en dehors des délais impartis. En tout état de cause, l'article 61/1/4, § 1, al. 2 ne permet le retrait qu'en cas d'utilisation d'informations fausses ou trompeuses ou de fraude – retrait illégal de l'acte créateur de droit – annulation.

"4.3. En l'occurrence, la partie défenderesse estime en substance ce qui suit :

-"*son inscription auprès de l'[établissement] n'est pas conforme à la loi du 15 décembre 1980*"

- car *"l'intéressée n'est inscrite dans la section supérieure de l'[établissement] que pour la période allant du 03.11.2025 (UF10) au 03.07.2026 (UF 11 ou UF12) alors que l'année académique dans cet établissement d'enseignement se déroule du 25.08.2025 au 03.07.2026".*

L'autorisation de séjour a été délivrée, le 19 septembre 2025, et retirée le 9 janvier 2026, soit en dehors du délai prévu pour l'introduction d'un recours en annulation.

a) Cependant, la partie défenderesse semble considérer que l'octroi de ladite autorisation de séjour est entachée d'une irrégularité telle qu'elle doit être tenue pour inexistante, mais ne motive pas la raison pour laquelle ce serait le cas.

Or, le Conseil d'Etat a précisé[1] ce qui suit:

"ne peut être qualifié d'acte inexistant qu'un acte qui, soit ne constitue qu'une apparence d'acte administratif, soit est affecté d'une irrégularité particulièrement grave, au point "que chacun, dans le commerce juridique, peut aisément la discerner".

En l'espèce, la motivation du 1er acte attaqué ne permet pas de comprendre pourquoi l'irrégularité relevée par la partie défenderesse et contestée par la partie requérante, est grave ou manifeste.

Les éléments soulevés par la partie défenderesse, quand à la conformité de l'inscription auprès de l'établissement, relèvent d'une interprétation contestée[2] de la notion d'année académique et d'enseignement de plein exercice.

Le Conseil estime, dès lors, que l'irrégularité que semble retenir la partie défenderesse à l'appui du 1er acte attaqué, n'était pas évidente au point que la requérante devait nécessairement en avoir conscience.

b) La partie défenderesse ne prétend pas non plus que sa décision a été suscitée par des manœuvres frauduleuses.

Cette notion requiert que soient démontrées de la mauvaise foi et de la malice dans le chef du bénéficiaire de l'acte, lesquelles doivent induire des représentations inexactes de la réalité auprès de l'auteur de la décision à adopter.

Elle implique une forme de tromperie ou de déloyauté dans le but de nuire ou de réaliser un gain, et suppose que l'auteur de cette fraude tente sciemment de faire croire aux autres à l'existence d'un fait qui n'existe pas ou, au contraire, de leur cacher un fait existant[3].

La mauvaise foi ne peut être présumée et doit ressortir de la motivation de la décision de retrait, ainsi que du dossier administratif.

Or, de telles considérations n'apparaissent pas en l'espèce ou, en tout état de cause, ne sont pas alléguées par la partie défenderesse.

c) Enfin, la partie défenderesse n'invoque ni ne démontre l'existence d'une disposition expresse l'autorisant à procéder à son retrait en dehors des délais impartis.

En tout état de cause, l'article 61/1/4, § 1, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit uniquement ce qui suit:

"*Le ministre ou son délégué retire l'autorisation de séjour en qualité d'étudiant lorsque l'étudiant a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou lorsque celui-ci a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux qui ont contribué à l'obtention du séjour*".

Il est renvoyé au point b) à cet égard.

4.4. a) La partie défenderesse fait valoir ce qui suit, à l'égard de ce qui précède, dans sa note d'observations :

" [La partie requérante] n'expose en revanche pas en quoi les autres principes et dispositions visées dans son premier moyen auraient prétendument été méconnus. [...]

A défaut d'explicitation, le moyen pris de la violation des dispositions et principes autres que le principe de sécurité juridique doit être déclaré irrecevable".

Le Conseil ne peut suivre ce raisonnement, dès lors que la partie requérante a, dans le développement de son 1er moyen, exposé en quoi l'acte attaqué ne respecte pas, selon elle, le prescrit de l'article 61/1/1, § 2, et de l'article 61/1/4 de la loi du 15 décembre 1980, et ajouté que " la théorie du retrait d'acte est d'ordre public et qu'elle a pour corollaire les principes de sécurité juridique ".

Partant, l'exposé du moyen sur lequel est fondé l'annulation de l'acte attaqué est suffisant.

b) La partie défenderesse fait également valoir ce qui suit :

"La partie adverse estime en tout état de cause que le moyen pris de violation de l'article 61/1/4 de la loi du 15 décembre 1980 manque en droit. En effet cette disposition s'applique uniquement aux décisions de retrait d'autorisation de séjour et de refus de renouvellement.

Or, la décision attaquée ne consiste pas en une décision de retrait de la seule décision d'autorisation de séjour qui a été accordée à la partie requérante, à savoir le visa de 120 jours qu'elle lui a octroyée, lequel était expiré au moment de l'adoption de l'acte querellé, ni a fortiori un refus de renouvellement, une autorisation expirée ne pouvant pas être renouvelée, mais en une décision de retrait de la carte de séjour qui avait été indument octroyée à l'intéressée par la commune".

“ il ressort du dossier administratif que, comme indiqué dans la décision de retrait querellée, la décision de la commune de délivrer cette carte de séjour était entachée d’une illégalité tellement manifeste qu’elle doit être tenue pour inexistante puisque la partie requérante ne suivait au moment de sa délivrance pas une année préparatoire dans un établissement d’enseignement supérieur mais des études dans un établissement secondaire et qu’elle ne pouvait donc pas être considérée comme étudiant au sens de l’article 58 de la loi du 15 décembre 1980, ce qu’elle ne pouvait ignorer.

En effet, selon un principe général de droit, nul n’est censé ignorer la loi. […].

Pour les mêmes motifs, la partie requérante n’a pas intérêt à soutenir qu’elle aurait été de bonne foi.

La partie adverse estime par conséquent que la partie requérante invoque en vain la théorie du retrait de l’acte créateur de droit et la violation du principe de sécurité juridique”.

Ce développement ne suffit pas à renverser les constats posés dans le point 4.3., selon lesquels la motivation du 1er acte attaqué ne permet pas de comprendre pourquoi l’irrégularité relevée par la partie défenderesse et contestée par la partie requérante, est grave ou manifeste ou aurait été suscitée par des manœuvres frauduleuses.

4.5. Le Conseil ne peut, dès lors, que constater que les conditions d’un retrait de l’autorisation de séjour, ne sont pas réunies.

Le 1er moyen est fondé et suffit à justifier l’annulation du 1er acte attaqué, en vertu des développements qui précèdent, tirés de la théorie de l’intangibilité des actes administratifs créateurs de droit, et de son exception, la théorie du retrait de tels actes.”

[1] C.E., arrêt n°arrêt n° 123.480 du 25 septembre 2003

[2] Voir CCE, arrêt n° 348 403 du 11 juin 2026.

[3] C.E. arrêt n°249.601 du 26 janvier 2021

CCE arrêt 348404 du 11/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Refus de visas humanitaires parents, frère et belle-sœur (+ leurs enfants mineurs) gazaouis d'un Belge ancien réfugié – PD n'a pas déposé de NO mais invoque, à l'audience, l'irrecevabilité partielle du recours pour défaut de connexité – CCE : s'interroge sur la pertinence de cette exception, la NO étant tardive et devant être écartée => la PD méconnaît les droits de la défense des PR en invoquant ladite exception de manière inopinée, alors que cette question n'est pas d'ordre public – sur les décisions concernant les requérants adultes : notion de juridiction (art 1er CEDH) => vie familiale préexistante ? AA : ne cohabitent plus depuis 2009, ne démontrent pas entretenir des contacts réguliers et constants avec lui, ni qu'il constitue un soutien financier substantiel, ni être isolés dans leur pays de résidence => pas d'éléments supp. de dépendance – PR a évoqué la situation extrêmement précaire des palestiniens partis vers l'Egypte et en a conclu qu'ils étaient nécessairement dépendants + frère a été kidnappé et torturé par le Hamas, nécessite des opérations chirurgicales + le Belge envoie de l'argent à la sœur de sa belle-sœur et à son autre frère pour eux parce que l'envoi direct est impossible – PR a produit des docs médicaux, une vidéo sur l'état de santé du frère, des preuves de virements d'argent, des ordonnances du Tribunal de 1ère instance francophone de Bruxelles, preuves de communications, courrier avocat : dorment sous tente, compliqué pour trouver à manger, n'ont aucune ressource financière, dépendant entièrement de lui puisque les autres frères sont très loin et doivent également se démener pour trouver de quoi manger et loger leurs familles

CCE : 1) absence de cohabitation n'est pas pertinente vu le départ du Belge pour introduire une DPI – 2) PD estime que les communications entre eux ne sont pas datées, ne permettent pas d'identifier les auteurs des messages ou ne sont pas traduits -> les requérants ont déposé un grand nombre de copies de preuves d'échanges par messages ou appels téléphoniques, et ont fait valoir les problèmes de réseaux et d'accès à l'électricité dans la bande de Gaza. Si certaines copies ne permettent effectivement pas d'identifier précisément et concomitamment les auteurs et les dates des échanges, ou une traduction exacte du contenu des messages, elles constituent cependant un commencement de preuve sérieux d'échanges réguliers + constat renforcé par le nombre élevé d'appels et messages internationaux - motivation insuffisante – 3) virements argent : idem, situation exceptionnelle notoire – 4) prouve pas que isolés : suffit pas pour considérer que les requérants ne démontrent pas des liens de dépendance particuliers + la PD ne démontre pas qu'une telle vie familiale existe sur place avec ces personnes et exclut celle, alléguée, avec le fils/frère/beau-frère belge. Sans renverser la charge de la preuve, ni nécessiter de présumer des éléments établis, il appartient à la PD, dans le cadre de son pouvoir d'appréciation discrétionnaire, de prendre en considération des circonstances exceptionnelles et notoires, et de procéder dans ce cadre, de manière raisonnable, à l'examen des éléments produits à l'appui de la demande, en vue de prouver, comme en l'espèce, une dépendance entre des membres de famille. La circonstance selon laquelle cette prise en considération n'a pas été explicitement demandée par les requérants, ne peut suffire à la dénier, étant donné le caractère notoire de la situation dans laquelle ils se trouvent. Motivation inadéquate – annulation.

CCE arrêt 348617 du 11/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 20**
nationalité	**Maroc**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

MUST READ – Bijlage 20 met bevel – vernietiging – gezinshereniging met Spaanse schoonzus – geldig paspoort maar zonder geldig inreisvisum – onderscheid tussen familieleden van Unieburgers en 'andere' familieleden van Unieburgers – richtlijn 2004/38/EG – verwijzing naar rechtspraak HvJ over "vergemakkelijken" – parlementaire voorbereidingen bij invoering van artikel 47/1 ev van de Vreemdelingenwet – uiteenzetting artikel 41 van de Vreemdelingenwet en arrest Brax van HvJ – arrest Brax heeft betrekking op zowel de binnenkomst als het verblijf van derdelanders-familieleden van Unieburgers – aanpassingen aan artikel 41 van de Vreemdelingenwet doorheen de jaren – artikel 52, §§ 1, 2 en 3 van het Vreemdelingenbesluit – In beginsel dient een familielid van een Unieburger bij de binnenkomst aan de grens te beschikken over een geldig paspoort, mogelijks vergezeld van een geldig inreisvisum indien visumplichtig – het ontbreken van de vereiste binnenkomstdocumenten kan niet zonder meer tot terugdrijving leiden: betrokkene moet gelegenheid krijgen binnen redelijke grenzen de vereiste documenten te verkrijgen dan wel deze binnen een redelijke termijn te laten bezorgen, dan wel op een andere wijze te laten vaststellen of te bewijzen dat hij een recht op vrij verkeer en verblijf geniet – artikel 41, § 4 van de Vreemdelingenwet voorziet in een administratieve geldboete – indien een familielid een aanvraag indient bij de gemeente vormt het ontbreken van een inreisvisum op zich geen grond om die aanvraag te weigeren – zie artikel 52, §§ 2 en 3 van het Vreemdelingenbesluit dat enkel gewag maakt van een bewijs van identiteit – een dergelijke situatie kan, zowel bij een aanvraag aan de buitengrenzen als bij een aanvraag door iemand die reeds in het Rijk aanwezig is, enkel leiden tot een administratieve geldboete – wat telt is dat de betrokkene zijn identiteit en zijn bloed- of aanverwantschapsband met de Unieburger kan aantonen – het ontbreken van een geldig inreisvisum kan geen aanleiding geven tot een beslissing tot weigering van binnenkomst of verblijf en kan (enkel) met een administratieve geldboete worden gesanctioneerd – dit volgt uit artikel 41, §4 juncto artikel 42octies van de Vreemdelingenwet – artikel 47 van het Vreemdelingenbesluit is ook van toepassing op 'andere' familieleden van Unieburgers – arrest Brax kan, in tegenstelling tot wat verweerder opwerpt in zijn nota met opmerkingen, wel degelijk nuttig worden ingeroepen – de nationale bepaling voor de binnenkomstdocumenten voor 'andere' familieleden verwijst rechtstreeks en onvoorwaardelijk naar de regeling die geldt voor de familieleden van de Unieburger, waardoor de rechtspraak van het HvJ wel degelijk nuttig is - een beslissing tot weigering van verblijf louter wegens het ontbreken van visum, zonder enig concreet onderzoek van de persoonlijke omstandigheden, staat haaks op de verplichting tot vergemakkelijken van de binnenkomst en verblijf van artikel 3, lid 2 van de richtlijn 2004/38/EG – bevel om het grondgebied te verlaten wordt, als accessorium en gelet op vernietiging van de weigeringsbeslissing, voor de rechtszekerheid mee uit het rechtsverkeer gehaald

2.6. Het staat te dezen niet ter betwisting dat verzoeker een visumplichtige derdelander 'ander familielid' is van een burger van de Unie en dat hij ter ondersteuning van de in punt 1.1. bedoelde aanvraag bij de gemeente, naast documenten die de aanverwantschap met zijn Spaanse schoonzus aantonen, een geldig nationaal paspoort heeft overgelegd dat echter geen geldig inreisvisum bevat.

Het staat te dezen ook niet ter betwisting dat het ontbreken van een geldig inreisvisum de eigenlijke reden is voor de beslissing tot weigering van verblijf. Verzoekers aanverwantschap met de Spaanse Unieburger wordt niet betwist. De grondvoorwaarden zoals bedoeld in de artikelen 47/1 en 47/3 van de Vreemdelingenwet werden niet nagegaan. Er is ook geen sprake van redenen van openbare orde, openbare veiligheid, volksgezondheid, fraude of rechtsmisbruik.

2.7. Unierechtelijk is er een verschil voor wat betreft de binnenkomst van derdelanders, familieleden van burgers van de Unie, en derdelanders, andere familieleden van de burger van de Unie (hierna: familieleden en andere familieleden van een burger van de Unie). Artikel 3, lid 2 van de richtlijn 2004/38 heeft een onderscheid gemaakt tussen de in artikel 2, punt 2 van deze richtlijn omschreven familieleden van de burger van de Unie, die onder de in deze richtlijn gestelde voorwaarden een recht op binnenkomst en op verblijf in het gastland van de bedoelde burger hebben, en de in artikel 3, lid 2, eerste alinea, sub a van deze richtlijn vermelde andere familieleden, die geen rechtstreeks aan de richtlijn ontleend recht op binnenkomst en verblijf genieten maar wier binnenkomst en verblijf door die lidstaat wel moeten worden vergemakkelijkt. Dit 'vergemakkelijken' wordt echter niet nader omschreven in de richtlijn en de verdere voorwaarden waaronder het gastland de binnenkomst en het verblijf van die personen moet vergemakkelijken wordt dus overgelaten aan de nationale lidstaten (cf. HvJ, 15 september 2022, zaak C-22/21). Het Hof van Justitie heeft gesteld dat de lidstaten zulke aanvragen gunstiger moeten behandelen dan de aanvragen tot binnenkomst en verblijf van andere derdelanders (HvJ 5 september 2012, C-83/11, Rahman, HvJ 12 juli 2018, C-89/17, Banger, HvJ, 26 maart 2019, zaak C-129/18) en dat *"40 (...) Gastlanden er evenwel [moeten] over waken dat hun wetgeving voorwaarden bevat die verenigbaar zijn met de gebruikelijke betekenis van het woord „vergemakkelijkt" en die deze bepaling niet van haar nuttig effect beroven (arrest van 5 september 2012, Rahman e.a., C-83/11, EU:C:2012:519, punt 24).*(HvJ 12 juli 2018, C-89/17). Tevens oordeelde dit Hof in overweging 25 van het voormelde arrest van 15 september 2022 dat *„andere familieleden" krachtens artikel 3, lid 2, tweede alinea, van dezelfde richtlijn garanties van procedurele aard [genieten], namelijk de mogelijkheid om een beslissing aangaande hun aanvraag tot binnenkomst en tot verblijf te verkrijgen die op een nauwkeurig onderzoek van hun persoonlijke situatie moet zijn gebaseerd, die rekening moet houden met alle bijzondere omstandigheden daarvan en die, in geval van weigering, moet worden gemotiveerd [zie in die zin arresten van 5 september 2012, Rahman e.a., C-83/11, EU:C:2012:519, punten 19-22, en 26 maart 2019, SM (Onder Algerijnse kafala geplaatst kind), C-129/18, EU:C:2019:248, punt 62]".*

2.8. Artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet behoort tot Titel II, hoofdstuk I bis van de Vreemdelingenwet dat handelt over *"Andere familieleden van een burger van de Unie"*. Voormeld hoofdstuk omvat aanvullende en afwijkende bepalingen betreffende andere familieleden van een burger van de Unie. Voormelde bepaling stelt op het ogenblik van het treffen van de bestreden beslissing: *"Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk, zijn de bepalingen van hoofdstuk I over de in artikel 40bis bedoelde familieleden van een burger van de Unie van toepassing op de andere familieleden bedoeld in artikel 47/1."* Artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet zoals van toepassing op de bestreden beslissing, verklaart, behoudens afwijkende bepalingen in hoofdstuk Ibis, de bepalingen van hoofdstuk I over de in artikel 40bis bedoelde familieleden van een burger van de Unie dus *"van toepassing"* op de andere familieleden bedoeld in artikel 47/1 van de Vreemdelingenwet. Nu hoofdstuk Ibis voor de andere familieleden geen afwijkende bepalingen bevat inzake de binnenkomstdocumenten en het sanctieregime indien deze niet worden overgelegd, wordt artikel 40bis, § 4 juncto artikel 41, §§ 2 en 4 van de Vreemdelingenwet op rechtstreekse wijze toepasselijk gemaakt op de andere familieleden. Het Unierecht voorziet dat niet maar het nationale recht kan dat wel invoeren. In dit verband pas het er nog op te wijzen dat artikel 37 van de richtlijn 2004/38/EG zelf stelt dat het bepaalde in deze richtlijn geldt onverminderd de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van een lidstaat die eventueel gunstiger zijn voor de personen op wie deze richtlijn betrekking heeft. Dit volgt ook uit overweging 29 van deze richtlijn die stelt: "*Deze richtlijn dient gunstigere nationale bepalingen onverlet te laten".*

2.9. In de parlementaire voorbereidingen bij de invoering van artikel 47/1 en verder van de Vreemdelingenwet (*Parl.St.* Kamer, 53K3239001, p. 21) kan worden gelezen dat de 'andere familieleden', onder het werkingsgebied van richtlijn 2004/38/EG vallen "*[z]odra het recht op binnenkomst en verblijf is toegekend*". Er kan echter niet naast artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet gekeken worden, waarbij de wetgever uitdrukkelijk de bepalingen die van toepassing zijn op familieleden van de burger van de Unie van toepassing acht op de andere familieleden, als er geen afwijkende andere bepalingen gelden in hoofdstuk 1 bis van titel II. In dit hoofdstuk wordt echter zoals gezegd niets gesteld over de binnenkomstdocumentenvereiste voor andere familieleden van de burger van de Unie, noch bevat het een sanctieregime in dit verband. Bijgevolg is artikel 41, §§2 en 4 van de Vreemdelingenwet dat geldt voor de familieleden van burgers van de Unie m.i.v. de rechtspraak van het Hof van Justitie inzake de binnenkomstdocumenten voor deze familieleden, van toepassing op de andere familieleden van de burger van de Unie. Artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet samen gelezen met de bovenvermelde parlementaire voorbereiding houdt dan in dat in de fase voor de toekenning van binnenkomst en verblijf, voor wat betreft de binnenkomstdocumenten de regeling voor familieleden van een burger van de Unie van toepassing is voor de andere familieleden en dat in de fase na de toekenning van binnenkomst en verblijf, deze andere familieleden gelijkgesteld worden met familieleden van burgers van de Unie. De betrokken parlementaire toelichting verduidelijkt met andere woorden dat de andere familieleden onder het werkingsgebied van richtlijn 2004/38 vallen zodra het recht op binnenkomst en verblijf is toegekend maar zij beantwoordt niet noodzakelijk de onderscheiden vraag welke nationale procedureregels en documentvereisten gelden bij de beoordeling van de aanvraag tot toekenning van binnenkomst en verblijf. Wat in de parlementaire voorbereiding kan worden gelezen, kan niet het nuttig effect van artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet ontnemen, dat duidelijk is in zijn redactie. Het Unierechtelijke onderscheid tussen de familieleden bedoeld in artikel 2, punt 2 van richtlijn 2004/38 en de andere familieleden bedoeld in artikel 3, lid 2 van die richtlijn is reëel, maar dit sluit niet uit dat de nationale wetgever aan deze laatste categorie een ruimer of gunstiger regime toekent. Wanneer het nationale recht via een verwijzingsbepaling zoals artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet, bepaalde regels voor familieleden van een burger van de Unie toepasselijk maakt op andere familieleden, kan niet zonder meer door het Unierechtelijke ontbreken van een gelijkstelling tussen voormelde categorieën van familieleden, artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet elk nuttig effect ontnomen worden. De rechtstreekse toepassing van artikel 41, §§ 2 en 4 van de Vreemdelingenwet betekent niet dat 'andere familieleden' volledig dezelfde Unierechtelijke rechtspositie krijgen als de familieleden bedoeld in artikel 2, punt 2 van de richtlijn 2004/38/EG. Het betekent wel dat, zodra de nationale wetgever het documentair regime van artikel 41, §§ 2 en 4 van de Vreemdelingenwet toepasselijk maakt op andere familieleden, deze bepaling coherent en conform met het Unierecht, zoals geduid door het Hof van Justitie, moet worden uitgelegd (zie ook infra punt 2.27 waar het arrest van Hof van Justitie van 7 november 2018 in zaak C-380/17 wordt aangehaald).

2.10. Het past dus de (historiek) van de reglementering inzake binnenkomstdocumenten die geldt voor familieleden van burgers van de Unie van naderbij te bekijken alsook nuttige rechtspraak van het Hof van Justitie in deze. De betrokken bepalingen zijn via artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet en artikel 58 van het Vreemdelingenbesluit rechtstreeks van toepassing op de andere familieleden van een burger van de Unie.

[...]

2.24. Aldus dient te worden vastgesteld dat de in artikel 40bis, § 4 van de Vreemdelingenwet bedoelde familieleden van een burger van de Unie in beginsel bij hun binnenkomst aan de grens dienen te beschikken over een geldig nationaal paspoort, in voorkomend geval vergezeld van een geldig inreisvisum indien zij visumplichtig zijn. Het ontbreken van de vereiste binnenkomstdocumenten kan evenwel niet zonder meer tot terugdrijving leiden: de betrokkene moet de gelegenheid krijgen binnen redelijke grenzen de vereiste documenten te verkrijgen dan wel deze zich binnen een redelijke termijn te laten bezorgen, dan wel op andere wijze te laten vaststellen of te bewijzen dat hij een recht op vrij verkeer en verblijf geniet. Indien een visumplichtig derdelander familielid van een burger van de Unie

zich specifiek aan de buitengrens aanmeldt met een geldig nationaal paspoort maar zonder geldig visum, en aantoont dat hij familielid is van een burger van de Unie die onder de werkingssfeer van het vrij verkeer valt, dient hem, behoudens individuele weigeringsgronden, een visum te worden afgegeven en toegang tot het grondgebied te worden verleend. Dit wordt nader geregeld in artikel 47 van het Vreemdelingenbesluit. Artikel 41, §4 van de Vreemdelingenwet voorziet de mogelijkheid van een administratieve geldboete in dit geval. Indien het derdelander-familielid zich reeds in het Rijk bevindt en bij de gemeente een aanvraag indient tot afgifte van een verblijfskaart als familielid van een burger van de Unie, vormt het ontbreken van een inreisvisum op zichzelf geen grond om die aanvraag te weigeren. Dit volgt uit artikel 52, §§ 2 en 3 van het Vreemdelingenbesluit dat naast de documenten die aantonen dat de grondvoorwaarden voor gezinshereniging vervuld zijn, enkel gewag maakt van een bewijs van identiteit. Dit is ook logisch omdat in het geval een visumplichtig familielid van een burger van de Unie zich aan de grens aanbiedt met een bewijs van de familieband met de burger van de Unie en een identiteitsdocument, zijnde een geldig nationaal paspoort, het ontbreken van een visum in zijn paspoort geen aanleiding kan geven tot een beslissing tot terugdrijving, enkel tot een administratieve geldboete. In dezelfde optiek kan deze situatie in het binnenland ook geen aanleiding geven tot een beslissing tot weigering van verblijf, enkel tot een eventuele administratieve geldboete. Wat telt is dus dat de betrokkene zijn identiteit en zijn bloed- of aanverwantschapsband met de burger van de Unie kan aantonen. Het ontbreken van een geldig inreisvisum kan geen aanleiding geven tot een beslissing tot weigering van binnenkomst of verblijf en kan (enkel) met een administratieve geldboete worden gesanctioneerd. Dit volgt uit artikel 41, §4 juncto artikel 42octies van de Vreemdelingenwet.

2.25. Toegepast op verzoeker, visumplichtig ander familielid van een burger van de Unie, op wie via artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet voor de binnenkomstdocumenten dezelfde regels van toepassing zijn als deze die gelden voor familieleden van een burger van de Unie, die in het bezit was en is van een geldig nationaal paspoort, betekent het dus dat het ontbreken van een geldig visum geen aanleiding kan geven tot een beslissing tot weigering van verblijf en dat de enige sanctie kan bestaan in een administratieve geldboete.

[...]

Het arrest BRAX van het Hof van Justitie kan in tegenstelling tot wat verweerder opwerpt in zijn nota, wel degelijk nuttig worden ingeroepen, ook al heeft het betrekking op het inreis- en verblijfsrecht van een familielid van een burger van de Unie. Indien een nationale bepaling op het vlak van de binnenkomstdocumenten voor andere familieleden van een burger van de Unie rechtstreeks en onvoorwaardelijk verwijst naar de regeling die geldt voor familieleden van een burger van de Unie, is rechtspraak van het Hof van Justitie die betrekking heeft op de kwestie van binnenkomstdocumenten voor deze laatste categorie, wel degelijk nuttig. Hiervoor kan worden verwezen naar het arrest van Hof van Justitie van 7 november 2018 in zaak C-380/17. [...]

Alleszins, een beslissing tot weigering van verblijf louter wegens het ontbreken van visum, zonder enig concreet onderzoek van de persoonlijke omstandigheden, staat haaks op de verplichting tot vergemakkelijken van de binnenkomst en verblijf van artikel 3, lid 2 van de richtlijn 2004/38/EG, zoals geduid in de in punt 2.7. vermelde arresten van het Hof van Justitie. Dit Hof stelt hierin duidelijk dat artikel 3, lid 2 van de richtlijn 2004/38/EG geen automatisch recht op binnenkomst en verblijf verleent, dat de lidstaten zulke aanvragen gunstiger moeten behandelen dan de aanvragen tot binnenkomst en verblijf van andere derdelanders en dat de lidstaten gehouden zijn de binnenkomst en het verblijf van deze categorie te vergemakkelijken, na een individueel en grondig onderzoek van de persoonlijke omstandigheden, waarover in een geval van weigering moet worden gemotiveerd. Zelfs indien andere familieleden van een burger van de Unie geen automatisch recht op binnenkomst en verblijf hebben mogen de nationale regeling en haar toepassing het nuttig effect van artikel 3, lid 2, richtlijn 2004/38/EG zoals geduid door het Hof van Justitie niet uithollen.

[...]

2.29. Echter, gezien de beslissing tot weigering van verblijf wordt vernietigd, wordt ook het accessorium ervan, het bevel om het grondgebied te verlaten, voor de rechtszekerheid uit het rechtsverkeer gehaald. Immers houdt de vernietiging van de beslissing tot weigering van verblijf in dat de in punt 1.1.bedoelde aanvraag weer open staat. Verweerder kan geen bevel om het grondgebied te verlaten geven zonder eerst op een zorgvuldige wijze te hebben nagegaan of verzoekers aanspraak op een verblijf van meer dan drie maanden als ander familielid van een burger kan worden ingewilligd.

CCE arrêt 348403 du 11/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**AUTRE**
nationalité	**Maroc**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Refus de séjour étudiant - établissement reconnu - Rétroactes : le requérant a obtenu un visa étudiant pour une année préparatoire à l'IFCAD – arrivé en Belgique, il produit une attestation d'inscription et l'OE lui refuse le séjour – AA : il est inscrit du 25 aout au 2 novembre à des cours de français de niveau secondaire inférieur - les cours de l'enseignement supérieur ne commencent qu'ensuite et s'étalent donc uniquement sur 29 semaines au lieu des 40 semaines prescrites par la circulaire 8681 sur l'accès à l'Enseignement de promotion sociale pour les étudiants étrangers. + respecte pas art 58 selon lequel des études à temps plein, pour une année préparatoire, c'est 12 heures de cours par semaine pendant une année académique. – CCE : Motif 1 : la PD refuse implicitement de prendre en compte le cours de « français remise à niveau connaissances générales », auquel la requérante était inscrite du 25 août 2025 au 2 novembre 2025, dans le calcul de la période des 40 semaines exigée par la circulaire n° 8681, en raison du niveau secondaire inférieur dans lequel il est donné - la circulaire n° 8681 n'opère pas une scission entre les niveaux d'enseignements donnés dans le cadre d'une année préparatoire au sein du même établissement d'enseignement supérieur, contrairement à ce que semble estimer la partie défenderesse. - aucune des dispositions légales précitées n'écarte la possibilité que certains cours de l'année préparatoire, donnés dans le même établissement d'enseignement supérieur reconnu, puissent être des cours du niveau secondaire inférieur. => EMA - Motif 2 : l'attestation déposée à l'appui de la demande vise bien une année préparatoire qui comprend au moins 12 heures de cours par semaine, pendant une année académique, les cours organisés par le même établissement d'enseignement supérieur, se déroulant du 25 août 2025 au 3 juillet 2026, tels que le requiert l'article 58 de la loi du 15 décembre 1980. Dès lors, ce document répond à l'exigence de l'article 58, 5°, de la loi – annulation.

CCE arrêt 348545 du 11/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-Demande ultérieure**
nationalité	**Afghanistan**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

- 22 december 2016: CGVS kent SB toe (artikel 48/4, § 2, c) Vw - herkomst uit district Maidan Shahr, provincie Maidan-Wardak - toenmalige veiligheidssituatie aldaar)

- 28 januari 2021: SB wordt ingetrokken op grond van artikel 55/5/1, § 2, 1° Vw (ernstig misdrijf -handel in cannabis)

- 14 juni 2023: indienen 2e VIB

- 27 juli 2023: CGVS verklaart verzoek niet-ontvankelijk

[...]

Na lezing van het administratief dossier besluit de Raad in navolging van de commissaris-generaal dat verzoeker **geen nieuwe elementen** aanbrengt **die de kans aanzienlijk groter maken** dat hij voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 van dezelfde wet in aanmerking komt. [...]

De Raad herinnert er voorts aan dat verzoeker zich blijkens het vonnis van 25 april 2019 schuldig heeft gemaakt aan een ernstig misdrijf, met name handel in cannabis. [...]

Wanneer een **volgend verzoek** wordt ingediend door een verzoeker ten aanzien van wie een beslissing tot intrekking van internationale bescherming is genomen omdat hij of zij uitgesloten had moeten worden of is uitgesloten, zal het onderzoek naar de ontvankelijkheid van het volgend verzoek zich richten op de **vraag of de nieuwe elementen de waarschijnlijkheid van een herziening van de beslissing tot uitsluiting aanzienlijk vergroten**. Aangezien de verzoeker reeds is uitgesloten van internationale bescherming, moeten de nieuwe elementen betrekking hebben op de gronden voor uitsluiting en aanleiding geven tot heroverweging van dat besluit. Derhalve moet het volgend verzoek bestaan uit een nieuw element waarmee verzoeker kan aantonen dat hij onterecht werd uitgesloten van internationale bescherming, dat dat de gronden waarop de motivering van de beslissende instantie was gebaseerd, onjuist waren of niet langer van toepassing zijn op de situatie van de verzoeker. Dit kan bijvoorbeeld het geval zijn wanneer de verzoeker kan aantonen dat de asielinstantie personen door elkaar heeft gehaald, of wanneer hij of zij is uitgesloten op basis van informatie over deelname aan een ernstig misdrijf waarvan hij of zij vervolgens is vrijgesproken, of wanneer het misdrijf waarvoor de verzoeker is uitgesloten niet langer als ernstig wordt beschouwd, of in gevallen van rehabilitatie of wanneer de straf is uitgezeten.

Verzoeker stelt in het kader van zijn huidig beschermingsverzoek **berouw te tonen** en zou blijkens de verklaringen van Joba Vluchtelingenwerking van 4 juli 2022 en 6 januari 2023 **vastberaden** zijn om zijn **leven terug op de rails te krijgen**.

Verweerder verwijst in zijn aanvullende nota naar het arrest in zaak C-63/24 (Galte) dat het Europees Hof van Justitie op 30 april 2025 geveld heeft. In haar arrest wijst het Hof van Justitie erop dat niet kan worden uitgesloten dat "de beoordeling van de ernst van een strafbaar feit anders kan zijn op het tijdstip waarop het is gepleegd dan op het tijdstip waarop een verzoek om internationale bescherming wordt onderzocht" (pt. 31) alsook dat “het feit dat iemand op een bepaald moment in zijn leven ernstige feiten

pleegt, er niet noodzakelijkerwijs toe leiden dat die persoon voor altijd onwaardig wordt bevonden voor internationale bescherming, zonder dat met name rekening wordt gehouden met zijn eventuele rehabilitatie" (pt. 38).

Om de ernst van het misdrijf in kwestie te beoordelen zal de bevoegde autoriteit onder meer de aard van de betrokken daad moeten onderzoeken, de op het misdrijf gestelde straf en de opgelegde straf, de tijd die is verstreken sinds het strafbare feit, het gedrag van de betrokkene gedurende die periode, het feit of verzoeker zijn straf het uitgezeten en het berouw dat hij in voorkomend geval heeft getoond (**HvJ 30 april 2025, C-63/24, Galte**, pt. 42-45).

Het **gedrag en berouw** dat verzoeker toont na het ernstig misdrijf waarvoor zijn subsidiaire beschermingsstatus werd ingetrokken, kan evenwel **niet** worden aangenomen **om heden tot een andere beoordeling te komen** van de ernst van de feiten waarvoor verzoeker werd veroordeeld op 25 april 2019 en reden waarom zijn subsidiaire beschermingsstatus werd ingetrokken.

Verweerder gaat in zijn aanvullende nota in op het **gedrag van verzoeker na het misdrijf** waarvoor zijn subsidiaire beschermingsstatus werd ingetrokken en benadrukt dat **verzoeker kort na zijn eerste veroordeling** voor ernstige feiten op 25 april 2019, op grond waarvan zijn subsidiaire beschermingsstatus werd ingetrokken, **opnieuw vijf keer werd veroordeeld voor inbreuken op de wetgeving inzake drugs**. [...]

Verder werd verzoeker op 27 november 2024 tevens door de Rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen **veroordeeld tot** een gevangenisstraf van 3 jaar effectief omwille van **lidmaatschap van een criminele organisatie**, die bestaat uit twee groepen met name de groep '2060 – regering van Ningarhar' (ook wel: "bende 2060') en de groep 'Dam Gham Lamba'". [...]

Het **gedrag van verzoeker sinds zijn veroordeling** van 25 april 2019, op basis waarvan zijn subsidiaire beschermingsstatus werd ingetrokken, biedt aldus **allerminst aanleiding** om vandaag **tot een andere beoordeling** van de ernst van dit strafbare feit **te komen**. Integendeel, zoals verweerder terdege bemerkt in de aanvullende nota, zijn de **opeenvolgende veroordelingen van verzoeker qua aard en ernst progressief zwaarder geworden**, wat aantoont dat hij zijn gedrag niet bijstuurt maar zich blijft inlaten met steeds ernstigere strafbare feiten. In navolging van de verwerende partij, stipt de Raad in dit verband ook aan dat verzoeker op 8 oktober 2015 aankwam in België en sedertdien ten minste zeven keer strafrechtelijk werd veroordeeld door de correctionele rechtbank, wat resulteert in een cumul van vrijheidsstraffen tot tien jaar en één maand. Uit het feit dat verzoeker blijft volharden in zijn criminele activiteiten blijkt duidelijk dat verzoeker geen blijk geeft van werkelijk berouw of spijt voor zijn daden. Heden kan dan ook niet een andere beoordeling worden bekomen van de ernst van de feiten waarvoor verzoeker werd veroordeeld op 25 april 2019.

Dat verzoeker kort voor zijn huidige vrijheidsberoving op 20 juli 2022 **contact** opnam met **Joba Vluchtelingenwerk** met de vraag om begeleiding op te starten en volgens de begeleider vastberaden zou zijn om zijn leven opnieuw op de rails te krijgen, doet aan voorgaande geen afbreuk. Dergelijke toekomstgerichte voornemens nemen immers niet weg dat verzoeker gedurende een lange periode herhaaldelijk ernstige strafbare feiten heeft gepleegd en ondanks eerdere veroordelingen is **blijven volharden in crimineel gedrag**. Daarbij weegt des te zwaarder door dat verzoeker zich zelfs na eerdere veroordelingen en vrijheidsberovingen opnieuw schuldig maakte aan steeds ernstigere feiten, zodat loutere verklaringen van goede intenties onvoldoende garanties bieden dat een daadwerkelijke kentering in zijn gedrag heeft plaatsgevonden.

Daarbij bemerkt de Raad nog dat de verklaringen van zijn begeleider bij Joba in belangrijke mate steunen op hetgeen verzoeker zelf aan de hulporganisatie heeft meegedeeld en daarom niet zonder meer als objectieve vaststellingen kunnen worden beschouwd. In het licht van verzoekers uitgebreide strafrechtelijke antecedenten, zijn herhaaldelijke recidive en zijn betrokkenheid bij een Afghaanse criminele organisatie (zie supra), kan dan ook ernstig worden getwijfeld aan de oprechtheid van zijn

verklaringen tegenover de hulporganisatie en kan niet zonder meer worden aangenomen dat verzoeker daadwerkelijk afstand heeft genomen van de bende 2060 en de groepering Dam Gham Lamba.

[...]

Er liggen in casu dan ook geen nieuwe elementen voor die de waarschijnlijkheid van een herziening van de beslissing tot uitsluiting aanzienlijk vergroten.

[...]

Verwestering niet aan genomen. [...]

In dit verband verwijst de Raad nog naar de door verweerder aangebrachte **COI Focus "*België-Afghaanse bendes en sociale media*"** van 11 september 2023. Hij zet in zijn aanvullende nota uiteen dat blijkens voormeld rapport "*de Afghaanse criminele bendes, die actief zijn in België en betrokken zijn bij mensensmokkel, drugshandel en seksueel misbruik, waaronder 'bende 2060', verschillende socialemediakanalen gebruiken om het bendeleven en betrokkenheid bij bendes te verheerlijken, te tonen hoeveel macht een bende heeft en (meer) bekendheid te verwerven door dreigingen te uiten of beelden te delen van deelname aan criminele feiten. Daarnaast delen bendes ook online informatie met elkaar of zetten zij sociale media in bij het plegen van criminele feiten. Sociale media worden niet enkel gebruikt om te communiceren, maar ook om zich te profileren. Naast het vermelden van specifieke cijfers en termen in hun profielnamen en bij video's, vertonen personen die zichzelf associëren met een groep of bende een aantal gemeenschappelijke kenmerken. Deze kenmerken hebben onder meer betrekking op de vormgeving van de profielen, het gedrag en de inhoud die de verzoekers en hun netwerk delen op socialemediaprofielen. Opvallend hierbij zijn de verwijzingen naar Afghanistan en de Afghaanse cultuur, dit in de vorm van het dragen van traditionele kledij, het voorkomen van Afghaanse gewoontes en gedragingen en het verwijzen naar de Afghaanse veiligheidsdiensten en locaties in Afghanistan. De subcultuur van de bendeleden lijkt op die manier sterk verweven te zijn met de cultuur van hun herkomstland.*" De Raad merkt samen met verweerder op dat ook deze vaststellingen **moeilijk verzoenbaar** zijn met verzoekers **bewering** dat hij **geïntegreerd** zou zijn in de **Belgische samenleving**. Integendeel, uit de vaststellingen blijkt dat verzoeker zich gedurende een aanzienlijke periode bleef bewegen binnen Afghaanse criminele milieus waarin de banden met het herkomstland en de daarbij horende groepscultuur expliciet aanwezig bleven. Dit wijst veeleer op een **blijvende identificatie met de Afghaanse milieus** dan op een daadwerkelijke maatschappelijke integratie in België.

CCE arrêt 348594 du 11/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Guinée**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

"Ensuite, le Conseil note que la partie défenderesse a estimé que des besoins procéduraux spéciaux pouvaient être reconnus dans le chef du requérant et a pris des mesures de soutien spécifiques pour les rencontrer. En l'espèce, le requérant, étant trop jeune pour être entendu, la partie défenderesse a invité sa mère, sa représentante légale, à exposer les motifs de la demande de protection internationale de son fils. La partie requérante reproche cependant à la partie défenderesse d'estimer à tort que « dans les circonstances présentes », les droits du requérant, mineur d'âge, ont été respectés dans le cadre de sa procédure d'asile, alors même que sa mère n'a in fine jamais été entendue par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissariat général »). Elle ajoute qu'« il apparait tout à fait excessif de reprocher à la mère du requérant un prétendu manque de collaboration » dès lors que « cette dernière n'a pas pu se présenter à plusieurs convocations du CGRA pour des raisons légitimes et dûment justifiées, notamment en raison de son état de santé et du fait qu'elle était enceinte, la rendant inapte à supporter une audition de longue durée ».

Le Conseil rappelle, tout d'abord, que l'article 57/5ter, § 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, se lit comme suit :

« § 2. L'entretien personnel visé au paragraphe 1er n'a pas lieu lorsque :

[...]

2° le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides estime que le demandeur ne peut être entendu personnellement en raison de circonstances permanentes dont il n'a pas la maîtrise.

[...]

Si aucun entretien personnel n'a lieu pour la raison déterminée dans l'alinéa 1er, 2°, des efforts raisonnables sont fournis pour donner au demandeur l'opportunité de fournir les informations nécessaires concernant sa demande.

§ 3 Le fait qu'aucun entretien personnel n'a eu lieu n'empêche pas le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de prendre une décision sur la demande de protection internationale ».

(...) la partie défenderesse a convoqué à six reprises la mère du requérant entre le 19 décembre 2024 et le 16 juillet 2025 et que celle-ci n'a jamais été en mesure d'être entendue au siège du Commissariat général. (...) Le Conseil estime dès lors que la partie défenderesse, sur la base de ces divers constats, a pu légitimement estimer que la mère du requérant ne pouvait pas être entendue « en raison de circonstances permanentes dont [la partie défenderesse] n'a pas la maîtrise ». En outre, en lui soumettant, le 17 juillet 2025, une demande de renseignements écrits, elle a donné l'opportunité à la mère du requérant de fournir toutes les informations utiles concernant la demande de protection internationale de son fils. Le Conseil estime qu'en l'espèce, la partie défenderesse a fait preuve de la diligence requise en mettant en œuvre différentes mesures afin de permettre à la partie requérante d'exposer les motifs à la base de sa demande de protection internationale et qu'en agissant de la

sorte la partie défenderesse a pleinement tenu compte des besoins procéduraux spéciaux dans le chef du requérant conformément à l'article 48/9 de la loi du 15 décembre 1980.

En outre, le Conseil constate que la partie requérante n'a pas répondu à la demande de renseignements qui lui a été adressée par la partie défenderesse. Dans un courrier du 13 aout 2025, le conseil de la partie requérante, insiste pour que la mère du requérant soit entendue, réaffirmant que « seule une audition orale et en présentiel permettra de restituer fidèlement la complexité de son récit et l'intensité de ses craintes », ajoutant qu' « un écrit, aussi précis soit-il, ne peut rendre compte de toute la portée humaine et personnelle de cette procédure », justifiant de la sorte qu'elle n'ait pas répondu à la demande de renseignements écrits. Le Conseil estime d'abord que ce courrier ne constitue en rien une réponse à la demande de renseignements écrits soumise par la partie défenderesse, contrairement à ce que soutient le conseil de la partie requérante lors de l'audience du 21 mai 2026, puisque les questions figurant dans cette demande restent sans réponse. De plus, il considère, à la suite de la partie défenderesse, que l'absence de réponse à cette demande de renseignements écrits peut être qualifiée de manque de collaboration dans le chef de la partie requérante. Le Conseil rappelle en outre qu'il est clairement indiqué dans la demande de renseignements les conséquences pouvant découler de l'absence de réponse sans motif valable ; or, le Conseil estime que le courrier du 13 aout 2025 ne constitue en rien un motif valable à l'absence de réponse. Enfin, le Conseil constate que, dans sa requête, la partie requérante, ne développe aucun élément neuf, concret ou pertinent qu'il conviendrait d'instruire et qui serait de nature à indiquer qu'un entretien personnel présenterait, en l'espèce, la moindre pertinence.

En définitive, le Conseil estime que la partie défenderesse a pu, à bon droit, prendre une décision sur la base des éléments dont elle disposait."

CCE arrêt 348452 du 11/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Exclusion Genève et exclusion protection subsidiaire**
nationalité	**Afghanistan**	composition du siège	**3 juges**
dictum arrêt	**Rejet**		

3R - Afghanistan - uitsluiting - gedwongen kindhuwelijk - verkrachting - ernstig niet-politiek misdrijf artikel 1F (b) van het Vluchtelingenverdrag

Verzoeker **huwde** in 2014, **op 18-jarige leeftijd met B.S., die toen 13 jaar oud was**. Thans hebben zij 3 kinderen samen.

Bestreden beslissing: uitsluiting artikel 1F (b) van het Vluchtelingenverdrag - artikel 55/2 en artikel 55/4, §1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet

De Raad stelt vast dat in de bestreden beslissing op goede gronden gemotiveerd wordt, onder verwijzing naar verzoekers verklaringen en de informatie opgenomen in het administratief dossier, dat niet kan worden aangenomen dat er in hoofde van B.S. sprake was van een vrije en volledige instemming met dit huwelijk.

Op Europees niveau is in meerdere rechtsinstrumenten bij herhaling gewezen op het fundamentele belang van de strijd tegen **gedwongen huwelijken en kindhuwelijken**. Verwijzing naar **Verdrag van Istanbul** en **Resolutie over de uitbanning van kindhuwelijken** (2017/2663 (RSP)) + arrest **HvJ C-230/21**. (...) Deze internationale en regionale instrumenten tegen gedwongen huwelijken en kindhuwelijken vinden steun in de beschikbare landeninformatie die een gedwongen kindhuwelijk beschrijft als een schending van fundamentele mensenrechten.

Dat het gedwongen kindhuwelijk zowel indirecte als directe schadelijke gevolgen met zich meebrengt, blijkt niet alleen uit verschillende gezaghebbende bronnen die zich in het rechtsplegingsdossier bevinden, uit het Verdrag van Istanbul en uit de rechtspraak van het Hof van Justitie, maar vindt ook weerslag in verzoekers verklaringen. Verzoeker had hiervan op de hoogte moeten zijn. In het geheel van de omstandigheden eigen aan verzoekers situatie kan zelfs een eventueel gegeven instemming in hoofde van B.S. niet beschouwd worden als een volwaardige en geïnformeerde instemming. Rekening houdend met verzoekers verklaringen, de landeninformatie en de overige stukken uit het rechtsplegingsdossier kan niet worden besloten dat B.S. haar instemming gegeven heeft vrij van fysieke, psychologische, seksuele, financiële of emotionele druk.

De door verzoeker gestelde daden (seksuele betrekkingen met penetratie met iemand onder de volle leeftijd van veertien jaar, of met iemand boven de volle leeftijd van veertien jaar maar onder de volle leeftijd van zestien jaar indien het leeftijdsverschil met de andere persoon meer dan drie jaar bedraagt) blijken overeenkomstig het Belgische strafrecht per definitie als **verkrachting** te worden beschouwd.

De Raad benadrukt dat verkrachting door de aard zelf van het misdrijf – als ernstige inbreuk op de fysieke, seksuele en psychische integriteit van de persoon – te aanzien is als een ernstig misdrijf. Dit wordt ook weerspiegeld in de relevante strafbepalingen.

In casu dienen verschillende elementen te worden benadrukt die de ernst van het misdrijf verder onderbouwen:

1) de zeer jonge leeftijd van B.S. op het moment dat het huwelijk geconsummeerd werd (slechts dertien jaar oud) en het feit dat verzoeker op dat moment al een volwassen man van achttien jaar oud was, waardoor er een aanzienlijk leeftijdsverschil bestond dat op die leeftijd des te significanter is,

2) het feit dat B.S. zich bevond in een situatie die een vrije instemming nog meer belemmerde (*supra*), met name dat zij als dertienjarige uit haar vertrouwde omgeving weggehaald en onmiddellijk na haar huwelijk ondergebracht werd bij verzoekers familie, waarbij redelijkerwijze aangenomen kan worden dat zij, pas gehuwd, de druk voelde van de hieraan verbonden verwachtingen. (...) Nog los van het onweerlegbaar vermoeden van gebrek aan instemming in hoofde van B.S. als dertienjarige op het moment van haar eerste seksuele contact met verzoeker, dient te worden gewezen op de **zeer kwetsbare positie** waarin zij zich toen bevond. Het seksueel contact begon direct na het afsluiten van het huwelijk, dat tot gevolg had dat B.S. op zeer jonge leeftijd uit haar vertrouwde omgeving en van haar eigen gezin werd weggehaald – en dit voor een tweede keer, aangezien zij al op jonge leeftijd door haar ouders in Kabul zou zijn overgedragen aan een kinderloze oom uit verzoekers dorp – en in een situatie werd geplaatst waarbij zij bij haar schoonfamilie moest intrekken. B.S. beviel bovendien van hun eerste kind op 14 jarige leeftijd.

Verzoeker brengt geen afdoende verschoningsgronden aan die hem zouden vrijpleiten van zijn **individuele verantwoordelijkheid**, zowel voor wat betreft de verkrachting als het gedwongen kindhuwelijk.

Het gegeven dat kindhuwelijken in 2014 wijdverspreid en religieus gelegitimeerd waren, ontheft verzoeker niet van zijn individuele verantwoordelijkheid, noch impliceert dit dat verzoeker zich niet bewust was of had moeten zijn van de schadelijke gevolgen van zowel het kindhuwelijk als van de seksuele contacten met B.S. De in het verzoekschrift aangehaalde argumenten volstaan niet om aan te nemen dat verzoeker onder een dermate sterke sociale druk stond dat hij, teneinde zijn eigen fysieke of psychische integriteit niet in het gedrang te brengen, niet anders kon dan in 2014 een huwelijk af te sluiten met een meisje van dertien jaar.

Verzoeker betwist verder niet dat het huwelijk met een minderjarige van dertien jaar oud illegaal is volgens het Afghaanse burgerlijk recht dat van kracht was tot de machtsovername door de taliban in 2021. Hij betoogt dat die formele regel zelden of nooit werd gehandhaafd, zeker niet in landelijke gebieden, waar de religieuze huwelijkspraktijk gold, maar zoals in de bestreden beslissing met reden wordt toegelicht kan niet worden aangenomen dat verzoeker zich niet bewust was van de wettelijke bepalingen in zijn land van herkomst.

Daar in het kader van een beoordeling van de ernst van de gestelde daden en van de individuele verantwoordelijkheid van de betrokkene rekening gehouden wordt met alle omstandigheden die deze daden en de situatie van deze persoon kenmerken, dient **geen afzonderlijke evenredigheids- of proportionaliteitstoetsing** te worden gemaakt wanneer geoordeeld wordt dat de artikelen 55/2 en 55/4, § 1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet van toepassing zijn (HvJ 9 november 2010, gevoegde zaken C-57/09 en C-101/09*, B. en D.*, pt. 109; EASO, *"Exclusion: Articles 12 and 17 Qualification Directive"*, tweede editie (2020), p. 117-119 '*expiation*'). Dat verzoeker sinds zijn aankomst in België zich heeft ingezet om zich te integreren en aantoonbare inspanningen geleverd heeft om actief en legaal bij te dragen aan de samenleving, dat hij hier nog geen enkel crimineel feit heeft gepleegd en dat hij ook bezig is met het leren van de Nederlandse taal tussen zijn druk werkschema door, is aldus niet relevant in het kader van huidige beoordeling. Ook het feit dat verzoeker de waarden onderschrijft die in België gelden, berouw en bereidheid tot kritische reflectie toont en geen bedreiging vormt voor de samenleving kan de toepassing van een uitsluitingsgrond *in casu* niet verhinderen, aangezien dit op generlei wijze afbreuk doet aan de ernst van het gepleegde misdrijf of de verantwoordelijkheid van verzoeker daarin.

Waar verzoeker zijn uitsluiting "*een disproportionele en onterechte bestraffing van gedrag dat cultureel werd opgedrongen, niet ideologisch werd aangehangen, en zonder wilsvrijheid werd uitgevoerd*" noemt, wijst de Raad erop dat de bestreden beslissing geen strafsanctie is, maar een administratieve beslissing die volledig los staat van de strafvervolging. Nog daargelaten het feit dat de bestreden beslissing geen straf inhoudt, kunnen het feit dat verzoeker nooit strafbare feiten heeft gepleegd op Belgisch grondgebied en de door hem aangevoerde sociaal-culturele omstandigheden waarin alles zich heeft afgespeeld niet als verzachtende omstandigheden worden beschouwd.

Ook aan de andere constitutieve elementen van artikel 1F (b) (niet-politiek misdrijf, buiten het land van toevlucht, gepleegd voordat hij tot dit land als vluchteling werd toegelaten) is voldaan.

Aldus heeft de verwerende partij *in casu* terecht geoordeeld dat verzoeker overeenkomstig artikel 55/2 van de Vreemdelingenwet *juncto* artikel 1, F (b) van het Vluchtelingenverdrag dient te worden uitgesloten van de vluchtelingenstatus, alsook, overeenkomstig artikel 55/4, § 1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet, van de subsidiaire beschermingsstatus.

CCE arrêt 348472 du 11/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Exclusion Genève et exclusion protection subsidiaire**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

Uitsluiting artikel 1,F (b) - **ernstig, niet-politiek misdrijf** - veroordeeld voor drugsdelicten en gewapende bedreiging in Zweden.

Het begrip ‘misdrijf’ verschilt per nationaal rechtsstelsel, waarbij sommige stelsels elke handeling die volgens het nationale strafrecht strafbaar is kwalificeren als een 'misdrijf' terwijl andere een onderscheid maken tussen misdrijven en één of meer verschillende soorten strafbare feiten, ingedeeld naar ernst. Bij de beoordeling van een mogelijke uitsluiting vanwege het plegen van een ernstig (niet-politiek) misdrijf, moet worden gekeken naar het strafrecht van het asielland, waarbij in gedachten moet gehouden worden dat internationale normen de reikwijdte van deze uitsluitingsgrond bepalen. Een persoon kan enkel van internationale bescherming uitgesloten worden voor een gedraging die strafbaar is volgens het strafrecht van het land van asiel, in casu België.

De *in casu* door de commissaris-generaal weerhouden uitsluitbare handelingen betreffen drugsdelicten en gewapende bedreiging, in België strafbaar gesteld in de Drugwet van 24 februari 1921 en in artikel 327 van het Strafwetboek.

Het loutere feit dat voormelde gedragingen strafbaar zijn in België, is een noodzakelijke, doch geen voldoende voorwaarde om ze te kunnen beschouwen als uitsluitbare handelingen in de zin van de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet. Hoewel nationale strafrechtelijke concepten nuttig kunnen zijn bij de toepassing van uitsluitingsbepalingen, met name om te begrijpen welke elementen een strafbaar feit tot een ‘ernstig misdrijf’ kunnen maken, verschilt het strafrecht immers fundamenteel van het asielrecht. Hoewel ze bepaalde parallellen vertonen en elkaar soms kunnen kruisen, zijn het twee afzonderlijke rechtsgebieden: ze hebben verschillende doelstellingen en een verschillende rechtsgrondslag (EASO, “Practical Guide on Exclusion for Serious (Non-Political) Crimes”, december 2021, hoofdstuk II, afdeling C en bijlage B), wat ook blijkt uit het supra aangestipte verschil in de bewijsstandaard.

Het ‘**ernstig (niet-politiek) misdrijf**’ bedoeld in de artikelen 55/2 en 55/4 van de Vreemdelingenwet dient aldus als een **begrip ‘sui generis’** te worden beschouwd. Daar het niet verder gedefinieerd wordt in het Verdrag van Genève, noch in de Vreemdelingenwet, is de Raad gehouden tot een richtlijnconforme uitlegging en dient hij in het kader hiervan tevens rekening te houden met de uniforme interpretatie die het Hof van Justitie van de Europese Unie (hierna: het Hof van Justitie) reeds aan bepalingen van het betrokken Unierecht heeft gegeven (zie onder meer HvJ 19 januari 2010, C-555/07, Kücükdeveci, pt. 48). (...)

In tegenstelling tot wat verzoeker meent, heeft verweerder wel degelijk op afdoende wijze rekening gehouden met het **arrest Galte (C-63/24)**. In navolging van verweerder oordeelt de Raad dat, rekening houdend met de factoren die volgden op de door verzoeker gepleegde feiten en ondanks dat verzoeker zijn straf heeft uitgezeten, de ernst van de gepleegde feiten vaststaat op het moment dat deze beslissing wordt genomen. Ook het feit dat zes jaar verstreken zijn sinds de meest recente feiten waarvoor verzoeker is veroordeeld en dat er geen nieuwe veroordelingen zijn, kunnen de voormelde beoordeling inzake de ernst van de gepleegde feiten niet wijzigen.

Verweerder heeft namelijk terecht vastgesteld dat verzoeker geen oprecht berouw en schuldinzicht vertoont. (...)

CCE arrêt 348353 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Gezin - Griekse statushouders met een pasgeboren/zeer jong kind dat in België werd geboren.

Daargelaten de relevantie van de verwijzing naar Duitse en Zwitserse rechtspraak, is de Raad van oordeel dat een pasgeboren kindje niet zomaar kan worden gelijkgesteld aan een gezin met minderjarige kinderen, minstens moet de huidige situatie worden onderzocht of hier sprake is van een bijzondere kwetsbaarheid. Een pasgeboren kind heeft een impact op de kwetsbaarheid van een gezin, gelet op de precaire levensomstandigheden in Griekenland.

Er kan niet worden uitgesloten dat verzoekers hierdoor in een bijzonder kwetsbare situatie zullen terechtkomen bij terugkeer naar Griekenland. Verder onderzoek vereist.

CCE arrêt 348377 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Irak**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Verzoekende partijen, die soennitische Arabieren zijn, stellen niet meer te kunnen terugkeren naar Irak omdat ze vrezen geviseerd te worden wegens hun afkomst en banden met Saddam Hussein. Deze worden door het CGVS niet betwist.

Hoewel verwerende partij voormelde gegevens niet betwist en uitdrukkelijk erkent dat uit de beschikbare landeninformatie blijkt dat een daadwerkelijke terugkeer naar al-Awja gelet op de huidige situatie ter plaatse in de praktijk niet mogelijk is, wordt in de bestreden beslissingen geoordeeld dat er geen enkele indicatie is dat verzoekende partijen nood hebben aan IB. (...)

De Raad herinnert eraan dat deze beoordeling zich niet kan beperken tot een loutere evaluatie van elementen en feiten uit het verleden, maar tevens een **toekomstgerichte beoordeling** van het risico op vervolging of ernstige schade vereist. Het oordeel dat niets erop wijst dat er voor verzoekende partijen sprake is geweest van eerdere vervolging door de Iraakse autoriteiten of de PMF, sluit niet uit dat verzoekende partijen actueel een gegronde vrees voor vervolging of risico op ernstige schade aannemelijk zou kunnen maken omwille van hun individuele omstandigheden, waaronder een aantal onbetwiste elementen die hun zaak kenmerken zoals: i) hun afkomst en vertrek uit het dorp al-Awja alwaar een terugkeer niet mogelijk is; ii) het gegeven dat zij soennitische Arabieren zijn en behoren tot de stam al-Bu Nasir zoals Saddam Hussein; iii) het gegeven dat de - zij het thans overleden doch eerder door de autoriteiten gezochte - vader van tweede verzoekende partij ten tijde van het Baath-regime de assistent was van de halfbroer van Saddam Hussein die het hoofd was van de veiligheidsdiensten van Saddam; iv) het gegeven dat eerste verzoekende partij gronden huurde van deze halfbroer van Saddam Hussein en van hem gronden gratis ter beschikking kreeg wegens hun vriendschapsband. (...)

De Raad stipt aan dat uit de beschikbare landeninformatie inzake "**Persons perceived to be affiliated with ISIL**" blijkt dat personen die worden vervolgd wegens een vermeende affiliatie met ISIL doorgaans behoren tot profielen waarbij bijkomende individuele risicofactoren aanwezig zijn, zoals onder meer concrete familiebanden met ISIL-leden, mannen of jongens rond een bepaalde leeftijd ("figting age), soennitische Arabieren met een verblijf in vroegere ISIL-gebieden, de gelijkenis van een naam met die van een persoon op de 'wanted list', vermeende banden met een stam waarvan wordt aangenomen dat deze steun heeft verleend aan ISIL waarbij wordt opgemerkt dat bijvoorbeeld in Salah-al-Din de stammen en families van slachtoffers van ISIL nog steeds niet toestaan dat er wordt gesproken over de terugkeer van de families, de verdenking van banden met ISIL door zowel veiligheidsactoren als de gemeenschap die kan toenemen voor een soenniet die gedurende een lange periode na de bevrijding van ISIL niet is teruggekeerd naar zijn plaats van herkomst (EUAA Country Guidance: Iraq van november 2024, p. 22-25). Wat betreft soennitische Arabieren zoals verzoekende partijen wordt aangegeven dat deze een risico op vervolging lopen als zij worden beschouwd als gelieerd aan ISIL hetgeen afhangt van individuele omstandigheden, zoals de regio van herkomst en meer bepaald een verblijf in vroegere ISIL-gebieden waaronder Salah al-Din, leeftijd en geslacht alsook politieke achtergrond waaronder Saddam Hussein's stam al-Bu Nasir (EUAA Country Guidance: Iraq van november 2024, p. 25-26). (...)

Verzoekende partijen kunnen in dit verband tevens gevolgd worden in hun betoog dat hoewel het CGVS erkent dat zij niet kunnen terugkeren naar hun plaats van herkomst al-Awja, er daaruit niet de juridisch noodzakelijke consequenties worden getrokken noch afdoende wordt geanalyseerd wat dit betekent voor hun beschermingsnood. Verzoekende partijen betogen met reden dat de **motivering intern inconsistent** is daar ook de Raad vaststelt dat enerzijds het CGVS stelt dat voor inwoners van al-Awja een terugkeer naar hun dorp niet mogelijk is en anderzijds het CGVS meent dat de loutere herkomst uit het dorp al-Awja niet volstaat om een beschermingsnood aannemelijk te maken daar geen sprake is van een systematische vervolging en er onderhandelingen bezig zijn omtrent de terugkeer zonder dat daarbij evenwel rekening wordt gehouden met de individuele omstandigheden van verzoekende partijen.

Nu in de bestreden beslissingen enkel gewag wordt gemaakt van al-Awja als zijnde de regio van herkomst van verzoekende partijen, stipt de Raad samen met verzoekende partijen aan dat na een nader en gedegen onderzoek naar de individuele omstandigheden van verzoekende partijen in het kader van hun nood aan internationale bescherming wegens hun specifiek profiel een intern vestigingsalternatief overeenkomstig artikel 48/5, § 3 van de Vreemdelingenwet aan de orde kan zijn, hetgeen evenwel in de bestreden beslissingen ontbreekt.

Wat betreft de beoordeling SB c):

In casu wordt de veiligheidssituatie in de provincie Salah al-Din beoordeeld. (...) Gelet op de beschikbare landinfo en het arrest Elgafaji van het Hof van Justitie, rijst de vraag of verzoekende partijen persoonlijke omstandigheden kunnen inroepen die de ernst van de bedreiging die voortvloeit uit het willekeurig geweld in de provincie Salah al-Din voor hen dermate verhogen dat er moet worden aangenomen dat zij bij een terugkeer naar hun regio van herkomst een reëel risico lopen op een ernstige bedreiging van hun leven of persoon. In de bestreden beslissingen en aanvullende nota van verwerende partij wordt hieromtrent geoordeeld dat verzoekende partijen nalaten het bewijs te leveren dat zij specifiek geraakt worden, om redenen die te maken hebben met hun persoonlijke omstandigheden, door een reëel risico als gevolg van het willekeurig geweld te Salah al-Din. Er wordt tevens nog gesteld dat het CGVS evenmin beschikt over elementen die erop wijzen dat er in verzoekers hoofde omstandigheden bestaan die ertoe leiden dat zij een verhoogd risico lopen om het slachtoffer te worden van willekeurig geweld.

In het kader van een **volledige en ex nunc beoordeling** van het risico voor verzoekende partijen om bij terugkeer naar Salah al-Din te worden blootgesteld aan ernstige schade acht de Raad dan ook verder onderzoek nodig, waarbij de nodige aandacht dient besteed te worden aan het gegeven dat verzoekende partijen, een gezin met daarenboven twee minderjarige kinderen, soennitische Arabieren zijn behorend tot de stam al-Bu Nasir met banden met Saddam Hussein (cf. supra) en afkomstig zijn uit het dorp al-Awja dat ze in 2014 zijn ontvlucht en er niet meer zijn kunnen terugkeren met een afwezigheid uit Irak van ondertussen meer dan tien jaar.

Ten overvloede wijst de Raad erop dat in casu **geen bijkomende informatie** kan gevonden worden in het administratief dossier inzake de verklaringen van verzoekende partijen een beschermingsverzoek te hebben ingediend in **Turkije** bij het UNHCR alsook inzake het beschermingsverzoek van tweede verzoekende partij in **Bulgarije**. De resultaten van deze eerder ingediende beschermingsverzoeken, in het bijzonder wat betreft het beschermingsverzoek in Bulgarije, kunnen immers relevant zijn overeenkomstig het arrest C- 753/22 van het Hof van Justitie van 18 juni 2024 dat bepaalt dat **ten volle rekening dient gehouden te worden met een erkenningsbeslissing in een andere EU-lidstaat**.

CCE arrêt 348378 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Griekse statushouders - koppel (gezin met minderjarige kinderen, waaronder 1 geboren in België), ADET verzoeker vervallen - medische en psychologische problemen - belang van het kind - artikel 57/1, §1: vermoeden dat VIB mede in naam van de vergezellende minderjarige kinderen wordt ingediend.

In de bestreden beslissingen wordt inzake het minderjarig kind geboren in België aangegeven dat dit kind niet de ontvanger is van de bestreden beslissingen en er in diens hoofde een afzonderlijke beslissing zal worden genomen daar er geen aanwijzingen zijn dat dit kind over dezelfde beschermingsstatus als de ouders beschikt. In casu kan aangenomen worden dat de procedure van dit kind bij het CGVS dus nog lopende is gezien verwerende partij ter terechtzitting hieromtrent geen bijkomende informatie of nieuwe stand van zaken verschaft. De **lopende procedure van dit minderjarig kind geboren in België** vormt volgens het Gemeenschappelijk Europees Asielstelsel (GEAS) **een element dat specifieke aandacht vereist**, gelet op de rechtspraak van het Hof van Justitie (zaak Ahmedbekova, nr. C-652/16, 4 oktober 2018). Het GEAS, met name de Richtlijnen 2011/95/EU en 2013/32/EU verzetten zich er niet tegen dat op de door de leden van één gezin afzonderlijk ingediende verzoeken om internationale bescherming maatregelen worden toegepast in verband met de eventuele samenhang ervan, maar verzetten zich er wel tegen dat deze verzoeken gezamenlijk worden beoordeeld. Het is echter niet toegelaten dat de beoordeling van een van die verzoeken wordt geschorst totdat de behandelingsprocedure van een van die andere verzoeken is beëindigd. Het lijkt aldus wenselijk om de juridische situatie van de moeder en haar kinderen naadloos te laten aansluiten bij elkaar. **De Raad stipt hierbij aan dat de belangen van dit minderjarig kind deze van de moeder zijn en hun situatie in casu onlosmakelijk is verbonden met elkaar.** Een andere beoordeling zou elk nuttig effect ontnemen aan het concept van de eenheid van het gezin, dat in casu de eerste overweging vormt.

Gelet op de moeilijke situatie voor verzoekers om en begunstigden van internationale bescherming in Griekenland, en gezien de individuele situatie van verzoekende partijen zoals hierboven toegelicht, acht de Raad een nader en gedegen onderzoek naar de situatie van verzoekende partijen in hun actuele situatie als begunstigde van internationale bescherming in Griekenland aangewezen waaronder naar een mogelijke bijzondere kwetsbaarheid in hoofde van eerste verzoekende partij wiens Griekse verblijfsvergunning is vervallen, te meer gelet op het geheel van de voorliggende elementen waaronder het in België geboren kind waarvoor nog geen beslissing werd genomen door het CGVS met daarbij in acht genomen de medische situatie van eerste verzoekende partij, de medische situatie van het minderjarig kind M. en de medische situatie van tweede verzoekende partij.

CCE arrêt 348308 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Statushouder Griekenland - IB Griekenland wordt niet effectief geacht > VIB wordt onvankelijk verklaard, onderzoek ten gronde.

Bestreden beslissing: **UNRWA-registratie impliceert niet dat verzoeker daadwerkelijke bijstand heeft genoten. Verzoeker toont niet aan bijstand te hebben verkregen aangezien hij geen enkel tastbaar bewijs voorlegt. Artikel 1D Vluchtelingenverdrag is niet van toepassing** > onderzoek in het licht van artikelen 48/3 en 48/4 Vreemdelingenwet. Het CGVS vermoedt dat verzoeker zijn reisdocumenten achterhoudt en besluit tot een schending van de medewerkingsplicht. Verzoeker biedt geen zicht op zijn eerdere verblijfplaatsen en maakt het onmogelijk om na te gaan of hij in een land heeft verbleven dat in zijn hoofde als land van gewoonlijk verblijf, eerste land van asiel of veilig derde land, dan wel als land van doorreis dient te worden bestempeld. Het CGVS stelt dat hij niet kan volstaan met een loutere verwijzing naar zijn Palestijnse origine of de algemene situatie in de Gazastrook maar dat hij enig verband met zijn persoon aannemelijk moet maken. Het CGVS gaat ervan uit dat hij elders in een derde land bescherming heeft gevonden. Vertrek uit Gaza in 2018 staat vast, maar terugkeer in 2020 wordt niet aannemelijk gemaakt.

De Raad verwijst naar arrest HvJ C-753/22, dat voorschrijft dat in het geval van verzoeker **ten volle rekening moet worden behouden met** de beslissing van de andere lidstaat en de elementen die deze beslissing ondersteunen. (...)

Het Hof van Justitie wees erop dat de lidstaten overeenkomstig artikel 13 van de richtlijn 2011/95/EU de vluchtelingenstatus verlenen aan iedere derdelander of staatloze die voldoet aan de materiële voorwaarden om overeenkomstig de hoofdstukken II en III van die richtlijn als vluchteling te worden erkend, zonder dat zij daarbij beschikken over een discretionaire bevoegdheid. Om te bepalen of aan deze voorwaarden is voldaan, moeten de lidstaten overeenkomstig artikel 4, lid 3 van richtlijn 2011/95/EU "*ieder verzoek om internationale bescherming op individuele basis beoordelen en met name rekening houden met alle relevante feiten in verband met het land van herkomst op het tijdstip waarop een beslissing inzake het verzoek wordt genomen, de door de verzoeker afgelegde verklaring en overgelegde documenten alsmede de individuele situatie en persoonlijke omstandigheden van deze verzoeker*" (HvJ, C-753/22, pt. 72). Indien het voor een lidstaat niet mogelijk is om een bij hem ingediend verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk te verklaren op grond van artikel 33, lid 2, onder a) van de richtlijn 2013/32/EU, moet deze autoriteit de voorwaarden voor de toekenning van de vluchtelingenstatus dus **individueel, volledig en actueel onderzoeken** en moet de vluchtelingenstatus aan de verzoeker worden toegekend indien deze voldoet aan de voorwaarden van de hoofdstukken II en III van de Kwalificatierichtlijn, zonder dat deze autoriteit over een discretionaire bevoegdheid beschikt.

Verwerende partij voert aan dat een aanvraag werd gestuurd naar de Griekse autoriteiten. De Raad stelt vast dat het antwoorddocument bij aanvullende nota, samen met een vertaling Grieks-Nederlands via Deepl Pro wordt bijgebracht. De aanvullende nota bevat geen verdere toelichtingen of uiteenzetting bij dit Grieks antwoorddocument. Hoewel deze informatie dateert van 18 september 2024 en het

beroep werd ingediend op 29 juli 2024, wordt deze pas overgemaakt bij aanvullende nota van 5 januari 2026. Ter terechtzitting van 9 januari 2026 verschijnt de verwerende partij niet.

Bij tussenarrest nr. 339 375 van 13 januari 2026 stelt de Raad dat er ernstige twijfels rijzen of het Grieks asieldossier wel betrekking heeft op verzoeker. De verwerende partij wordt daarom met aandrang gevraagd om hierover uitsluitsel te geven. (...) Een zitting werd voorzien voor 23 januari 2026. Deze keer verscheen de verwerende partij wel en **erkent dat het Griekse asieldossier geen betrekking heeft op de persoon van verzoeker.**

Uit de chronologie van de feiten blijkt dat de verwerende partij het Griekse asieldossier pas op 9 augustus 2024 heeft opgevraagd, dit is na de bestreden beslissing van 26 juni 2024. Er werd dus niet gewacht op het Griekse asieldossier om een beslissing te nemen over het beschermingsverzoek van verzoeker hoewel kan worden aangenomen dat de verwerende partij op 26 juni 2024 reeds op de hoogte was van het arrest QY van het Hof van Justitie van 18 juni 2024 in zaak C-753/22. Verder blijkt dat de verwerende partij zich bij het ontvangen van het Griekse asieldossier op 18 september 2024 niet heeft vergewist of dit asieldossier wel degelijk betrekking had op verzoeker. Tevens blijkt niet dat de verwerende partij zich opnieuw tot de Griekse overheden heeft gewend om het juiste asieldossier te verkrijgen. Bijgevolg blijkt niet dat er informatie is uitgewisseld met de Griekse overheden die de verwerende partij in staat stelt de verificaties die in het kader van de internationale beschermingsprocedure van haar worden verlangd, met volledige kennis van zaken uit te voeren. Alles samen genomen kan de Raad in casu niet vaststellen dat bij het nemen van de bestreden beslissing ten volle rekening werd gehouden met de eerdere beslissing van de Griekse autoriteiten tot het verlenen van internationale bescherming aan verzoeker en met de elementen die deze beslissing ondersteunen. De verwerende partij kon hierdoor de verificaties die in het kader van de internationale beschermingsprocedure van haar worden verlangd niet met volledige kennis van zaken uitvoeren. Verzoeker kan daarom worden gevolgd in zijn betoog dat bij het nemen van de bestreden beslissing geen rekening werd gehouden met alle relevante elementen en feiten, zoals voorgeschreven door artikel 48/6, § 5 van de Vreemdelingenwet.

Wat betreft het oordeel in de bestreden beslissing dat **verzoeker niet aantoont daadwerkelijk en concreet de bijstand van het UNRWA te hebben ingeroepen** en het personeel toepassingsgebied van artikel 1, D Vluchtelingenverdrag:

De Raad stelt vast dat verzoeker over een UNRWA- kaart beschikt. Dit wordt niet betwist door de CGVS.

Uit de boven vermelde motivering van de CGVS volgt *a contrario* dat de commissaris-generaal artikel 1D wél toepasselijk zou achten indien verzoeker het daadwerkelijk genieten van deze bijstand aantoont. De commissaris-generaal betwist aldus niet dat verzoeker de vereiste hoedanigheid bezit om, bij vervulling van deze voorwaarde, onder het personeel toepassingsgebied van artikel 1D van het Verdrag van Genève te vallen. Verzoeker heeft bijgevolg zijn hoedanigheid als Palestijnse vluchteling aangetoond.

Om onder het toepassingsgebied van artikel 1D van het Verdrag van Genève te vallen, moet tevens blijken dat verzoeker "thans bescherming of bijstand geniet" van UNRWA, waarbij het Hof van Justitie heeft gepreciseerd als volgt: "*Uit de duidelijke bewoordingen van artikel 1, D, van het verdrag van Genève volgt dat alleen degenen die daadwerkelijk de door het UNRWA geboden hulp hebben ingeroepen, onder de daarin genoemde grond voor uitsluiting van de vluchtelingenstatus vallen, welke als zodanig strikt moet worden uitgelegd en derhalve niet tevens betrekking kan hebben op personen die er enkel voor in aanmerking komen of kwamen om bescherming of bijstand van deze instelling te genieten*." (HvJ 17 juni 2010, C-31/09, Nawras **Bolbol** tegen Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, pt. 51). Het Hof verduidelijkte voorts in de zaak **El Kott** dat de in artikel 12, eerste lid, onder a, eerste volzin, van de richtlijn 2004/83/EG (thans richtlijn 2011/95/EU) neergelegde grond voor uitsluiting van de vluchtelingenstatus niet alleen van toepassing is op de personen die "thans" de door UNRWA verleende bijstand genieten omdat ze zich binnen het mandaatgebied van UNRWA bevinden, maar ook op diegenen die zich buiten dat gebied bevinden en die

bijstand daadwerkelijk hebben genoten kort vóór het indienen van een asielverzoek in een lidstaat (HvJ 19 december 2012, C-364/11, El Kott tegen Bevândorlâsi és Âllampolgârsâgi Hivatal, pt. 49 en 52). **Bijgevolg moet, zoals in de bestreden beslissing terecht wordt geduid, worden onderzocht of verzoeker daadwerkelijk de bijstand van het UNRWA heeft ingeroepen.**

Over **hoe moet worden aangetoond dat een verzoeker daadwerkelijke hulp van UNRWA geniet of heeft genoten**, heeft het Hof van Justitie het volgende gesteld: "*Uit de duidelijke bewoordingen van artikel 1, D, van het verdrag van Genève volgt dat alleen degenen die daadwerkelijk de door het UNRWA geboden hulp hebben ingeroepen, onder de daarin genoemde grond voor uitsluiting van de vluchtelingenstatus vallen, welke als zodanig strikt moet worden uitgelegd en derhalve niet tevens betrekking kan hebben op personen die er enkel voor in aanmerking komen of kwamen om bescherming of bijstand van deze instelling te genieten. Hoewel de registratie bij het UNRWA toereikend bewijs vormt voor het feit dat daadwerkelijk hulp daarvan wordt genoten, is in punt 45 van het onderhavige arrest uiteengezet dat een dergelijke hulp zelfs zonder registratie kan worden geboden, zodat het de rechthebbende moet worden toegestaan dat bewijs met elk ander middel te leveren*." (HvJ 17 juni 2010, C-31/09, Nawras **Bolbol** v. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, pt. 51-52).

Het loutere feit dat de verzoeker aantoont geregistreerd te zijn bij het UNRWA, ontslaat de asielinstanties [niet] van de plicht te onderzoeken of de verzoeker ook feitelijk en in concreto de bijstand van UNRWA genoten heeft , aldus de verwerende partij.

Het is het geheel van de feitelijke omstandigheden die het betrokken geval kenmerken dat bepaalt of een verzoeker daadwerkelijk de door UNRWA geboden bijstand heeft genoten. Hierbij moet rekening worden gehouden met het geheel van de voorliggende elementen, zoals een vermelding op een UNRWA "Family Record" of andere documenten alsook elk ander element dat feitelijk aannemelijk maakt dat daadwerkelijke bijstand van UNRWA werd genoten, conform artikel 48/6, § 1 van de Vreemdelingenwet dat de omzetting vormt van artikel 4 van richtlijn 2004/83/EG, zoals de verklaringen van een verzoeker.

De bewijswaarde van een voorgelegde UNRWA-registratiekaart is niet absoluut. Hieruit kan niet worden afgeleid dat verzoeker effectief bijstand heeft verkregen. In dit kader moet verzoeker bijgevolg de gelegenheid krijgen om op nuttige wijze te worden gehoord over de bijstand van UNRWA die hij zou hebben ontvangen, wat het belang van een zorgvuldig gevoerd persoonlijk onderhoud onderstreept.

De Raad stelt, mede door zijn verklaringen ter terechtzitting, dat **verzoeker nauwelijks is bevraagd over de UNRWA-bijstand en er verder onzorgvuldige conclusies worden getrokken** uit zijn verklaringen.

Essentiële elementen ontbreken.

CCE arrêt 348337 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Griekse statushouders - pasgeboren of zeer jong **kind dat in België werd geboren**

Wat het kind betreft, dat in België werd geboren, merkt de Raad op dat dit kind zelf geen internationale bescherming heeft ontvangen in Griekenland of een andere EU-lidstaat. Een redenering, die steunt op de bevindingen van het Hof van Justitie in de zaak C-483/20, is bijgevolg niet dienstig. In zaak C-483/20 betrof het immers een situatie van een ouder die al een internationale bescherming werd toegekend in Oostenrijk, die een nieuw verzoek indiende in België om zich bij zijn twee dochters te kunnen voegen die een internationale beschermingsstatus hadden in België. Deze feiten verschillen wezenlijk van de situatie die hier voorligt, waarin geen enkel gezinslid een internationale beschermingsstatus werd toegekend in België.

Ook het arrest in de zaak C-720/20 van het Hof van Justitie is niet dienstig. Deze zaak ging over de situatie van een kind dat in Duitsland werd geboren en een verzoek om internationale bescherming aldaar indiende terwijl zijn ouders reeds internationale bescherming hadden in Polen, maar een verwijderingsmaatregel voor het gezin werd opgeschort. Het arrest C-720/20 ondersteunt weliswaar het standpunt dat het verzoek van het kind niet niet-ontvankelijk kan verklaard worden op dezelfde gronden als de rest van het gezin, omdat M. geen internationale beschermingsstatus heeft in Griekenland, zoals verzoekers, maar **verklaart alsnog niet waarom thans de commissaris-generaal, niet in de mogelijkheid was om een beslissing te nemen voor M**.

De belangen van het minderjarige kind zijn deze van verzoekers, hun situatie is in casu onlosmakelijk verbonden met elkaar. Een andere beoordeling zou elk nuttig effect ontnemen aan het concept van de eenheid van het gezin, dat in casu de eerste overweging vormt. Bijgevolg is het, in essentie, in een situatie zoals die thans voorligt **onbegrijpelijk dat het verzoek van M. werd 'afgeknipt' van het door verzoekers ingediende verzoek** (artikel 7, lid 5 en artikel 33, lid 2, onder e), van de Richtlijn 2013/32/EU).

Substantiële onregelmatigheid.

CCE arrêt 348373 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Exclusion Genève et exclusion protection subsidiaire**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**3 juges**
dictum arrêt	**Rejet**		

De beoordeling van de uitsluitingsgronden vereist een **volledig onderzoek van de specifieke omstandigheden van het concrete geval**. Een onderzoek op individuele basis is noodzakelijk om een automatische toepassing van uitsluitingsclausules te vermijden (HvJ 9 november 2010, gevoegde zaken C-57/09 en C-101/09, B. en D., pt. 91 en 93). In het kader van een beoordeling van de ernst van de gestelde daden en van de individuele verantwoordelijkheid van de betrokkene wordt rekening gehouden met alle omstandigheden die deze daden en de situatie van deze persoon kenmerken, zodat **geen afzonderlijke evenredigheids- of proportionaliteitstoetsing** moet worden gemaakt door de commissaris-generaal wanneer hij tot de conclusie komt dat artikel 55/2 van de Vreemdelingenwet van toepassing is (EASO, *"Exclusion: Articles 12 and 17 Qualification Directive"*, tweede editie (2020), p. 117-119).

-> Het bestaan van een uitsluitbare handeling

Een onmenselijke handeling vereist een specifieke context om als een misdrijf tegen de menselijkheid te worden gekwalificeerd. Opdat er daadwerkelijk sprake kan zijn van misdrijven tegen de menselijkheid moeten de handelingen opgesomd in **artikel 7, lid 1 van het Statuut van Rome** immers gepleegd worden **als onderdeel van een wijdverbreide of stelselmatige aanval tegen een burgerbevolking en met kennis van deze aanval**, waarbij onder *"aanval gericht tegen een burgerbevolking"* volgens artikel 7, lid 2 wordt verstaan: "een wijze van optreden die het meermaals plegen van in paragraaf 1 bedoelde handelingen wordt verstaan: "een wijze van optreden die het meermaals plegen van in paragraaf 1 bedoelde handelingen tegen een burgerbevolking met zich meebrengt, ter uitvoering of voortzetting van het beleid van een Staat of organisatie dat het plegen van een dergelijke aanval tot doel heeft".

In de **Katanga** zaak (ICC, Prosecutor v. Katanga, ICC-01/04-01/07-3436) heeft het Internationaal Strafhof uitgelegd dat het begrip 'misdrijf tegen de menselijkheid' vijf contextuele elementen omvat die aan de hand van een driestapsredenering worden vastgesteld.

(i) Vooreerst moet het bestaan van een aanval in de zin van artikel 7(2)(a) van het Rome Statuut worden vastgesteld. Dit vereist een operatie of handelswijze waarbij (1) daden vermeld in artikel 7(1) van het Rome Statuut veelvuldig gepleegd worden, (2) deze operatie of handelwijze tegen een burgerbevolking is gericht en (3) aangetoond is dat de operatie of handelwijze plaatsvond in het kader van het beleid van een staat of organisatie. Dit veronderstelt dat een dergelijk beleid bewezen wordt en dat dit verband houdt met een staat of organisatie.

(ii) In een tweede stap moet worden vastgesteld of de aanval systematisch of wijdverspreid is, waarbij wijdverspreid doelt op het grootschalige en systematisch op het georganiseerde karakter van de gewelddaden.

(iii) In een derde en finale stap moet een *nexus* worden vastgesteld tussen de wijdverspreide of systematische aanval op de burgerbevolking en de handeling die binnen het toepassingsgebied van artikel 7 van het Statuut van Rome valt en moet vastgesteld worden dat de dader kennis heeft van deze nexus (EASO, *"Judicial Analysis. Exclusion: Articles 12 and 17 Qualification Directive"*, Second Edition, 2020, p. 76-77).

Concreet: Verzoeker was van 2000 tot 2007 werkzaam als griffier bij de Palestijnse *General Intelligence Service* (hierna: GIS) in de Gazastrook.

Het CGVS heeft volgens de Raad op basis van de stukken in het rechtsplegingsdossier en overeenkomstig een zorgvuldige analyse van de beschikbare informatie, terecht geconcludeerd dat er sprake is van een context van een stelselmatige of wijdverbreide aanval op een burgerbevolking, gepleegd door het veiligheidsapparaat van de Palestijnse Autoriteit – in casu de GIS – in de periode 1994-2007 en dat zij zich tijdens de jaren dat verzoeker er werkzaam was, schuldig maakten aan misdrijven tegen de menselijkheid.

-> De individuele verantwoordelijkheid voor een uitsluitbare handeling

Er moet een **individuele verantwoordelijkheid** voor een misdrijf tegen de menselijkheid blijken (EASO *"Judicial Analysis: Exclusion - Articles 12 and 17 Qualification Directive, tweede editie (2020)"*, p.100-112). Daartoe moet worden vastgesteld dat de verzoeker concreet is betrokken bij een misdrijf tegen de menselijkheid (*actus reus*; materieel element), hetzij als fysieke pleger, hetzij omdat hij heeft aangezet tot of anderszins heeft deelgenomen aan een dergelijk misdrijf. Daarnaast moet blijken dat de verzoeker intentioneel, bewust en met kennis heeft gehandeld (*mens rea*; moreel element), dit is wetens en willens. De individuele verantwoordelijkheid moet dus zowel aan de hand van objectieve criteria (feitelijk gedrag) als aan de hand van subjectieve criteria (kennis en intentie) worden vastgesteld (HvJ 9 november 2010, gevoegde zaken C-57/09 en C-101/09, B. en D., pt. 96).

Artikel 1.F(a) van het Vluchtelingenverdrag is niet alleen van toepassing op personen die zelf een misdrijf tegen de vrede, een oorlogsmisdrijf of een misdrijf tegen de menselijkheid hebben gepleegd, maar ook op **personen die wetens en willens aanzetten tot een dergelijk misdrijf of hieraan anderszins deelnemen**. De commissaris-generaal moet in dit kader dus voldoende duidelijke, betrouwbare en geloofwaardige bewijselementen overleggen (UNHCR, "*Guidelines on international Protection: Application on the Exclusion Clauses: Article 1F of the 1951 Convention relating to the Status of Refugees*", 2003, randnummer 35).

Verwijzing naar artikel 25, (3), (a) tot en met (d) van het Statuut van Rome wat betreft strafrechtelijke aansprakelijkheid en deelname. In de zaak Katanga heeft het Internationaal Strafhof verduidelijkt dat de specifieke toepassing van artikel 25(3)(d)(ii) van het Statuut van Rome afhankelijk is van de volgende voorwaarden:

(i) er werd een misdrijf gepleegd dat binnen de rechtsmacht van het Hof valt;

(ii) de personen die het misdrijf hebben gepleegd, maken deel uit van een groep die handelt met een gezamenlijk doel;

(iii) de beklaagde heeft een significante bijdrage ('*significant contribution*' / "*l'accusé a contribué de manière significative à la commission du crime*") geleverd aan het plegen van het misdrijf;

(iv) de bijdrage was intentioneel;

(v) de bijdrage werd gedaan met kennis van de intentie van de groep om een misdrijf te plegen (ICC Katanga, § 1620).

Voor wat betreft de eerste twee voorwaarden, werd reeds vastgesteld dat er misdrijven werden gepleegd, die onder de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof ressorteren, waaronder folteringen, andere onmenselijke handelingen en willekeurige arrestaties, en dat deze misdrijven op veelvuldige en systematische wijze werden gepleegd door de veiligheidsdiensten van de Palestijnse Autoriteit in de Gazastrook, onder meer via de GIS (i.e. de vereiste groep van personen), en dat deze misdrijven deel uitmaakten van een gezamenlijk doel, met name het beknotten van politieke tegenstanders en andersdenkende activisten en het verkrijgen van bekentenissen en informatie (i.e. het vereiste gezamenlijke doel). Het maakt hierbij niet uit of verzoeker al dan niet lid was van Fatah (ICC Katanga, § 1631).

Wat betreft de vraag of een betrokkene een **significante bijdrage** heeft geleverd aan het plegen van voormelde misdrijven tegen de menselijkheid (de derde voorwaarde), stipt de Raad aan dat het Internationaal Strafhof in voormelde Katanga zaak, heeft aangegeven dat het vereist is dat de handelingen van de betrokkene verband houden met het plegen van het misdrijf en niet louter met de activiteiten van de groep in algemene zin. Een significante bijdrage moet worden geanalyseerd in relatie tot elk misdrijf. Met "*significante bijdrage*" wordt bedoeld een bijdrage die het plegen van het misdrijf **kan beïnvloeden** ("*may influence the commission of the crime*"). (...)

Het is verder niet vereist dat het misdrijf niet had kunnen worden gepleegd zonder de betrokken bijdrage. (...) Het Internationaal Strafhof heeft immers verduidelijkt dat het niet noodzakelijk vereist is dat het plegen van het misdrijf afhankelijk is van of zelfs bepaald wordt door deze bijdrage. (...) Een direct verband ("*nexus"*) tussen het gedrag van de persoon die bijdraagt aan het misdrijf (medeplichtige) en dat van de feitelijke dader van het misdrijf (hoofdverantwoordelijke) is niet vereist. Het is het effect van het gedrag op de verwezenlijking van het misdrijf dat telt. Het volstaat aldus dat wordt vastgesteld dat de bijdrage een invloed had op de verwezenlijking van het misdrijf – ongeacht de vraag of de bijdrage werd geleverd aan een persoon die al dan niet de dader van het misdrijf is – evenals dat deze bijdrage verband kan houden met ofwel de materiële elementen van het misdrijf, of de morele elementen van het misdrijf (ICC Katanga, §§1632-1636).

Concreet: In navolging van de commissaris-generaal, oordeelt de Raad dat verzoekers tewerkstelling tijdens de periode 2000-2006 bij de dienst 'ondervragingen' van de GIS te Jabalia, als **griffier bij de eerste ondervraging van verdachten door de GIS**, als bewezen wordt beschouwd. Verzoeker betwist de vaststellingen ivm zijn tewerkstelling en takenpakket niet.

Uit zijn verklaringen in verband met zijn takenpakket als griffier bij de dienst 'ondervragingen' van de GIS blijkt niet dat verzoeker kan worden beschouwd als een fysieke pleger van de door de GIS gepleegde misdrijven tegen de menselijkheid en evenmin dat hij hiertoe heeft aangezet of meegewerkt in de zin van artikel 25, (3), (a) tot en met (c) van het Statuut van Rome. Er kan echter wel worden vastgesteld dat verzoeker **op een andere wijze heeft meegewerkt aan het plegen van de door de GIS begane misdrijven tegen de menselijkheid**, zoals bepaald in artikel 25, (3), (d), (ii) van het Statuut van Rome. Zoals gesteld moet verzoekers medewerking een significant karakter hebben, maar is het niet vereist dat de misdrijven tegen de menselijkheid zonder verzoekers bijdrage niet of op een andere wijze zouden hebben plaatsgevonden. Het is voldoende dat verzoekers medewerking, d.i. zijn bijdrage, een invloed heeft gehad op het plegen van de misdrijven die door de GIS werden begaan.

Uit verzoekers verklaringen blijkt dat hij als officier (tweede luitenant) binnen de GIS, werkzaam bij de afdeling 'ondervragingen' van 2000 tot 2006 te Jabalia (Noord-Gaza), als griffier aanwezig was bij een eerste ondervraging van verdachten door de GIS in Jabalia, zoals burgers verdacht van spionage voor Israël, van drugsfeiten, van het plannen van terroristische daden of van lidmaatschap van een terroristische organisatie. Verzoeker noteerde daarbij wat er bij deze eerste ondervraging werd gezegd en stelde een proces-verbaal/verslag op. Dit proces-verbaal/verslag van de ondervraging werd in een later stadium gebruikt om een beslissing te nemen over de verdere detentie van de betrokken verdachte en die aldus een risico liep om aan folteringen te worden onderworpen. Op basis van het dossier van de ondervraging, waaronder het proces-verbaal/verslag, werd door het hoofd van de afdeling immers besloten of de verdachte werd vrijgelaten en naar huis gestuurd dan wel naar de gevangenis van het GIS hoofdkwartier in Saraya werd doorgestuurd waar martelingen plaatsvonden (...). Verzoeker erkende tijdens zijn tweede persoonlijk onderhoud uitdrukkelijk dat zijn taak minstens een indirecte bijdrage vormde aan de folteringen die nadien door de GIS op de door hen verdachte personen werden toegepast

Dat de folteringen ook zouden hebben plaatsgevonden zonder verzoekers notities of zonder zijn aanwezigheid bij de eerste ondervragingen, doet geen afbreuk aan het feit dat zijn notities wel degelijk werden gebruikt om mede op basis daarvan nadien te beslissen over het verder doorsturen van de verdachten naar het hoofdkwartier Saraya, waar ze werden blootgesteld aan willekeurige detentie, mishandeling en foltering. Dat deze folteringen niet plaatsvonden tijdens deze eerste ondervragingen

in Jabalia, waardoor verzoeker er zelf geen getuige van was, doet evenmin afbreuk aan het feit dat deze folteringen in een later stadium wel plaatsvonden en dat verzoekers notities/verslagen werden gebruikt om te beslissen over de verdere detentie van deze verdachten, en dat dus verzoekers notities/verslagen bijdroegen aan de beslissing of deze verdachten al dan niet werden doorgestuurd naar de gevangenis van het GIS hoofdkwartier en in dit later stadium terechtkwamen. **Als dusdanig dient vastgesteld dat verzoekers taak als griffier bij de dienst 'ondervragingen' van de GIS in het kader van de eerste ondervragingen van verdachte personen door de GIS, wel degelijk een invloed heeft gehad op het plaatsvinden van de folteringen door de GIS ten aanzien van deze verdachten, en aldus als een significante bijdrage dient te worden beschouwd. Dat verzoeker geen hooggeplaatste functie of leidinggevende rol had, doet hieraan geen afbreuk aangezien dit geen vereiste is.**

Ook aan de voorwaarden dat verzoekers bijdrage **intentioneel** dient te zijn en werd geleverd **met kennis van de intentie van de groep** om een misdrijf te plegen is voldaan. Het kan verzoeker niet zijn ontgaan dat hij als griffier bij de eerste ondervraging van door de GIS verdachte personen, de praktijken van deze dienst mee in stand hield.

Wat betreft eventuele **verschoningsgronden**:

Luidens de artikelen 31 en 33 van het Statuut van Rome kan een persoon niet individueel verantwoordelijk worden gehouden voor (de deelname aan) misdrijven tegen de menselijkheid, indien er sprake is van (i) een geestestoestand die hem het vermogen ontneemt om de aard van zijn gedragingen te beseffen of om zijn gedragingen te beheersen, (ii) dwang of bedreiging, (iii) zelfverdediging, verdediging van andere personen of eigendommen en (iv) bevelen van meerderen.

In de mate dat verzoekers verklaringen dat hij gewoon zijn werk deed, dat hij zelf geen beslissingen nam over de verdere detentie van door de GIS verdachte personen na de fase van de eerste ondervraging waarbij hij als griffier optrad en dat hij geen leidinggevende functie had, moeten worden begrepen als een vorm van **bevelen van meerderen**, wijst de Raad op het volgende. Teneinde zich te kunnen beroepen op deze verschoningsgrond, voorziet het Statuut van Rome, onder meer, dat de betrokkene niet wist dat het bevel onwettig was en dat het bevel niet manifest onwettig is. Hierboven werd reeds vastgesteld dat verzoeker op de hoogte was van de wanprakijken van de GIS en van de invloed van zijn eigen werk hierop. In deze stipt de Raad ook nog aan dat onder het Statuut van Rome, met betrekking tot verantwoordelijkheid voor misdrijven tegen de menselijkheid, hoe dan ook geen beroep kan worden gedaan op de bevelen van meerderen, omdat dergelijke misdrijven steeds manifest onwettig zijn (zie EASO, "Exclusion: Articles 12 and 17 Qualification Directive", tweede editie (2020), p. 115).

Verzoeker voert voorts nergens aan dat hij zijn werk als griffier bij de dienst 'ondervragingen' van de GIS onder dwang of bedreigingen heeft aangevat en/of verdergezet.

Aldus kan verzoeker zich niet op enige verschoningsgrond beroepen, teneinde zich te ontslaan van de individuele verantwoordelijkheid van de uitsluitbare handelingen.

CCE arrêt 348372 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Exclusion Genève et exclusion protection subsidiaire**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**3 juges**
dictum arrêt	**Rejet**		

De beoordeling van de uitsluitingsgronden vereist een **volledig onderzoek van de specifieke omstandigheden van het concrete geval**. Een onderzoek op individuele basis is noodzakelijk om een automatische toepassing van uitsluitingsclausules te vermijden (HvJ 9 november 2010, gevoegde zaken C-57/09 en C-101/09, B. en D., pt. 91 en 93). In het kader van een beoordeling van de ernst van de gestelde daden en van de individuele verantwoordelijkheid van de betrokkene wordt rekening gehouden met alle omstandigheden die deze daden en de situatie van deze persoon kenmerken, zodat **geen afzonderlijke evenredigheids- of proportionaliteitstoetsing** moet worden gemaakt door de commissaris-generaal wanneer hij tot de conclusie komt dat artikel 55/2 van de Vreemdelingenwet van toepassing is (EASO, *"Exclusion: Articles 12 and 17 Qualification Directive"*, tweede editie (2020), p. 117-119).

-> Het bestaan van een uitsluitbare handeling

Een onmenselijke handeling vereist een specifieke context om als een misdrijf tegen de menselijkheid te worden gekwalificeerd. Opdat er daadwerkelijk sprake kan zijn van misdrijven tegen de menselijkheid moeten de handelingen opgesomd in **artikel 7, lid 1 van het Statuut van Rome** immers gepleegd worden **als onderdeel van een wijdverbreide of stelselmatige aanval tegen een burgerbevolking en met kennis van deze aanval**, waarbij onder *"aanval gericht tegen een burgerbevolking"* volgens artikel 7, lid 2 wordt verstaan: "een wijze van optreden die het meermaals plegen van in paragraaf 1 bedoelde handelingen wordt verstaan: "een wijze van optreden die het meermaals plegen van in paragraaf 1 bedoelde handelingen tegen een burgerbevolking met zich meebrengt, ter uitvoering of voortzetting van het beleid van een Staat of organisatie dat het plegen van een dergelijke aanval tot doel heeft".

In de **Katanga** zaak (ICC, Prosecutor v. Katanga, ICC-01/04-01/07-3436) heeft het Internationaal Strafhof uitgelegd dat het begrip 'misdrijf tegen de menselijkheid' vijf contextuele elementen omvat die aan de hand van een driestapsredenering worden vastgesteld.

(i) Vooreerst moet het bestaan van een aanval in de zin van artikel 7(2)(a) van het Rome Statuut worden vastgesteld. Dit vereist een operatie of handelswijze waarbij (1) daden vermeld in artikel 7(1) van het Rome Statuut veelvuldig gepleegd worden, (2) deze operatie of handelwijze tegen een burgerbevolking is gericht en (3) aangetoond is dat de operatie of handelwijze plaatsvond in het kader van het beleid van een staat of organisatie. Dit veronderstelt dat een dergelijk beleid bewezen wordt en dat dit verband houdt met een staat of organisatie.

(ii) In een tweede stap moet worden vastgesteld of de aanval systematisch of wijdverspreid is, waarbij wijdverspreid doelt op het grootschalige en systematisch op het georganiseerde karakter van de gewelddaden.

(iii) In een derde en finale stap moet een *nexus* worden vastgesteld tussen de wijdverspreide of systematische aanval op de burgerbevolking en de handeling die binnen het toepassingsgebied van artikel 7 van het Statuut van Rome valt en moet vastgesteld worden dat de dader kennis heeft van deze nexus (EASO, *"Judicial Analysis. Exclusion: Articles 12 and 17 Qualification Directive"*, Second Edition, 2020, p. 76-77).

Concreet: verzoeker was van 2008 tot 2016 werkzaam bij de Interne Veiligheidsdienst in de Gazastrook en onder controle van Hamas. Het CGVS heeft volgens de Raad op basis van de stukken in het rechtsplegingsdossier en overeenkomstig een zorgvuldige analyse van de beschikbare informatie, geconcludeerd dat er sprake is van een context van een stelselmatige of wijdverbreide aanval op een burgerbevolking (met inbegrip van folteringen, illegale detentie en vervolging), uitgaande van de Hamas autoriteiten in de Gazastrook in de periode van augustus 2008 tot november 2019, waarbij de Interne Veiligheidsdienst een centrale rol speelde.

-> De individuele verantwoordelijkheid voor een uitsluitbare handeling

Er moet een **individuele verantwoordelijkheid** voor een misdrijf tegen de menselijkheid blijken (EASO *"Judicial Analysis: Exclusion - Articles 12 and 17 Qualification Directive, tweede editie (2020)"*, p.100-112). Daartoe moet worden vastgesteld dat de verzoeker concreet is betrokken bij een misdrijf tegen de menselijkheid (*actus reus*; materieel element), hetzij als fysieke pleger, hetzij omdat hij heeft aangezet tot of anderszins heeft deelgenomen aan een dergelijk misdrijf. Daarnaast moet blijken dat de verzoeker intentioneel, bewust en met kennis heeft gehandeld (*mens rea*; moreel element), dit is wetens en willens. De individuele verantwoordelijkheid moet dus zowel aan de hand van objectieve criteria (feitelijk gedrag) als aan de hand van subjectieve criteria (kennis en intentie) worden vastgesteld (HvJ 9 november 2010, gevoegde zaken C-57/09 en C-101/09, B. en D., pt. 96).

Artikel 1.F(a) van het Vluchtelingenverdrag is niet alleen van toepassing op personen die zelf een misdrijf tegen de vrede, een oorlogsmisdrijf of een misdrijf tegen de menselijkheid hebben gepleegd, maar ook op **personen die wetens en willens aanzetten tot een dergelijk misdrijf of hieraan anderszins deelnemen**. De commissaris-generaal moet in dit kader dus voldoende duidelijke, betrouwbare en geloofwaardige bewijselementen overleggen (UNHCR, "*Guidelines on international Protection: Application on the Exclusion Clauses: Article 1F of the 1951 Convention relating to the Status of Refugees*", 2003, randnummer 35).

Verwijzing naar artikel 25, (3), (a) tot en met (d) van het Statuut van Rome wat betreft strafrechtelijke aansprakelijkheid en deelname. In de zaak Katanga heeft het Internationaal Strafhof verduidelijkt dat de specifieke toepassing van artikel 25(3)(d)(ii) van het Statuut van Rome afhankelijk is van de volgende voorwaarden:

(i) er werd een misdrijf gepleegd dat binnen de rechtsmacht van het Hof valt;

(ii) de personen die het misdrijf hebben gepleegd, maken deel uit van een groep die handelt met een gezamenlijk doel;

(iii) de beklaagde heeft een significante bijdrage ('*significant contribution*' / "*l'accusé a contribué de manière significative à la commission du crime*") geleverd aan het plegen van het misdrijf;

(iv) de bijdrage was intentioneel;

(v) de bijdrage werd gedaan met kennis van de intentie van de groep om een misdrijf te plegen (ICC Katanga, § 1620).

Wat betreft de vraag of een betrokkene een **significante bijdrage** heeft geleverd aan het plegen van voormelde misdrijven tegen de menselijkheid (de derde voorwaarde), stipt de Raad aan dat het Internationaal Strafhof in voormelde Katanga zaak, heeft aangegeven dat het vereist is dat de handelingen van de betrokkene verband houden met het plegen van het misdrijf en niet louter met de activiteiten van de groep in algemene zin. Een significante bijdrage moet worden geanalyseerd in relatie tot elk misdrijf. Met "*significante bijdrage*" wordt bedoeld een bijdrage die het plegen van het misdrijf **kan beïnvloeden** ("*may influence the commission of the crime*"). (...)

Het is verder niet vereist dat het misdrijf niet had kunnen worden gepleegd zonder de betrokken bijdrage. (...) Het Internationaal Strafhof heeft immers verduidelijkt dat het niet noodzakelijk vereist is dat het plegen van het misdrijf afhankelijk is van of zelfs bepaald wordt door deze bijdrage. (...) Een direct verband ("*nexus*") tussen het gedrag van de persoon die bijdraagt aan het misdrijf (medeplichtige) en dat van de feitelijke

dader van het misdrijf (hoofdverantwoordelijke) is niet vereist. Het is het effect van het gedrag op de verwezenlijking van het misdrijf dat telt. Het volstaat aldus dat wordt vastgesteld dat de bijdrage een invloed had op de verwezenlijking van het misdrijf – ongeacht de vraag of de bijdrage werd geleverd aan een persoon die al dan niet de dader van het misdrijf is – evenals dat deze bijdrage verband kan houden met ofwel de materiële elementen van het misdrijf, of de morele elementen van het misdrijf (ICC Katanga, §§1632-1636).

Concreet: In de centrale gevangenis van de Interne Veiligheidsdienst te Ansar in Gaza stad, werden illegale detentie, ondervragingen en martelingen systematisch ingezet in het kader van repressie van dissidenten en vijanden ter instandhouding van het Hamas regime en het personeel van gevangenis, medewerkers van de Interne Veiligheidsdienst, was hierbij betrokken.

In de bestreden beslissing wordt verzoeker niet verweten de fysieke pleger van deze misdrijven te zijn, maar wel te hebben deelgenomen aan de voormelde misdrijven tegen de menselijkheid door zijn bijdrage aan de bewaking en het functioneren van de Ansar gevangenis van de Interne Veiligheidsdienst te Gaza stad.

In navolging van de commissaris-generaal, oordeelt de Raad dat verzoekers voorgehouden beperkte rol als poetsman en bediener van koffie en thee na zijn overplaatsing naar het departement 'aanhouding en ondervraging' in de Ansar gevangenis, niet kan overtuigen aangezien dit niet overeenstemt met de rang en de bevorderingen die hij zou hebben gehad en die blijken uit de neergelegde loonfiches. De door de commissaris-generaal vastgestelde ongeloofwaardigheid van het door verzoeker voorgehouden takenpakket bij de Interne Veiligheidsdienst wordt bijkomend ondersteund door verzoekers verklaringen omtrent zijn indiensttreding bij deze dienst en zijn sociale media accounts waaruit een voorkeur voor Hamas en zijn ideologie blijkt. (...)

Ter terechtzitting werd verzoeker nog geconfronteerd met het belang van het verschaffen van een eerlijk en open zicht op zijn werkelijk takenpakket, waarop verzoeker volhardt in zijn verklaringen en benadrukt dat hij *"geen politieagent was"*. Verzoeker draagt, als volwassen verzoeker om internationale bescherming, de volle verantwoordelijkheid voor zijn eigen verklaringen. Daar waar verzoeker ongeloofwaardige verklaringen aflegt over zijn precieze takenpakket bij de Interne Veiligheidsdienst, vermogen de commissaris-generaal en de Raad aan te nemen dat hij zelf van oordeel is dat zijn werkelijk takenpakket beantwoordt aan de vereisten van een significante bijdrage, zoals voorzien in artikel 25 (3)(d)(ii) van het Statuut van Rome en zoals geïnterpreteerd in het arrest Katanga (zie *supra*) en dat hij om deze reden geen zicht wenst te bieden op dit werkelijk takenpakket.

De Raad concludeert dat er, gelet op de omstandigheden van huidige zaak, ernstige redenen zijn om aan te nemen dat verzoekers werkelijk takenpakket bij de Interne Veiligheidsdienst wel degelijk getuigt van een significante bijdrage aan het functioneren van de Ansar gevangenis.

Ook aan de voorwaarden dat verzoekers bijdrage **intentioneel** dient te zijn en werd geleverd **met kennis van de intentie van de groep** om een misdrijf te plegen is voldaan. De Raad is van oordeel dat verzoekers verklaringen getuigen van een kennis van de mishandelingen en folteringen die plaatsvonden in de Ansar gevangenis, waar hij was tewerkgesteld en dat verzoeker wist dat hij door zijn tewerkstelling aldaar – waarvan hij de precieze omvang niet kenbaar wenst te maken – bijdroeg aan het functioneren van de Ansar gevangenis en de misdrijven tegen de menselijkheid die daar plaatsvonden. Het kan verzoeker niet zijn ontgaan dat hij, als bewaker en medewerker van de Ansar gevangenis, deze praktijken mee in stand hield. Van een louter passieve kennis of onverschilligheid, zoals verzoeker in zijn verzoekschrift voorhoudt, is geen sprake. Door het garanderen van de veiligheid en werking van de gevangenis heeft hij bewust een significante bijdrage geleverd aan het mogelijk maken van deze misdrijven tegen de menselijkheid.

Luidens de artikelen 31 en 33 van het Statuut van Rome kan een persoon niet individueel verantwoordelijk worden gehouden voor (de deelname aan) misdrijven tegen de menselijkheid, indien er sprake is van (i) een geestestoestand die hem het

vermogen ontneemt om de aard van zijn gedragingen te beseffen of om zijn gedragingen te beheersen, (ii) dwang of bedreiging, (iii) zelfverdediging, verdediging van andere personen of eigendommen en (iv) bevelen van meerderen.

Na een zorgvuldige analyse van het rechtsplegingsdossier, concludeert de Raad dat geen geloof kan worden gehecht aan verzoekers verklaringen dat hij zijn functie probeerde neer te leggen van zodra hij zich bewust werd van de mensenrechtenschendingen, maar dat hij werd geconfronteerd met dwang en bedreigingen die zijn vertrek verhinderden. Aldus kan verzoeker zich niet op de **verschoningsgrond** 'dwang of bedreiging' beroepen, teneinde zich te ontslaan van de individuele verantwoordelijkheid van de uitsluitbare handelingen.

CCE arrêt 348384 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Retrait Genève - début proc. retrait avant 12 juin 2026**
nationalité	**Égypte**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Bestreden beslissing: intrekking vluchtelingenstatus - gevaar voor de samenleving wegens definitief veroordeeld voor bijzonder ernstig misdrijf

De Raad stelt vast dat in casu **meerdere (medische en psychologische) stukken voorliggen ter staving van verzoekers mentale problemen die zorgvuldig mee in rekening dienen te worden gebracht**. Echter kan noch uit de notities van het persoonlijk onderhoud noch uit de weigeringsmotieven in de bestreden beslissing in geen geval blijken dat op afdoende zorgvuldige wijze rekening gehouden werd met verzoekers psychologische problematiek.

Nochtans blijkt uit de (medische en psychologische) stukken bijgebracht middels het verzoekschrift dat verzoeker reeds voor zijn erkenningsbeslissing van 28 april 2023 en dus reeds voor zijn veroordelingen kampte met een medische en psychologische problematiek. Voorts blijkt uit het psychologisch verslag van 27 april 2026 bijgebracht middels de aanvullende nota's dat verzoeker sinds 15 april 2026 psychologisch opgevolgd wordt en dat uit de psychiatrische rapporten van mei 2022 blijkt dat hij een niet gespecifieerde diagnose van psychose heeft gekregen, hij een zeer kwetsbaar profiel heeft, hij nood heeft aan gepaste zorg en bijkomende consultaties noodzakelijk zijn opdat de psychosediagnose kan worden gepreciseerd, hij psychiatrische zorg aanvaard heeft en momenteel op de wachtlijst staat.

Verweerder stelt in zijn nota verzoekers psychologische problematiek niet in twijfel te trekken doch meent dat deze niet kan worden aangewend om de beoordeling van de ernst te weerleggen. Hij wijst erop dat verzoeker immers werd veroordeeld voor de betreffende feiten en dus door de strafrechter toerekeningsvatbaar werd bevonden waardoor zijn psychische en/of medische toestand de ernst of de persoonlijke verantwoordelijkheid van verzoeker in het kader van de gepleegde feiten aldus niet kan relativeren. Verweerder gaat er met dergelijke repliek evenwel aan voorbij dat uit de **rechtspraak van het HvJ blijkt dat bij de beoordeling van het betrokken misdrijf rekening moet worden gehouden met alle specifieke omstandigheden van het betrokken geval.** De beoordelingscriteria zoals de op dat misdrijf gestelde straf en de daadwerkelijk daarvoor opgelegde straf, de aard van het misdrijf, eventuele verzwarende of verzachtende omstandigheden, de vraag of het misdrijf al dan niet opzettelijk is gepleegd, de aard en de omvang van de door het misdrijf veroorzaakte schade alsmede met de voor de bestraffing van het misdrijf gevolgde procedure zijn niet uitputtend en kunnen in voorkomend geval worden aangevuld met verdere criteria.

Uit de bestreden beslissing kan niet blijken dat op afdoende wijze rekening werd gehouden met alle omstandigheden die verzoekers daden en zijn situatie kenmerken, met name zijn medische situatie en de (voorlopig) nog niet gespecifieerde diagnose van psychose.

CCE arrêt 348355 du 10/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Somalie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Protection subsidiaire**		

De bestreden beslissing oordeelt op goede gronden dat er geen gegronde vrees in hoofde van verzoeker kan worden vastgesteld daar het asielrelaas van zijn vrouw ongeloofwaardig werd bevonden en dit hetzelfde relaas is waarop verzoeker zich beroept (i) en zijn verklaringen bovendien manifest tegenstrijdig zijn met de verklaringen van zijn vrouw (ii).

[...]

Veiligheidssituatie Lower Shabelle (EUAA Country Guidance: Somalia van oktober 2025)- actueel geen sprake van een uitzonderlijke situatie waarbij de mate van willekeurig geweld dermate hoog is dat er zwaarwegende gronden bestaan om aan te nemen dat verzoeker louter door zijn aanwezigheid aldaar een reëel risico loopt blootgesteld te worden aan een ernstige bedreiging van het leven of de persoon zoals bedoeld door artikel 48/4, § 2, c)

Lower Shabelle - **hoog niveau** van **willekeurig geweld** - reëel risico op een ernstige bedreiging voor het leven of de persoon kan vastgesteld worden indien de verzoeker specifiek wordt geraakt om redenen die te maken hebben met zijn **persoonlijke omstandigheden**

[...]

De Raad treedt de voormelde analyse bij doch besluit dat er in hoofde van verzoeker **persoonlijke omstandigheden aanwezig** zijn die een verhoogd risico met zich meebrengen om het slachtoffer te worden van willekeurig geweld. Immers zijn er minstens aanwijzingen dat verzoeker kampt met een **cognitieve dysfunctie**. Verder heeft de **vrouw van verzoeker** in België de **subsidiaire beschermingsstatus** verkregen omwille van de precaire veiligheidssituatie en bevinden zijn kinderen zich thans allen hier in België in het kader van een gezinshereniging. Bijgevolg beschikt verzoeker **niet** over een **direct netwerk** in Somalië. Tevens dient verzoekers **relatief hoge leeftijd** in rekening worden gebracht in de Somalische context.

Er kan worden betwijfeld of verzoeker correct risicovolle situaties kan inschatten gelet op zijn leeftijd, het vermoeden van een cognitieve beperking en gebrek aan nauwe familieleden die hem bijstaan in het dagdagelijkse leven. In de huidige situatie die zich voordoet in Somalië en in het bijzonder in de provincie Lower Shabelle is de Raad van oordeel dat verzoeker het risico loopt om verward achter te blijven zonder dat er iemand over hem waakt.

In casu zijn er, net zoals dat het geval was in hoofde van de echtgenote van verzoeker, concrete elementen die thans voorliggen en betrekking hebben op de persoonlijke situatie van verzoeker dat hij, als hij naar Lower Shabelle in Somalië zou terugkeren, zou worden blootgesteld aan een reëel risico bedoeld in artikel 48/4, § 2, c), van de Vreemdelingenwet. Er is sprake van een **ernstige, verhoogde bedreiging van zijn leven of persoon**, als burger, als gevolg van willekeurig geweld – dit is geweld dat de personen zonder onderscheid raakt, met name zonder dat zij specifiek worden geviseerd – in het geval van een internationaal of binnenlands gewapend conflict dat daar heerst of dat van invloed is op andere provincies die noodzakelijkerwijs bedoeld zijn om te reizen naar Lower Shabelle vanaf de binnenkomst op Somalisch grondgebied.

Gelet op het voormelde toont verzoeker aan dat in zijnen hoofde zwaarwegende gronden bestaan om aan te nemen dat hij bij een terugkeer naar Somalië een reëel risico zou lopen op ernstige schade in de zin van **artikel 48/4, § 2, c)**, van de Vreemdelingenwet.

CCE arrêt 348182 du 09/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Somalie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

NBMV, 16 jaar. VP legde ter staving van haar VIB een medisch attest neer waaruit blijkt dat zij **VGV type III** heeft ondergaan.

Daargelaten de vaststelling dat het niet getuigt van de nodige zorgvuldigheid om gelet op de uiterst summiere vragen over VGV tijdens het persoonlijk onderhoud te oordelen dat uit haar verklaringen geen vrees in dit verband blijkt, liggen er heden nieuwe elementen voor. In haar aanvullende nota wordt uiteengezet dat verzoekster haar voogd in vertrouwen genomen heeft om meer informatie te verkrijgen omtrent een **desinfibulatie** en zij in dat kader op 13 februari 2026 een eerste consultatie heeft gehad bij GAMS. Tijdens die consultatie zou zij duidelijk aangegeven hebben dat zij zich bereid voelt om een desinfibulatie te ondergaan. Zij zou ook haar bezorgdheid geuit hebben over de relaties binnen de Somalische gemeenschap in het opvangcentrum waar zij verblijft. Zij herhaalt dat zij, hoewel er geen operatiedatum werd vastgesteld, het traject van desinfibulatie wenst verder te zetten. Dit wordt gestaafd met documenten (...).

Ter terechtzitting gevraagd naar haar standpunt, deelt de commissaris-generaal mee dat haar **vrees louter hypothetisch** is. De Raad kan de commissaris-generaal hierin niet volgen daar het niet zomaar gaat om het uiten van een intentie of hypothese, doch verzoekster wel degelijk gestart is met een bepaald traject waarin zij zich mentaal heeft gericht tot het ondergaan van een medische ingreep, doch waarbij zij uitdrukkelijk kenbaar maakt dat zij angst heeft voor de reacties van de Somalische gemeenschap.

De Raad is van oordeel dat **verder onderzoek dient te gebeuren naar verzoeksters VGV, de stappen die zij reeds genomen heeft omtrent een desinfibulatie, haar opvattingen hieromtrent en de vrees die zij hieromtrent heeft bij een terugkeer naar Somalië**. Hierbij moet rekening worden gehouden met de concrete situatie in het land van herkomst, zoals kan blijken uit de beschikbare landeninformatie, en de individuele elementen eigen aan verzoekster, waaronder haar leeftijd en profiel, alsook het profiel en de opvattingen van haar ouders en bij uitbreiding haar familie en ruimere omgeving omtrent VGV, waarover tijdens het persoonlijk onderhoud geen enkele vraag gesteld werd. **Ook de wijze waarop verzoekster invulling geeft aan haar verblijf in België als minderjarig meisje**, waarvan zij stukken heeft toegevoegd aan haar aanvullende nota, kan hierbij relevant zijn.

Beide partijen hebben, op vraag van de Raad, informatie overgemaakt waaruit blijkt dat de commissaris-generaal bij beslissing van 27 juni 2025 aan verzoeksters **broer** de **vluchtelingenstatus** heeft toegekend. In haar schrijven zet de commissaris-generaal uiteen dat die vluchtelingenstatus hem werd toegekend omwille van zijn **uiterst kwetsbaar profiel** daar hij kampt met een ernstige psychische en psychiatrische problematiek en hij vermoedelijk een verstandelijke beperking heeft, waardoor hij geacht wordt te behoren tot een **sociale groep** die bij terugkeer naar Somalië “een risico loopt om slachtoffer te worden van vervolging”. De commissaris-generaal benadrukt verder dat de erkenningsbeslissing van haar broer niet inhoudt dat er geloof gehecht wordt aan het “gedeelde asielrelaas”, met name hun familiale problemen en benadrukt dat verzoekster geen correct zicht biedt op haar persoonlijke omstandigheden voor haar vertrek en haar familiaal netwerk in Somalië zodat zij geen

nood aan internationale bescherming aannemelijk maakt. Er wordt verwezen naar de "vragenlijst BPN" van de broer, waaruit ernstige psychologische problemen blijken, alsook dat verzoekster als jongere zus voor hem zorgt.

Verwijzing naar de Country Guidance Somalia van augustus 2023 en oktober 2025 mbt risico voor verzoekers met psychische problemen en de risicobepalende omstandigheden.

De vraag stelt zich in welke mate, bij de individuele beoordeling dat er in hoofde van verzoeksters broer een redelijke kans bestaat dat hij in Somalië wordt vervolgd, ook rekening gehouden werd met bovenstaande factoren, waaronder meer bepaald de al dan niet aanwezigheid van een ondersteunend netwerk en de perceptie door de familie/gemeenschap. Dit is wel degelijk van belang gezien verzoekster en haar broer zich baseren op hetzelfde vluchtrelaas, wat expliciet bevestigd wordt in het schrijven van de commissaris-generaal van 22 mei 2026. (...)

Bovendien moet ook **verzoeksters psychologische situatie** in rekening worden gebracht. Zij brengt immers bij haar aanvullende nota een attest bij van een klinisch psycholoog van 2 februari 2026 waaruit blijkt dat verzoekster reeds in behandeling is sinds januari 2025. (...) De Raad meent dat dit rapport, wat toch een indicatie bevat van een psychologische kwetsbaarheid in hoofde van verzoekster, niet veronachtzaamd kan worden te meer nu verzoeksters broer mentale situatie volgens de commissaris-generaal geleid heeft tot de toekenning van de vluchtelingenstatus. Dit geldt des te meer nu zij niet alleen samen naar België zijn gereisd, maar zij, zoals reeds supra benadrukt, hetzelfde vluchtrelaas delen en op hetzelfde moment een beschermingsverzoek hebben ingediend. Het kan hierbij ook relevant zijn om na te gaan in welke mate de onbetwiste kwetsbaarheid van haar broer een impact heeft op de beoordeling van haar eigen kwetsbaarheid, rekening houdend met haar huidige jonge leeftijd van zestien jaar.

Gelet op het feit dat verzoekster de feitelijke elementen van haar ondergane VGV type III heeft overgemaakt, zij in haar verzoekschrift en aanvullende nota wijst op een vrees voor vervolging ingevolge de VGV, haar wens om desinfibulatie te ondergaan en daarbij wijst op de hoge maatschappelijke druk vanuit de Somalische gemeenschap, gelet op verschillende elementen die *prima facie* wijzen op een bijzondere kwetsbaarheid in hoofde van verzoekster en gelet op de vragen die rijzen in verband met de erkenningsbeslissing van haar broer, kan de Raad, met inachtneming van de grenzen van een ondervraging ter terechtzitting en gelet op het ontbreken van verdere onderzoeksbevoegdheid, in deze stand van zaken het beschermingsverzoek van verzoekster niet op nuttige wijze evalueren in het kader van een devolutief beroep.

CCE arrêt 348222 du 09/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

"La Convention de Genève dispose qu'il convient d'analyser la demande de protection internationale d'un apatride par rapport à son pays de résidence habituelle. Cette résidence habituelle est définie comme le pays dans lequel le requérant « avait sa résidence et où il a été victime de persécutions ou craint de l'être s'il y retourne » (United Nations economic and social council, Report of the ad hoc comittee on statelesseness and related problems, NY, February 1950, page 39).

Il est à noter qu'un apatride peut, éventuellement, avoir plusieurs pays de résidence habituelle, et craindre des persécutions sur le territoire de plusieurs d'entre eux. Cependant, ainsi que l'indique le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé le « HCR »), « [l]a définition n'exige pas que le réfugié apatride satisfasse aux conditions qu'elle pose vis-à-vis de tous ces pays » (HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève, 1979, réédition, 2011 (ci-après dénommé « Guide des procédures et critères »), § 104). Cela signifie que, contrairement au requérant qui possède plusieurs nationalités (voir article 1er, section A, (2) § 2 de la Convention de Genève), il n'est pas nécessaire que l'apatride démontre qu'il remplit les conditions de la Convention de Genève à l'égard de tous ses pays de résidence habituelle afin d'être reconnu réfugié. Il suffit qu'il les remplisse à l'égard d'un seul d'entre eux. Ce raisonnement tient essentiellement au fait que le requérant apatride ne peut pas se prévaloir de la protection d'un pays de résidence habituelle, comme le peut, par contre, le requérant qui jouit par exemple d'une nationalité. En effet, une protection, au sens de la Convention de Genève, peut être le fait, soit d'un pays de nationalité ou d'un pays où le requérant jouit de droits et obligations équivalents à celle-ci (article 1er, section E, de la Convention de Genève), soit d'un pays où le requérant a été reconnu réfugié (premier pays d'asile). La seule circonstance de résider habituellement dans un pays n'implique pas d'y bénéficier d'une « protection » au sens de la Convention de Genève. Dès lors, en cas de résidences habituelles multiples, le seul fait de ne pas éprouver de crainte dans l'un de ses pays de résidence habituelle et de pouvoir y retourner ne suffit pas à considérer qu'un requérant y bénéficie d'une protection suffisante, au sens de la Convention de Genève, face à une éventuelle crainte établie dans un autre de ses pays de résidence habituelle."

CCE arrêt 348157 du 09/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA ETUDIANT**
nationalité	**Cameroun**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

Refus visa étudiant - 2 motifs (pas prouvé que la formation dans un établissement non reconnu est indispensable à la poursuite de son parcours académique et professionnel + choix non justifié d'un établissement non reconnu et non habilité à délivrer des titres, grades académiques, diplômes et certificats reconnus, plutôt qu'une formation équivalente dans une institution reconnue dans son PO ou en Belgique) se vérifient à l'examen du DA, et ne sont pas utilement contestés par la PR.

Base légale : « contrairement à ce que prétend la PR, l'AA n'est pas fondé sur le décret du 7 novembre 2013, dont la mention ne vient qu'illustrer l'argumentation de la PD relative à l'établissement choisi par la requérante, mais est fondé sur les articles 9 et 13 de la Loi, qui, bien qu'ils ne soient pas reproduits expressément sur la copie de l'acte attaqué, notifiée à la requérante, figurent sur la copie de l'acte attaqué figurant au DA." - JP CE : l'omission de la base légale n'entraine pas l'annulation si elle peut être déterminée aisément et avec certitude ce qui est bien le cas en l'espèce, la PR se référant elle-même à l'article 9 et les motifs de fait de l'AA permettant également de l'identifier.

Sur la critique « stéréotypé » : La formulation générale utilisée n'empêche pas de vérifier les motifs. [vérification au regard du questionnaire] => la requérante a uniquement expliqué par des considérations générales et non étayées, la raison pour laquelle, elle a choisi et n'a, dès lors, pas suffisamment établi en quoi la formation envisagée dans un tel établissement privé, serait « indispensable ».- caractère vague et général des propos.

le Conseil estime que la seule expression d'une préférence pour les études choisies, en Belgique, sans plus de précision, quant au choix d'un établissement privé d'un tel type, dont ni l'établissement ni le diplôme ne sont reconnus, ni quant à sa nécessité par rapport au parcours professionnel de la requérante, et ce alors, qu'elle poursuit actuellement une formation similaire, de type universitaire, reconnue dans son pays et certifiante, n'est pas de nature à contredire les motifs de l'OE qui exerce un très large pouvoir discrétionnaire.

Il ne peut ainsi être reproché à la PD de pas avoir précisé sur quels éléments du DA elle se fonde parmi les différentes réponses apportées par la requérante dans son questionnaire ou lors de l'entretien « Viabel ». – rejet.

CCE arrêt 348189 du 09/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Congo (RDC)**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Reconnaissance**		

« (…) [L]e requérant (…) invoque en substance une crainte de persécution en raison de son orientation sexuelle.

(…)

Le Conseil relève (…) qu'au stade actuel de la procédure, plusieurs documents versés au dossier par le requérant permettent d'étayer utilement la crainte qu'il invoque à l'appui de sa demande de protection internationale."

(…) [E]n ce qui concerne tout d'abord les trois convocations et l'avis de recherche dirigés à l'encontre du requérant, si le Conseil estime qu'il convient d'être prudent au regard du contexte de corruption dans le monde judiciaire congolais – lequel n'est pas contesté dans le recours – et au regard de la circonstance que la base légale visée dans l'avis de recherche ne correspond pas au motif précis du motif de poursuite – ce qui est toutefois à nuancer au regard du fait que le troisième chiffre de l'article du code pénal visé est visiblement raturé, de sorte qu'il apparait difficile de conclure que ce troisième chiffre n'est pas un de ceux qui visent au contraire le délit d'attentat à la pudeur, puni par les articles 167 à 172 dudit code pénal selon les informations de la partie défenderesse -, le Conseil considère néanmoins que dans la mesure où le requérant tient des propos tout à fait circonstanciés sur les circonstances précises de la délivrance successive de ces documents, ainsi que sur la manière dont il les a reçus en Belgique, et dans la mesure où le contenu de ces documents entre en adéquation avec les déclarations du requérant mais également avec les informations disponibles sur le pays d'origine du requérant – dans lequel il apparaît qu'à l'époque des faits à tout le moins, l'homosexualité n'était pas directement pénalisée, les personnes poursuivies l'étant sur la base d'accusations d'atteinte à la pudeur ou aux bonnes mœurs, comme cela est précisément mentionné sur ces documents (…) -, il y a lieu de considérer ces documents, envisagés conjointement, comme des commencements de preuve des faits allégués.

S'agissant du témoignage de l'ancienne collègue du requérant au marché et de l'attestation de J. K., organisateur du concert où le requérant a effectué une représentation (…), bien que ces courriers ne revêtent qu'un caractère privé, de sorte qu'il s'avère impossible de déterminer le degré de sincérité de leur auteur et la véracité des informations dont il est fait état, le Conseil estime toutefois que le degré de précision de leur contenu, et la convergence de ce qui y est rapporté avec le récit du requérant, permettent de leur attribuer une certaine force probante qui vient s'ajouter à un faisceau d'éléments probants convergents, lesquels rendent les problèmes rencontrés par le requérant à la suite de la découverte de son orientation sexuelle crédibles, (…).

(…)

Pour le reste, si le Conseil relève, à la suite de la partie défenderesse, qu'aucune de ces pièces n'est de nature à établir objectivement l'orientation sexuelle du requérant ou le fait qu'il a effectivement connu les persécutions qu'il allègue, il y a toutefois lieu de souligner que cette démonstration est par hypothèse très difficile à apporter par la production de preuves documentaires. Dans ces circonstances, il revenait à ce dernier

de fournir un récit présentant une consistance et une cohérence suffisante au regard de l'ensemble des circonstances de la cause et des informations disponibles sur son pays d'origine, ce qui est effectivement le cas en l'espèce.

En effet, le Conseil estime, à la lecture attentive des différentes pièces du dossier, et plus particulièrement des notes de l'entretien personnel réalisé devant les services de la partie défenderesse le 19 mai 2025, que le requérant s'est révélé suffisamment précis, spontané et cohérent dans son récit, lequel inspire en outre à l'évidence le sentiment d'un réel vécu personnel.

(...)

Le Conseil relève en outre que les faits invoqués par le requérant trouvent un écho à la lecture des informations générales présentées par le requérant.

À cet égard, le Conseil observe que la partie défenderesse demeure en défaut de déposer au dossier le moindre élément d'analyse du fondement objectif de la crainte exprimée par le requérant. Inversement, à la lecture de la documentation récente versée au dossier administratif par le requérant, il ressort que si l'homosexualité n'est pas pénalisée en RDC, les hommes entretenant des relations avec d'autres hommes sont généralement poursuivis et condamnés pour des chefs d'accusation d'atteinte à la pudeur ou d'atteinte aux mœurs. Les informations à la disposition du Conseil indiquent que l'homosexualité fait l'objet d'un fort rejet sociétal et religieux, que des débats politiques autour de la pénalisation de l'homosexualité sont en discussion, et que les personnes homosexuelles sont confrontées à la « marginalisation, la stigmatisation et l'accès difficile à la justice » (article publié le 17 juin 2024 intitulé « RDC : le Ministre de la Justice s'en prend aux homosexuels »).

Il ressort de cette documentation, dont ni le sérieux des sources ni le contenu ne sont contestés par la partie défenderesse, que le requérant éprouverait, en cas de retour en RDC, une crainte fondée de persécution du fait de son orientation sexuelle.

Au vu de ce qui précède, le Conseil constate que le requérant s'est réellement efforcé d'étayer sa demande par des preuves documentaires, et que ses déclarations apparaissent cohérentes et plausibles sans êtres contredites par les informations disponibles sur son pays d'origine.

Il ressort en outre des déclarations du requérant que l'arrestation, la détention et les violences qu'elle a connus et qu'elle fuit peuvent s'analyser comme des violences physiques et mentales, et comme des actes dirigés contre une personne - à savoir le requérant - en raison de son orientation sexuelle. Il établit dès lors craindre ses autorités nationales – qui ont déjà détenu la requérant et sont à sa recherche – en cas de retour dans son pays d'origine en raison de son appartenance à un groupe social déterminé, à savoir celui des homosexuels congolais.

(...)

En conséquence, il y a lieu de réformer la décision attaquée et de reconnaître au requérant la qualité de réfugié."

CCE arrêt 348283 du 09/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-Demande ultérieure**
nationalité	**Brésil**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

- 5 april 2018: erkenning als vluchteling

- 29 november 2021: intrekking vluchtelingenstatus - gevaar voor de samenleving - definitief veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf)

- 21 maart 2022: RvV bevestigt intrekking vluchtelingenstatus (A 270 130)

- 4 januari 2023: tweede VIB

- 8 maart 2023: CGVS verklaart volgend verzoek niet-ontvankelijk

- 24 augustus 2023 (A 293 315): RvV verwerpt beroep tegen beslissing CGVS

- 25 juli 2024: derde VIB vanuit de gevangenis te Brugge

Verzoekster legt ter staving verschillende documenten voor. [...]

De **commissaris-generaal** meent dat verzoekster **geen nieuwe elementen** heeft aangebracht die de kans aanzienlijk groter maken dat zij voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 van de Vreemdelingenwet in aanmerking komt. In dit verband wordt in de bestreden beslissing overwogen dat verzoeksters vluchtelingenstatus op 29 november 2021 werd ingetrokken omdat zij definitief werd veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf en een gevaar vormt voor de samenleving. De **commissaris-generaal onderzoekt** vervolgens of de **arresten** van het **Hof van Justitie** van 6 juli 2023 in de zaken **C-8/22, C-402/22 en C-663/21** een **nieuw element** vormen dat de kans aanzienlijk groter maakt dat verzoekster opnieuw voor erkenning als vluchteling in aanmerking komt. Zij **oordeelt** dat dit **niet het geval** is. Volgens de commissaris-generaal **blijft de kwalificatie van de feiten als een bijzonder ernstig misdrijf overeind** in het licht van de criteria die het Hof van Justitie in deze arresten heeft uiteengezet. Wat het gevaar voor de samenleving betreft, is de commissaris-generaal van oordeel dat verzoekster geen concrete elementen aanbrengt waaruit blijkt dat zij daadwerkelijk tot inkeer is gekomen of dat sprake is van een gedragswijziging die afbreuk doet aan het ernstige, reële en actuele gevaar dat zij voor de samenleving vormt.

Verzoekster betoogt dat de commissaris-generaal in de bestreden beslissing de grenzen van het ontvankelijkheidsonderzoek heeft overschreden. Volgens haar diende de commissaris-generaal zich in het kader van artikel 57/6/2, § 1, van de Vreemdelingenwet te beperken tot de vraag of zij nieuwe elementen of feiten aanbrengt die de kans aanzienlijk groter maken dat zij voor internationale bescherming in aanmerking komt. In plaats daarvan worden de feiten die verzoekster heeft gepleegd bekeken in het licht van arrest van het Hof van Justitie in de zaak C-402/22, en wordt ten gronde beoordeeld of de veroordeling de intrekking van de vluchtelingenstatus nog steeds rechtvaardigt met in acht name van de nieuwe documenten en elementen die verzoekster neerlegt.

In dit verband wijst de Raad er, in navolging van de commissaris-generaal, op dat uit de rechtspraak van het **Hof van Justitie** blijkt dat **elk arrest** van dit Hof, daaronder begrepen een arrest waarin enkel een bepaling van het Unierecht wordt uitgelegd die reeds van kracht was op het tijdstip waarop op een vorig verzoek werd beslist, **een nieuw element vormt** in de zin van artikel 33, lid 2, onder d), en artikel 40, lid 3, van

richtlijn 2013/32, ongeacht het tijdstip waarop het arrest is gewezen en voor zover dit arrest bij de beoordeling van het eerdere verzoek niet in aanmerking werd genomen en verband houdt met de vraag of de betrokkene voor internationale bescherming in aanmerking komt (**HvJ** 8 februari 2024, **C-216/22**, A.A./Bundesrepublik Deutschland, punt 53). Opdat het volgend verzoek ontvankelijk wordt verklaard, moet dit nieuwe element evenwel de kans aanzienlijk groter maken dat de verzoeker voor internationale bescherming in aanmerking komt (HvJ 10 juni 2021, C-921/19, LH t. Staatssecretaris voor Justitie en Veiligheid, ptn. 37-38).

Artikel 55/3/1, § 1, van de Vreemdelingenwet vormt de omzetting van artikel 14, lid 4, onder b), van de richtlijn 2011/95 van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking) (hierna: de Kwalificatierichtlijn) en dient aldus richtlijnconform geïnterpreteerd te worden. Het Hof van Justitie heeft zich op 6 juli 2023 in drie arresten, met name in de zaken C-8/22, C-402/22 en C-663/21, uitgesproken over de vraag hoe artikel 14, lid, onder b), van de Kwalificatierichtlijn moet uitgelegd worden. De beslissing waarbij de vluchtelingenstatus van verzoekster werd ingetrokken, dateert van 29 november 2021. Het tegen deze beslissing ingestelde beroep werd door de Raad verworpen bij arrest nr. 270.130 van 21 maart 2022. De intrekkingsbeslissing van 29 november 2021 en het arrest van de Raad van 21 maart 2022 dateren aldus van vóór de arresten van het Hof van Justitie van 6 juli 2023 in de **zaken C-8/22, C-402/22 en C-663/21**, waarin het Hof **nadere verduidelijkingen** heeft verstrekt over de invulling van de begrippen **"bijzonder ernstig misdrijf" en "gevaar voor de samenleving"** in de zin van artikel 14, lid 4, onder b), van de richtlijn 2011/95/EU. In het kader van het huidig volgend verzoek **diende de commissaris-generaal** bijgevolg **na te gaan** of deze **arresten**, die bij de beoordeling van de intrekkingsbeslissing van 29 november 2021 nog niet in aanmerking konden worden genomen, **nieuwe elementen vormen die de kans aanzienlijk groter maken** dat verzoekster opnieuw voor erkenning als vluchteling in aanmerking komt. In het kader van het **huidig volgend verzoek** diende de commissaris-generaal bijgevolg **na te gaan of de arresten van het Hof van Justitie van 6 juli 2023 nieuwe elementen vormen die de kans aanzienlijk groter maken dat verzoekster opnieuw voor erkenning als vluchteling in aanmerking komt**. Dit veronderstelt noodzakelijkerwijze dat wordt onderzocht of de **eerdere vaststellingen** inzake het bijzonder ernstige karakter van het misdrijf en het bestaan van gevaar voor de samenleving **nog standhouden in het licht van** de nadien **door het Hof van Justitie gegeven uitlegging**. Dat de commissaris-generaal in de thans bestreden beslissing de eerdere beoordeling vervat in de intrekkingsbeslissing van 29 november 2021 toetst aan de arresten van het Hof van Justitie van 6 juli 2023, strekt ertoe na te gaan of deze nieuwe elementen afbreuk kunnen doen aan de determinerende motieven of aan de essentie van de eerdere intrekkingsbeslissing en bijgevolg of zij de kans aanzienlijk groter maken dat verzoekster voor erkenning als persoon die internationale bescherming geniet in aanmerking komt, in de zin van artikel 57/6/2, § 1, van de Vreemdelingenwet. **Verzoeksters betoog** dat de commissaris-generaal om die reden de grenzen van het ontvankelijkheidsonderzoek heeft overschreden, **kan** dan ook **niet worden gevolgd**.

[...]

Verzoekster betwist dat zij nog steeds een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de Belgische samenleving. Zij voert in essentie aan dat de door haar voorgelegde stukken getuigen van een positieve evolutie sinds de gepleegde feiten en afbreuk doen aan de eerdere beoordeling dat zij een gevaar voor de samenleving vormt.

[...]

Hoewel de Raad de commissaris-generaal kan volgen daar waar zij stelt dat de vaststelling dat verzoekster zich correct gedraagt binnen de gecontroleerde omgeving van de gevangenis niet zonder meer waarborgt dat verzoekster dit gedrag ook na haar invrijheidstelling zal volhouden, kan in het licht van de specifieke

omstandigheden van de voorliggende zaak niet worden voorbijgegaan aan het gegeven dat de door verzoeksters **voorgelegde stukken** concrete en recente gegevens **betreffende de evolutie van haar persoonlijk gedrag, de beheersing van haar verslavingsproblematiek, haar psychologische begeleiding en het gunstige verloop inzake de strafuitvoering** van verzoekster dewelke in het kader van de beoordeling of verzoekster op heden nog steeds een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de samenleving terdege **rekening dient te worden gehouden**.

Uit de door haar neergelegde aanvullende nota blijkt bovendien dat verzoekster sinds oktober 2025 buiten de penitentiaire inrichting verblijft. Op het ogenblik van de terechtzitting bevond zij zich aldus reeds gedurende meerdere maanden in vrijheid. Deze **invrijheidstelling** vormt een relevant nieuw gegeven waarmee in het kader van een beoordeling *ex nunc* rekening dient te worden gehouden om te bepalen of verzoekster op heden nog steeds een gevaar vormt voor de samenleving. De commissaris-generaal heeft in de bestreden beslissing immers overwogen dat verzoeksters gedrag tijdens haar detentie, gelet op de strenge overheidscontrole en gelet op de ernstige beperkingen waaraan zij toen was onderworpen niet inhield dat zij dit gedrag ook na haar invrijheidstelling zou volhouden. Uit de thans voorliggende stukken kan evenwel **niet afdoende worden opgemaakt hoe verzoekster zich sinds haar invrijheidstelling in de praktijk heeft gedragen, in welke omstandigheden zij thans verblijft en in welke mate de eerder vermelde begeleiding werd voortgezet**.

Gelet op het geheel van de voorliggende elementen betreffende de evolutie van verzoeksters persoonlijk gedrag, de beheersing van haar verslavingsproblematiek, haar psychologische begeleiding, het gunstige verloop van de toegekende uitgaansvergunningen en haar invrijheidstelling sinds oktober 2025, dringt een **verder onderzoek** zich op teneinde te kunnen bepalen of verzoekster op heden nog steeds een reële, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de samenleving. [...]

Ontbreken essentiële elementen. Vernietiging.

CCE arrêt 348155 du 09/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 20**
nationalité	**Indéfini**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

Recevabilité – la requête est signée par l'oncle du requérant qui l'a assisté administrativement – à l'audience, la PR dépose un document par lequel elle confirme souhaiter maintenir et poursuivre le présent recours et ratifier expressément la requête – CCE : art 39/2 (ancien) de la Loi : l'étranger qui introduit le recours doit justifier d'une lésion ou d'un intérêt -> la requête doit être recevable au moment de son introduction - Dans la mesure où la PR, à ce moment, ne disposait pas de la qualité pour agir devant le Conseil, le recours est irrecevable.

« 2. Les recours visés à l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), peuvent être portés devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) par l'étranger justifiant d'une lésion ou d'un intérêt[1].

Les parties peuvent se faire représenter ou assister par des avocats inscrits au tableau de l'Ordre des Avocats ou sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui sont habilités à exercer la profession d'avocat[2].

3. En l'espèce, le signataire de la requête n'est ni la destinataire de l'acte attaqué, ni un avocat habilité à représenter cette dernière.

4.1. Lors de l'audience du 4 juin 2026, la partie requérante demande de prendre en considération le document signé par la destinataire de l'acte attaqué.

4.2. Par ce document, joint à la demande d'être entendue, la destinataire de l'acte attaqué fait notamment valoir ce qui suit :

- " Le recours introduit devant votre Conseil avait pour seul objet la défense de mes droits et de ma situation, et non celle de toute autre personne",

- " Le recours a toujours été introduit dans mon intérêt exclusif et avec mon accord",

- " L'intervention de mon beau-père relevait d'un soutien familial et administratif, sans aucune mauvaise foi

Je souhaite préciser [qu'il] n'a jamais entendu agir à ma place pourun intérêt personnel, ni détourner la procédure.

Son intervention s'est limitée à un rôle de soutien familial, administratif et humain, dans un contexte particulièrement sensible et difficile pour moi et pour ma famille",

- "Je confirme personnellement, clairement et sans réserve que je souhaite maintenir et poursuivre le présent recours devant le Conseil du Contentieux desÉtrangers. Je ratifie expressément la requête introduite en mon intérêt, ainsi que l'ensemble des pièces et moyens déjà déposés au dossier. Je confirme également que je me présente aujourd'hui comme partie requérante véritable, directement concernée par l'acte attaqué",

- " Une appréciation excessivement formaliste porterait atteinte à ma situation familiale et humaine concrète".

4.3. Toutefois, la justification donnée par la destinataire de l'acte attaqué, et son "autorisation" postérieure à l'introduction de la requête, ne sont pas pertinentes au vu du rappel du cadre légal, effectué au point 2.

Etant donné ce cadre légal, le dernier argument invoqué dans le document joint à la demande d'être entendue, ne peut être suivi.

Il en résulte en effet que la requête doit être recevable au moment de son introduction.

Dans la mesure où la partie requérante, à ce moment, ne disposait pas la qualité pour agir devant le Conseil, le recours est irrecevable. »

« 2. Les recours visés à l'article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), peuvent être portés devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) par l'étranger justifiant d'une lésion ou d'un intérêt[3].

Les parties peuvent se faire représenter ou assister par des avocats inscrits au tableau de l'Ordre des Avocats ou sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui sont habilités à exercer la profession d'avocat[4].

3. En l'espèce, le signataire de la requête n'est ni la destinataire de l'acte attaqué, ni un avocat habilité à représenter cette dernière.

4.1. Lors de l'audience du 4 juin 2026, la partie requérante demande de prendre en considération le document signé par la destinataire de l'acte attaqué.

4.2. Par ce document, joint à la demande d'être entendue, la destinataire de l'acte attaqué fait notamment valoir ce qui suit :

- " Le recours introduit devant votre Conseil avait pour seul objet la défense de mes droits et de ma situation, et non celle de toute autre personne",

- " Le recours a toujours été introduit dans mon intérêt exclusif et avec mon accord",

- " L'intervention de mon beau-père relevait d'un soutien familial et administratif, sans aucune mauvaise foi

Je souhaite préciser [qu'il] n'a jamais entendu agir à ma place pourun intérêt personnel, ni détourner la procédure.

Son intervention s'est limitée à un rôle de soutien familial, administratif et humain, dans un contexte particulièrement sensible et difficile pour moi et pour ma famille",

- "Je confirme personnellement, clairement et sans réserve que je souhaite maintenir et poursuivre le présent recours devant le Conseil du Contentieux desÉtrangers. Je ratifie expressément la requête introduite en mon intérêt, ainsi que l'ensemble des pièces et moyens déjà déposés au dossier. Je confirme également que je me présente aujourd'hui comme partie requérante véritable, directement concernée par l'acte attaqué",

- " Une appréciation excessivement formaliste porterait atteinte à ma situation familiale et humaine concrète".

4.3. Toutefois, la justification donnée par la destinataire de l'acte attaqué, et son "autorisation" postérieure à l'introduction de la requête, ne sont pas pertinentes au vu du rappel du cadre légal, effectué au point 2.

Etant donné ce cadre légal, le dernier argument invoqué dans le document joint à la demande d'être entendue, ne peut être suivi.

Il en résulte en effet que la requête doit être recevable au moment de son introduction.

Dans la mesure où la partie requérante, à ce moment, ne disposait pas la qualité pour agir devant le Conseil, le recours est irrecevable. »

[1]Article 39/56, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980

[2] Article 39/56, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980

[3]Article 39/56, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980

[4] Article 39/56, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980

CCE arrêt 348087 du 08/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Côte d'Ivoire**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

"En l'espèce, à l'appui de leurs demandes de protection internationale, les requérants invoquent notamment une crainte dans le chef de leur fils L.L.N., en raison du TSA (trouble du spectre autistique) dont celui-ci est atteint.

(...)

Après analyse des dossiers administratifs et des pièces de procédure, et après avoir entendu les requérants à l'audience (...), le Conseil estime qu'il ne détient pas tous les éléments lui permettant de statuer en connaissance de cause.

Ainsi, le Conseil constate que la requérante a déposé un avis en pédopsychiatrie, ainsi qu'un rapport psychologique et un certificat médical attestant l'existence du TSA dans le chef de son fils, L.L.N. (...).

(...)

La partie défenderesse verse au dossier administratif de la requérante deux articles afin de soutenir que « *la Côte d'Ivoire avance dans le sens d'un meilleur accompagnement des personnes souffrant d'autisme et que, bien que la situation reste perfectible, elle avance dans la bonne direction et qu'il ne peut pas être considéré qu'il existe en Côte d'Ivoire une situation de persécution de groupe vis-à-vis des personnes souffrant d'autisme* » (...).

Le Conseil relève que lors de son entretien personnel, la requérante a déclaré, au sujet de son fils L.L.N., que « *[…] il est autiste, c'est mal vu chez nous, donc ses crises là il peut pas aller à l'école s'approcher des autres enfants, il peut rien faire du tout, il serait un enfant anormal de côté, donc je crains que si on retourne avec lui, il n'y a pas d'école là ça va s'empirer sa situation serait grave […] C'est la première fois que j'entends ce mot en fait ils sont pas bien vus pas traiter ils n'ont pas d'école même c'est difficile pour ces enfants en CIV. Donc en cas de retour je ne sais pas comment il va surmonter et aussi ça ne va pas m'arranger* » (...).

Dans sa requête, la requérante produit des informations relatives à la marginalisation et à la stigmatisation des enfants atteints du TSA en Côte d'Ivoire, lesquelles indiquent notamment que ces derniers sont victimes de « *préjugés socio-traditionnels* » et sont perçus par la société comme des «*enfants sorciers, possédés ou réincarnations du diable* ». Ces informations précisent que cette stigmatisation résulte principalement d'une méconnaissance du TSA, notamment dans les villages où certaines croyances sont ancrées (...). La requête précise que « *l'autisme [est] méconnu dans [les] villages respectifs [de la requérante et de son compagnon]* » (...).

Dans l'acte attaqué pris à l'égard du requérant, la partie défenderesse soutient que « *outre le fait que vous ne déposiez aucun document à même de démontrer votre paternité, le CGRA constate que votre fils [L.L.N.] ne suit pas votre procédure mais celle de sa mère, [G.L.Z.N.] (CG : […]). Dès lors, la crainte de persécution dans le chef de votre fils sera examinée dans le cadre de la procédure de sa mère. Par ailleurs, vous n'invoquez aucune crainte propre qui soit liée à l'autisme de votre fils ou basée sur d'autres motifs* ».

S'agissant de l'absence de preuve du lien paternité entre le requérant et L.L.N., le Conseil rejoint l'argumentation invoquée en termes de requête, selon laquelle « *[…] il n'existe aucun acte de naissance concernant [L.N.] et […] partant la filiation maternelle de Madame [G.Z.L.] n'est pas non plus établie. En effet, le couple n'a pas pu obtenir un acte de naissance de la part des autorités tunisiennes à la naissance de [L.] et rencontre aujourd'hui des difficultés à le récupérer. Leur dernière tentative de donner procuration à une connaissance sur place s'est soldée par un échec […] L'absence de preuve légale de la filiation maternelle de Madame [G.L.Z.], n'a cependant pas empêché le CGRA de se positionner sur la crainte de stigmatisation dans le chef de [L.]* » (...).

Partant, le Conseil considère qu'il n'y a, à ce stade de la procédure, pas de raison de mettre en doute la paternité du requérant à l'égard de L.L.N.

Le Conseil relève que lors de son entretien personnel, le requérant a déclaré, au sujet de son fils L.L.N., que « *[…] il est un peu spécial, j'ai appris dernièrement au niveau d'ici qu'il est autiste je crois, c'est quelque chose que je ne connaissais pas, donc je ne sais pas exactement ce que c'est réellement, donc ça aussi ça me dérange un peu […] D'abord moi je ne connais pas ça, je ne sais pas ce que c'est, donc je ne peux pas définir ce qui sera quand il va retourner, mais au niveau de mon village, je crains sa personne, son encadrement, mais au niveau de son autisme je ne sais pas vous dire quelque chose, parce que je n'ai jamais entendu, je ne sais pas vous dire ce que c'est, donc sur ce côté-là je ne sais pas vous dire grand-chose* » (...).

Dans sa requête, le requérant produit, en substance, les mêmes informations que celles présentées à l'appui du recours de la requérante, à savoir des éléments relatifs à la marginalisation et à la stigmatisation des enfants atteints du TSA en Côte d'Ivoire (...).

Le Conseil constate que les informations produites par la partie défenderesse dans le dossier de la requérante se limitent à relever l'engagement du gouvernement ivoirien dans la prise en charge des personnes atteintes du TSA en Côte d'Ivoire, et la mise en place d'une campagne nationale afin d'informer et mobiliser la population sur ce trouble (...), sans toutefois rendre compte de la situation actuelle des personnes souffrant du TSA, en particulier de leur perception par la population ivoirienne, tel que cela est décrit dans les informations déposées par les requérants. Le Conseil estime par conséquent que les informations sur lesquelles la partie défenderesse fonde sa décision à l'égard de la requérante ne sont pas suffisantes dans le cadre de l'examen de la crainte liée au TSA dont souffre le fils des requérants.

En outre, il ressort des notes de l'entretien personnel de la requérante que celle-ci a été interrogée de manière très succincte sur la crainte relative à son fils (...). Le Conseil se rallie sur ce point à la requête de la requérante selon laquelle la partie défenderesse «*n'a posé aucune question sur l'état de [L.] et son comportement ni sur l'impact de son autisme sur le quotidien familial avant d'estimer qu'il pourrait vivre en Côte d'Ivoire sans subir de discriminations* » (...).

De même, il ressort des notes de l'entretien personnel du requérant que celui-ci n'a été que sommairement questionné sur la crainte invoquée dans le chef de son fils (...) et que la partie défenderesse « *n'a posé aucune question sur l'état de santé de [L.] et son comportement ni sur l'impact de son autisme sur le quotidien familial* » (...).

Par ailleurs, le Conseil rejoint la requérante lorsqu'elle soutient que « *[son] profil socio-économique […], tel qu'allégué par la partie adverse, n'a aucune influence sur la manière dont la société ivoirienne perçoit les enfants atteints du trouble du spectre autistique et leur marginalisation* » (...). Ainsi, il convient de distinguer la question de la prise en charge des enfants atteints du TSA en Côte d'Ivoire et de l'influence du profil socio-économique de leurs parents, de celle de la stigmatisation éventuelle de ces enfants.

Dès lors qu'il n'est pas contesté que le fils des requérants présente un TSA objectivé par les documents médicaux déposés – lesquels soulignent la sévérité de ce trouble chez ce dernier, ainsi que les manifestations particulièrement visibles et mises en dangers graves qu'il provoque – le Conseil estime qu'il convient d'évaluer les éventuelles craintes de persécution que ce trouble est susceptible d'engendrer. A cet égard, la problématique de la stigmatisation des enfants atteints du TSA en Côte d'Ivoire, soulevée par les requérants, impose la plus grande prudence. Par conséquent,

au vu des développements qui précèdent, et tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, le Conseil estime nécessaire de procéder à un nouvel examen des craintes alléguées par les requérants pour leur fils, à l'aune d'informations pertinentes relatives au sort actuellement réservé en Côte d'Ivoire aux personnes souffrant du TSA, en particulier à la perception de ces personnes par la population ivoirienne.

Comme l'a relevé la partie défenderesse dans l'acte attaqué pris à l'égard du requérant, la crainte invoquée par ce dernier dans le chef de son fils fait l'objet d'un examen dans le cadre de la demande de protection internationale de sa mère, dès lors que son nom a été repris sur l'annexe de cette dernière.

Cependant, dans la mesure où il n'est pas contesté que le fils des requérants souffre d'un TSA objectivé par plusieurs documents médicaux, lesquels soulignent la sévérité de ce trouble, ainsi que les manifestations particulièrement visibles et mises en dangers graves qu'il provoque, le Conseil estime qu'il serait judicieux de se pencher également sur la situation des proches des personnes atteintes du TSA en Côte d'Ivoire, à la lumière d'informations pertinentes à cet égard. Ainsi, le Conseil considère qu'il serait, en l'espèce, utile d'examiner dans quelle mesure les requérants pourrait être personnellement victimes de persécutions ou d'atteintes graves en raison du TSA dont est atteint leur fils.

La partie défenderesse n'étant ni présente ni représentée n'a fait valoir aucune remarque.

En conséquence, après examen des pièces de la procédure et du dossier administratif, il apparait qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation des actes attaqués sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. (...)"

CCE arrêt 348104 du 08/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus Genève + exclusion protection subsidiaire**
nationalité	**Turquie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

"(...) le Conseil considère que le requérant ne démontre pas en quoi la partie défenderesse a violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête, ou n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ou a commis une erreur d'appréciation ; il estime au contraire que la partie défenderesse a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles elle parvient à la conclusion que le requérant n'établit pas le bien-fondé des craintes alléguées.

(...)

Il découle de ce qui précède que le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays d'origine ou qu'il en reste éloigné par crainte d'être persécuté au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder au requérant la qualité de réfugié prévue par la disposition légale précitée."

L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

"Dans sa décision, la partie défenderesse exclut le requérant du bénéfice du statut de protection subsidiaire sur la base de l'article 55/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 (...).

La partie défenderesse exclut le requérant de la protection subsidiaire car il existe des motifs sérieux de considérer qu'il a commis un crime grave, à savoir du trafic d'armes, pour lequel il a été condamné en Belgique. Elle relève en substance que le requérant « [a] été considéré coupable d'avoir participé à une association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés par la commission de délits et que dans ce cadre, vous avez participé illégalement à la vente et à la détention d'armes à feu, entre le 28 mai 2024 et le 8 septembre 2024 [...]. Le Tribunal [l'] a condamné à une peine de prison de trois ans et à une amende de huit mille euros. Le Tribunal a notamment estimé qu'il est établi à suffisance que [le requérant] a été chargé de transporter 47 fusils à pompe jusqu'à un lieu de transaction, le 31 mai 2024 », et qu'il s'agit d'un crime grave justifiant l'exclusion du requérant du statut de protection subsidiaire (...).

Le requérant conteste cette appréciation (...).

Tout d'abord, le Conseil constate que le requérant ne conteste pas la gravité des actes pour lesquels il a été condamné en première instance. Le Conseil constate que la décision entreprise est une décision d'exclusion de la protection subsidiaire, fondée sur l'article 55/4, §1er, c, de la loi du 15 décembre 1980, lequel n'exige, pour toute condition, que la commission d'un « crime grave » ainsi que l'a adéquatement exposé la partie défenderesse dans la décision entreprise. Le Conseil considère en espèce pouvoir se rallier intégralement à la motivation de la décision attaquée par laquelle elle s'est livrée à une analyse adéquate de la gravité de l'infraction en cause - et de la responsabilité individuelle du requérant dans la commission de cet acte - au terme d'un examen complet de toutes les circonstances propres au cas individuel.

En ce qui concerne en particulier la circonstance que le requérant a interjeté appel de la décision reconnaissant sa responsabilité pénale en première instance, le Conseil rappelle que, selon le « Guide pratique de l'EASO sur l'exclusion pour crimes graves (de droit commun) » publié en octobre 2021, s'agissant tant des condamnations pénales non définitives que des condamnations pénales définitives, une « décision d'exclusion peut être prise indépendamment de l'achèvement de la procédure pénale s'il existe des raisons sérieuses de penser que la personne a commis un ou plusieurs actes graves (de droit commun) relevant d'autres motifs d'exclusion pertinents. Si les deux procédures aboutissent à des résultats différents, il peut s'avérer nécessaire de réexaminer la décision d'exclusion ou de réexaminer l'affaire en vue d'une éventuelle exclusion » (Guide de l'EASO sur l'exclusion pour crimes graves, p. 33). Sur cette base, le Conseil ne peut accueillir l'argument du requérant relatif au caractère supposément pendant du recours de l'intéressé à la Cour d'appel. Par ailleurs, le requérant ne précise pas la date à laquelle il aurait interjeté appel.

En l'espèce, le Conseil estime pouvoir souscrire aux développements de la décision attaquée, qui ne sont pas valablement rencontrés dans le recours, selon lesquels :

« *En effet, aucune disposition ne prévoit que le Commissariat général serait tenu d'attendre l'issue d'une procédure pénale avant d'appliquer les clauses d'exclusion de la protection internationale.*

Le Commissariat Général rappelle qu'une décision d'exclusion de la protection internationale est une décision administrative ne constituant en aucune manière une sanction pénale au sens de l'article 50 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et souligne que la présente décision n'a pas pour objet d'établir la vérité judiciaire; qu'elle ne peut en aucun cas être interprétée comme renversant la présomption d'innocence; que le niveau de preuve requis par les clauses d'exclusion de la protection internationale n'atteint pas celui qui est exigé pour soutenir une accusation pénale et exige uniquement l'existence de raisons sérieuses de penser que la personne concernée s'est rendue coupable de l'un des crimes ou agissements visés par cette disposition. La procédure d'asile ne requiert pas l'établissement de preuves formelles qu'exige le cadre d'une procédure pénale et se déroule selon des règles différentes de celles d'éventuelles procédures pénales nationales ou internationales.

De plus, si la procédure d'asile se déroule indépendamment de la procédure pénale nationale ou internationale, l'autorité administrative peut, néanmoins, sans se substituer à l'autorité pénale, traiter des faits éventuellement constitutifs d'infractions pénales en ne les qualifiant pas comme tels mais en tirant les conséquences utiles à sa mission (Conseil d'Etat, 28 juin 2004, n° 133 173; Conseil d'Etat, 14 juin 2008, n° 185.388).

Le fait que, selon vos déclarations, vous sous entendez que vous ne représenteriez pas un risque pour la société belge n'est pas de nature à empêcher l'application de la clauses d'exclusion de la protection internationale, dès lors qu'au vu des constatations qui précèdent, vous vous êtes rendu responsable de vente et détention d'armes à feu soumises à autorisations et de participation à une association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés par la commission de délits. Le Commissariat Général rappelle que dans son arrêt K. et H.F. du 2 mai 2018 (affaires jointes C 331/16 et C 366/16), la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a explicitement précisé (paragraphe 50), que l'exclusion du statut de réfugié (sur la base de l'article 12, paragraphe 2, de la directive qualification) ne peut être subordonnée à une situation actuelle de danger pour l'État membre d'accueil, car une telle condition ne serait pas compatible avec le double objectif des clauses d'exclusion. Par analogie, on peut dire la même chose en ce qui concerne l'exclusion de la protection subsidiaire ».

Enfin, le Conseil observe qu'il ne ressort nullement du libellé de l'article 55/4, qu'il incombe à la partie défenderesse de se prononcer sur les critères d'inclusion lorsqu'une clause d'exclusion trouve à s'appliquer.

En effet, le Conseil souligne que l'article 55/4 de la loi du 15 décembre 1980 ne prévoit pas l'obligation de vérifier les conditions d'octroi de la protection subsidiaire avant de décider de l'exclusion de ce statut de protection. Compte tenu de ce qui précède et du fait que le requérant doit être exclu de ce statut, il n'y a pas lieu de se prononcer sur la question de savoir s'il existe, à son égard, un risque réel de subir un préjudice grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En conclusion, le Conseil se rallie pleinement aux motifs de la décision entreprise quant à l'exclusion du requérant du statut de protection subsidiaire. Il ressort à suffisance du dossier administratif que ce dernier s'est rendu coupable d'un crime grave au sens de l'article 55/4, § 1er, c, de la loi du 15 décembre 1980. (...)"

CCE arrêt 348062 du 05/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Statushouders Griekenland. Verzoekers hebben twee kinderen: Y., geboren in Turkije, en N., geboren in België op [...] 2024. N. heeft nooit in Griekenland verbleven en heeft *prima facie* geen Grieks verblijfsrecht.

CGVS nam weigeringsbeslissing in hoofde van N. Beroep bij de RvV: A 348 059: vernietiging.

Voorstaand arrest, ingevolge een beslissing van verweerder die werd genomen tijdens de behandelingsprocedure van voorliggend beroep, vormt een **nieuw essentieel gegeven** waarmee door de beslissingsautoriteit geen rekening kon worden gehouden tijdens een essentiële fase van het onderzoek inzake de voorliggende verzoeken om internationale bescherming door de ouders van N.. Uit de bestreden beslissingen blijkt niet dat de situatie van de N., de zoon van verzoekers die in België werd geboren en prima facie staatloos is, afdoende werd onderzocht in functie van het gegeven dat N. geen internationale bescherming of verblijfstitel heeft in Griekenland.

Essentiële elementen ontbreken.

CCE arrêt 348069 du 05/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Indéfini**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Griekse statushouders - koppel met 3 kinderen (1 kind geboren in Turkije en **2 kinderen geboren in België**) - ADET geldig tot 1 januari 2027 (verzoeker) en 1 januari 2027 (verzoekster) - belang van het kind

[...]

Inzake de twee in België geboren kinderen stelt de bestreden beslissing in hoofde van verzoekster: "*Hoewel u aan het initiatief ligt van deze asielprocedure en uw kinderen D. en Dan., die in België geboren zijn en op uw bijlage 26 genoteerd staan, bent u de enige ontvanger van deze beslissing. Ik stel namelijk vast dat het Commissariaat-generaal geen aanwijzingen heeft dat zij over dezelfde beschermingsstatus als u en uw oudste zoon Da. zouden beschikken in Griekenland. Bijgevolg wordt het dossier van uw jongste kinderen afzonderlijk van uw dossier ten gronde onderzocht ten opzichte van hun land van herkomst of, in geval uw kinderen staatloos zijn, ten opzichte van hun land van gewoonlijk verblijf. Uw kinderen bevinden zich aldus in een andere juridische situatie dan u. In hoofde van uw kinderen zal dan ook een afzonderlijke beslissing worden genomen door de Commissaris-generaal.*"

Inzake de twee in België geboren kinderen van verzoekers dient bij de beoordeling van het verzoek om internationale bescherming ook rekening te worden gehouden met het principe van het **hoger belang van het kind**.

[...]

De Raad heeft **geen kennis** van een **afzonderlijke beslissing in hoofde van de kinderen** D. en Dan.. Bijgevolge kan **niet** blijken dat de **situatie van de twee kinderen die in België** werden **geboren** en *prima facie* staatloos zijn, **afdoende** werd **onderzocht** in functie van het gegeven dat deze twee kinderen geen internationale bescherming of verblijfstitel hebben in Griekenland. In het kader van het voorliggend beroep tegen de niet-ontvankelijkheidsbeslissingen van verzoekers én het hoger belang van de twee kinderen betreft dit een **ontbrekend essentieel element**.

De bestreden beslissingen in hoofde van verzoekers verwijzen naar en citeren de beslissing van F.A.; F.A. is respectievelijk de schoonbroer van verzoeker en de broer van verzoekster.

[...]

Te dezen moet worden vastgesteld dat de voorstaande motivering uit de niet-ontvankelijkheidsbeslissing van F.A., broer van verzoekster en schoonbroer van verzoeker, het voorwerp uitmaakte van een beroep bij de Raad. Dit beroep is gekend onder rolnummer 356 608 en werd op dezelfde zitting als het voorliggend beroep van verzoekers behandeld. Het beroep inzake rolnummer 356 608 leidde tot arrestnummer 348 062 van 5 juni 2026. Blijkens dit arrest werd de niet-ontvankelijkheidsbeslissing ten aanzien van F.A. vernietigd.

Tevens wordt vastgesteld dat de voorstaande motivering uit de niet-ontvankelijkheidsbeslissing van F.A., aangewend werd in een ander dossier, met name het dossier van S.A., de moeder van verzoekster en schoonmoeder van verzoeker. In hoofde van S.A., de moeder van verzoekster en schoonmoeder van verzoeker, werd ook een niet-ontvankelijkheidsbeslissing genomen die het voorwerp uitmaakte van een beroep bij de Raad. Dit beroep is gekend onder rolnummer 356 663 en werd op

dezelfde zitting als het voorliggend beroep van verzoekers behandeld. Het beroep inzake rolnummer 356 663 leidde tot arrestnummer 348 065 van 5 juni 2026. Blijkens dit arrest werd de niet-ontvankelijkheidsbeslissing ten aanzien van S.A. vernietigd.

De bestreden motiveringen wijzen op de **zelfredzaamheid in Griekenland** ingevolge het grote **familiale netwerk**. Aangezien de **bestreden beslissingen** inzake de **personen** die in essentie **behoren tot de wezenlijke gezinscel** die het familiaal netwerk uitmaken – zoals ook blijkt uit de verwijzing naar één beslissing van één persoon van dit netwerk, met name F.A. – werden vernietigd door de Raad, dient andermaal het **familiaal netwerk als essentieel element** voor de aangehaalde zelfredzaamheid te worden **onderzocht**.

Essentiële elementen ontbreken. Vernietiging.

CCE arrêt 348065 du 05/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Verzoekster is **statushouder** Griekenland. Beslissingen in hoofde van verzoeksters zoon en schoondochter (en hun minderjarige kinderen) werden **vernietigd** (A 348062). Beslissing kleinkind dat in België werd geboren en geen IB heeft in Griekeland werd vernietigd (A 348059).

De (kwetsbare) situatie van verzoekster is onlosmakelijk verbonden met het netwerk dat zij heeft met haar zoon, schoondochter en diens kinderen. Gelet op de hoger vermelde vernietigingsarresten kan niet meer worden aangenomen dat verzoekster in Griekenland over een netwerk beschikt om zich staande te houden. Dit geldt des te meer ingevolge de aanzienlijke medische en psychische problematiek waaraan zij , een zeventigjarige weduwe, lijdt en die afdoende wordt gestaafd middels de bijgebrachte stukken.

Het onderzoek van het beschermingsverzoek ingediend door verzoekster kan zich niet beperken tot een beoordeling van haar levensomstandigheden in Griekenland als statushouder voor haar vertrek uit deze lidstaat. Ook de voorzienbare levensomstandigheden in geval van terugkeer naar deze lidstaat moeten in aanmerking worden genomen worden, rekening houdend met haar individuele omstandigheden. Zij zou immers als de facto alleenstaande zorgbehoevende zeventigjarige vrouw terugkeren naar Griekenland.

In de huidige stand van zaken en gelet op het voorgaande kan niet zonder verder onderzoek bevestigd worden dat bij verzoekster geen sprake is van een bijzondere kwetsbaarheid die haar verhindert haar rechten als statushouder te doen gelden. Gelet op de moeilijke situatie voor verzoekers om en begunstigden van internationale bescherming in Griekenland, en voornamelijk gelet op het kwetsbaar profiel van verzoekster ingevolge haar leeftijd en medische situatie, acht de Raad een nader en gedegen onderzoek van verzoeksters situatie als begunstigde van internationale bescherming in Griekenland aangewezen.

CCE arrêt 348059 du 05/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Palestine**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Verzoeker is een **minderjarig** kind, **geboren in België**, van ouders met IB in Griekenland

De Raad stelt vast dat verweerder niet concreet aantoont dat verzoeker over een verblijfsrecht in Griekenland (met onder meer een geldige ADET) beschikt. Verweerder motiveert middels te stellen (i) dat verzoeker waarschijnlijk met zijn ouders naar Griekenland zal terugkeren (ii) redelijk geconcludeerd kan worden dat hij zijn ouders zal vergezellen naar Griekenland, (iii) er een sterk vermoeden is dat verzoeker toegang heeft tot het grondgebied van Griekenland, (iv) aangezien de ouders van verzoeker internationale bescherming genieten in Griekenland, wordt er geacht sprake te zijn van een beschermingsland waar het gezin in beginsel opnieuw toegang toe heeft, (v) wegens het sterk vermoeden dat verzoeker toegang heeft tot het grondgebied van Griekenland maakt hij niet aannemelijk dat hij geen toegang heeft tot Griekenland.

Verweerder bedient zich bijgevolg van vermoedens en waarschijnlijkheden inzake toegang tot Griekenland om te concluderen dat verzoeker in Griekenland geen vervolging vreest of een reëel risico op ernstige schade loopt. Dit kan bezwaarlijk aangenomen worden als dienstige en concrete motivering die verzoenbaar is met de hogere belangen van het kind.

Ten overvloede merkt de Raad op dat de beroepen van de ouders tegen hun niet-ontvankelijkheidsbeslissing dateren van 12 januari 2026 en voorliggende bestreden beslissing dateert van 27 februari 2026. De beroepen van verzoekers ouders (gekend bij de Raad onder rolnummer 356 608) werden nog niet behandeld op het moment van de betekening van de voorliggende bestreden beslissing. **Verweerder liep bijgevolg vooruit op een mogelijk resultaat van de hangende beroepen van verzoekers ouders** teneinde hypotheses en waarschijnlijkheden aan te voeren om het verzoek om internationale bescherming van verzoeker te weigeren.

Verweerder is de beslissingsautoriteit en heeft de situatie in hoofde van de tweejarige verzoeker in Griekenland niet onderzocht aan de hand van essentiële en concrete gegevens (mogelijkheid tot verkrijgen van een nationaliteit, beschikbare documenten voor verblijfstatus, medische toegang, toegang tot onderwijs, ...).

Verweerder heeft zich gebaseerd op de niet-ontvankelijkheidsbeslissingen - die nog het voorwerp van een beroepsprocedure uitmaakten - in hoofde van de vader en moeder van verzoeker teneinde te veronderstellen dat hij 'waarschijnlijk' met zijn ouders naar Griekenland zal terugkeren waarbij een 'sterk vermoeden' geldt dat hij zal toegelaten worden tot het Griekse grondgebied. **Dergelijk gebrek aan onderzoek naar essentiële feitelijke gegevens is niet verzoenbaar met de hogere belangen van het kind**.

Arrest ouders: A 348062 - vernietiging

CCE arrêt 347918 du 04/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Côte d'Ivoire**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

"force est de constater qu'aucun des arguments de la requête ne permet d'expliquer à suffisance que le requérant se soit abstenu d'évoquer les problèmes qu'il dit avoir rencontrés avec ses autorités en raison de son appartenance à l'UDS lorsqu'il a été entendu à l'Office des étrangers alors qu'il présente ces faits, lors de son entretien au (CGRA) (...), comme constituant le fondement même de sa crainte et la raison principale de son départ de son pays d'origine. Ainsi, si le requérant insiste sur son profil vulnérable, notamment « *son état de précarité extrême, couplée à une fatigue mentale et physique tout aussi extrême, qui a marqué le contexte de la première interview* [...] » eu égard à la « *crise de l'accueil* » dont il « *a* [...] *été l'une des premières victimes chroniques* », mais également sur son manque d'instruction, la nécessité de se montrer bref, la « *tournure de la question à l'OE* » et l'impossibilité d'être accompagné d'un avocat à l'Office des étrangers, le Conseil juge que si de telles circonstances peuvent, le cas échéant, affecter la capacité d'un demandeur à fournir un récit exhaustif sur des éléments secondaires ou accessoires, elles ne sauraient raisonnablement expliquer l'omission totale d'événements centraux, constitutifs du fondement même de la demande de protection. En l'espèce, le requérant a évoqué son conflit avec son oncle comme étant la raison principale de son départ de Côte d'Ivoire et n'a évoqué que son adhésion au RDR depuis 2019 comme activité de nature politique dans son pays, sans mention aucune de son appartenance à l'UDS alors que des questions spécifiques sur son engagement politique lui ont été posées (...). Aussi, la circonstance que le requérant a fait part à l'officier de protection, au début de l'entretien personnel, des manquements relevés dans ses déclarations à l'Office des étrangers n'est pas de nature à permettre une autre réponse.

Par ailleurs, s'agissant des difficultés d'expression en langue française alléguées dans la requête, il convient de relever que le requérant n'a pas sollicité le bénéfice d'un interprète lors de l'introduction de sa demande de protection internationale (...), alors même que cette faculté lui était offerte. En outre, il ne ressort pas de la lecture du dossier administratif que ses déclarations à l'Office des étrangers auraient été entravées par des incompréhensions majeures ou des obstacles linguistiques tels qu'ils auraient empêché la communication d'éléments essentiels. Un même constat s'impose concernant le moment où il a été invité à s'exprimer en français lors de son entretien personnel au CGRA. Dans ces conditions, l'argument tiré d'une maîtrise insuffisante de la langue française ne peut être retenu pour justifier les importantes omissions épinglées dans ses déclarations.

En définitive, il ne saurait être valablement reproché à la partie défenderesse, eu égard aux constats qui précèdent, d'avoir remis en cause la réalité des problèmes que le requérant dit avoir connus dans son pays en raison de son appartenance alléguée à l'UDS."

CCE arrêt 348030 du 04/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Retrait Genève - début proc. retrait avant 12 juin 2026**
nationalité	**Afghanistan**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Intrekking vluchtelingenstatus - gevaar voor de samenleving, definitief veroordeeld voor bijzonder ernstig misdrijf. Het laatste feit dateert van september 2024.

Wat betreft de voorwaarde 'gevaar voor de samenleving' en de **actuele voldoende ernstige bedreiging**, in het licht van de relevante rechtspraak van het HvJ: verzoeker brengt in een aanvullende nota documenten bij die nog niet voorlagen op het ogenblik van de bestreden beslissing en die een ander licht kunnen werpen op de boordeling van deze voorwaarde.

- **Positieve evaluatie van het (detentie)gedrag van verzoeker** - advies voorwaardelijke invrijheidstelling
- Schuldverschuiving die hem in de bestreden beslissing wordt verweten is gebaseerd op een selectieve lezing van verzoekers verklaringen en het vonnis van de rechtbank van Oudenaarde.

Verder onderzoek nodig naar het geheel van verzoekers individuele omstandigheden en de ontwikkelingen na het plegen van de misdrijven waarvoor verzoeker definitief veroordeeld werd

CCE arrêt 347816 du 04/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**9ter non fondé**
nationalité	**Tunisie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

9ter ongegrond – vernietiging – arbeidsongeschiktheid/arbeidsgeschiktheid – standaard medisch getuigschrift: "*definitief werkonbekwaam*" – advies arts Dienst Vreemdelingenzaken (hierna: DVZ): "*hij niet elke vorm van arbeid kan verrichten, maar arbeid aangepast aan de betrokkene zijn situatie is wel degelijk mogelijk*." – arts DVZ mag een andere medische mening hebben dan de behandelende arts, maar precies omdat hij daarvan afwijkt, moet hij uitleggen waarom - arts DVZ licht niet toe waarom hij van oordeel is dat er toch nog een zekere vorm van arbeid kan worden verricht en hij verduidelijkt evenmin welke aangepaste arbeid dan wel mogelijk zou zijn – arts DVZ moet uitleggen: waarom hij het attest niet volgt; op welke medische gegevens hij zich baseert; welke functionele capaciteiten volgens hem nog aanwezig zijn en waarom die verenigbaar zijn met arbeid – niet nodig om een exact beroep te noemen, maar wel een motivering nodig die voldoende concreet is om een controle mogelijk te maken - schending motiveringsplicht

Uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat de behandelend arts van de verzoekende partij in het standaard medisch getuigschrift van 29 april 2025 na het opsommen van de aandoeningen van de verzoekende partij stelt: *"Hierdoor is hij definitief werkonbekwaam!"*. In een bijgevoegd stuk stelt de behandelend geneesheer van de verzoekende partij dat het onmogelijk is om een arbeidsgeneesheer te vinden die de verzoekende partij arbeidsongeschikt kan verklaren. De behandelend arts stelt dat volgens hem de verzoekende partij arbeidsongeschikt is om de volgende redenen: moeilijk te regelen diabetes t2, colitis ulcerosa waardoor regelmatige opname voor toediening van baxter met imuno, verspreid degeneratief gewrichtslijden. De behandelend arts voegt hierbij verschillende specialistische verslagen.

De adviserend geneesheer van de Dienst Vreemdelingenzaken stelt: "*Volgens de huisarts is de betrokkene werkonbekwaam. Echter in de bijgevoegde brief schrijft hij dat het onmogelijk is om een arbeidsgeneesheer te vinden die de betrokkene arbeidsongeschikt wil verklaren. Gezien de aard van de aandoening van de betrokkene is het correct om te zeggen dat hij niet elke vorm van arbeid kan verrichten, maar arbeid aangepast aan de betrokkene zijn situatie is wel degelijk mogelijk*."

In zoverre de adviserend geneesheer lijkt te suggereren dat de verzoekende partij een arbeidsgeneesheer dient te consulteren om zich arbeidsongeschikt te laten verklaren, kan de verzoekende partij gevolgd worden waar zij aangeeft dat een arbeidsgeneesheer normaal optreedt binnen het kader van een arbeidsrelatie en het gezondheidstoezicht op werknemers.

Evenwel is de adviserend geneesheer van de Dienst Vreemdelingenzaken het niet volledig oneens met de geraadpleegde huisarts. De adviserende geneesheer is immers van oordeel dat de verzoekende partij niet elke vorm van arbeid kan verrichten. Hij is echter wel van oordeel dat aangepaste arbeid aan zijn situatie mogelijk is.

De Raad dient echter samen met de verzoekende partij vast te stellen dat de adviserend geneesheer niet toelicht waarom hij van oordeel is dat er toch nog een zekere vorm van arbeid kan worden verricht en dat hij evenmin verduidelijkt welke aangepaste arbeid dan wel mogelijk zou zijn. De Raad kan niets anders vaststellen dan dat de hypothese van aangepast werk zuiver theoretisch is. Wanneer de adviserend

geneesheer afwijkt van de conclusies van de behandelende arts en stelt dat de betrokkene nog ‘aangepast werk’ kan verrichten, dan moet hij dat behoorlijk motiveren.

De adviserend geneesheer mag uiteraard een andere medische mening hebben dan de huisarts. Hij is niet gebonden door het attest van de behandelende arts. Maar precies omdat hij daarvan afwijkt, moet hij uitleggen: waarom hij het attest niet volgt; op welke medische gegevens hij zich baseert; welke functionele capaciteiten volgens hem nog aanwezig zijn en waarom die verenigbaar zijn met arbeid.

Er wordt niet verlangd dat een exact beroep (‘magazijnier’, ‘telefonist’, enz.) wordt genoemd, maar wel dat de motivering voldoende concreet is om een controle mogelijk te maken.

Een schending van de motiveringsplicht wordt aangetoond.

CCE arrêt 347819 du 04/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA**
nationalité	**Afghanistan**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

Weigering visum – verwerping – exceptie ratione temporis opgeworpen in de nota – geen stuk in het administratief dossier noch gevoegd bij de nota waaruit de datum van kennisgeving van de bestreden beslissing kan blijken – betekende versie van de bestreden beslissing stopt in het midden van een zin en stelt "Deze tekst is ingekort" – bestreden beslissing werd onvolledig ter kennis gebracht – beroepstermijn gaat bijgevolg niet in - advocaat van verzoeker stuurde vijf e-mails naar Dienst Vreemdelingenzaken vooraleer hij een volledige bestreden beslissing kon bekomen en diende diezelfde dag nog een beroep in – exceptie wordt verworpen

3. Over de ontvankelijkheid

3.1. De verwerende partij werpt in de nota met opmerkingen een exceptie op van onontvankelijkheid wegens laattijdigheid van het beroep. [...]

[...]

3.3. In deze zaak wordt niet betwist dat verzoeker op 23 oktober 2023 een verzoekschrift bij de Raad indiende.

[...]

Er wordt niet betwist dat de beroepstermijn in deze zaak dertig dagen bedraagt overeenkomstig artikel 39/57, § 1, eerste lid van de Vreemdelingenwet.

In de nota met opmerkingen werpt verweerder op dat het verzoekschrift laattijdig werd ingediend nu de bestreden beslissing werd betekend op de ambassade op 13 juli 2023. Verweerder laat na om bij de nota met opmerkingen een stavingstuk te voegen waaruit effectief kan blijken dat verzoeker op 13 juli 2023 kennis zou hebben gekregen van de bestreden beslissing. Uit het administratief dossier blijkt niet dat hierin ook maar enig stuk kan worden teruggevonden waaruit zou kunnen blijken op welke datum verzoeker in kennis werd gesteld van de bestreden beslissing. In het administratief dossier bevindt zich wel een stuk waarop een stempel van de Belgische ambassade staat en de datum 13 juli 2023, de handtekening van verzoeker werd niet ingevuld op dit document, zodat hieruit niet kan worden afgeleid dat verzoeker daadwerkelijk op 13 juli 2023 in kennis werd gesteld van de bestreden beslissing.

De Raad van State oordeelde in zijn arrest met nummer 108.517 van 27 juni 2002 als volgt:

"*Overwegende dat het de partij die beweert dat het beroep laattijdig werd ingediend, toekomt aan te tonen wanneer het bestreden besluit werd betekend; dat de verwerende partij evenwel nalaat dergelijk bewijs te leveren; dat alleen reeds om die reden de exceptie moet worden verworpen;*"

De Raad stelt vast dat verweerder in deze zaak een exceptie ratione temporis opwerpt in de nota met opmerkingen, maar verweerder volledig nalaat om aan te tonen wanneer de bestreden beslissing aan verzoeker ter kennis werd gebracht. Verweerder poneert in de nota met opmerkingen wel dat verzoeker op 13 juli 2023 kennis zou hebben gekregen van de bestreden beslissing, maar dit kan niet blijken uit enig stuk uit het administratief dossier en verweerder voegt bij de nota met opmerkingen ook geen enkel stuk om zijn standpunt te onderbouwen.

De exceptie ratione temporis opgeworpen in de nota met opmerkingen wordt verworpen.

Daarenboven betwist verweerder niet dat de betekende versie van de bestreden beslissing door de Belgische ambassade te Islamabad (Pakistan) aan verzoeker abrupt stopt in het midden van een zin en uitdrukkelijk stelt dat de versie is ingekort.

Uit de betekende beslissing waarin kan worden gelezen: "*Deze tekst is ingekort*" blijkt dat er geen sprake is van een onoplettendheid van de betekenende overheid, zijnde de ambassade van België in Islamabad (Pakistan), maar dat de motivering van de beslissing bewust werd ingekort bij de betekening ervan. Dit is op zichzelf al een bedenkelijke praktijk.

Een dergelijk gebrek in de betekening van de bestreden beslissing heeft gevolgen voor de beroepstermijnen. Indien de betekening van een aan de betrokkene te betekenen en formeel te motiveren beslissing niet de volledige motivering bevat, doet zij meer bepaald de beroepstermijn niet ingaan. Deze gaat slechts in wanneer de betrokkene kennis krijgt van alle motieven.

In de door de Belgische ambassade te Islamabad (Pakistan) aan verzoeker betekende versie van de bestreden beslissing valt verder nog te lezen: "*Contacteer DVZ*". Op welke wijze men vervolgens de Dienst Vreemdelingenzaken het meest efficiënt contacteert wordt verzoeker niet meegedeeld.

[overzicht mailverkeer tussen advocaat verzoeker en de Dienst Vreemdelingenzaken]

Op 23 oktober 2023 om 9.35 uur beantwoordt de medewerker van het bureau Lang Verblijf Toegang van de Dienst Vreemdelingenzaken het e-mailbericht van verzoekers advocaat en wordt de volledige weigeringsbeslissing overgemaakt aan de advocaat van verzoeker.

Op 23 oktober 2023 om 14.00 uur - dit is minder dan vijf uur nadat de advocaat van verzoeker kennis kreeg van de volledige bestreden beslissing en aldus de beroepstermijn begon te lopen - dient verzoeker bij de Raad het thans voorliggende verzoekschrift in.

Verweerder toont niet aan dat het thans voorliggende beroep laattijdig werd ingediend.

De Raad benadrukt dat het getuigt van een bedenkelijke praktijk van de Belgische staat om verzoeker een onvolledige beslissing ter kennis te brengen.

Het is des te bedenkelijker om vervolgens verzoeker erop te wijzen dat hij de Dienst Vreemdelingenzaken dient te contacteren ten einde een volledige bestreden beslissing te verkrijgen, vervolgens niet te specifiëren op welke wijze de Dienst Vreemdelingenzaken gecontacteerd dient te worden, waarna de advocaat van verzoeker tot vijf keer toe een e-mailbericht diende te sturen naar de Dienst Vreemdelingenzaken vooraleer een volledige bestreden beslissing kon worden bekomen, waarna de advocaat van verzoeker diezelfde dag nog overgaat tot het indienen van een beroep bij de Raad, waarop de Belgische staat vervolgens een exceptie ratione temporis in de nota met opmerkingen opwerpt.

De exceptie ratione temporis opgeworpen in de nota met opmerkingen wordt verworpen.

CCE arrêt 347862 du 04/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 21**
nationalité	**Maroc**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

MUST READ - Bijlage 21 zonder bevel – vernietiging – geen gezamenlijke vestiging meer

1) artikel 42quater, §4, 4° Vreemdelingenwet – uitzondering bijzonder schrijnende situatie – intrafamiliaal geweld –begrip "partnergeweld" – vereiste van voldoende aangetoond + zekere mate van ernst –beoordeling van geheel van objectieve bewijsstukken is onzorgvuldig en kennelijk onredelijk – op verschillende momenten en bij verschillende artsen en politiediensten melding gemaakt – medische attesten van arbeidsongeschiktheid – attesten en mails van CAW mbt verblijf in vluchthuis – getuigenverklaringen van buren in lijn met andere objectieve stukken – klachten, pv's en politie-interventie – seponering van de klachten is niet zonder meer aanwijzing dat er geen intrafamiliaal geweld plaatsvond –klachten en andere attesten dateren van voor de vraag tot horen in het kader van beëindiging verblijfsrecht

2) artikel 42quater, §4, laatste lid Vreemdelingenwet – bestaansmiddelenvereiste + ziektekostenverzekering –arrest GWH nr. 17/2019: geen gerechtvaardigd verschil in behandeling van vreemdeling slachtoffer van huiselijk geweld in huwelijk met Belg (artikel 42quater, §4, tweede lid: wel bestaansmiddelenvereiste) en in huwelijk met derdelander (artikel 11, §2: geen bestaansmiddelenvereiste) – artikel 42quater, §4, laatste lid Vreemdelingenwet buiten toepassing laten

In casu verkreeg verzoekster een verblijfsrecht in België met toepassing van artikel 40ter van de Vreemdelingenwet in de hoedanigheid van echtgenote van een Belgische onderdaan. Verweerder stelt vast dat verzoekster sinds 5 februari 2025 niet meer op het adres van de referentiepersoon, haar Belgische echtgenoot, verblijft. Volgens verweerder is er sindsdien geen sprake meer van een minimum aan relatie tussen de partners gezien verzoekster beweert het slachtoffer te zijn geworden van intra familiaal geweld. Ze verblijft sinds 5 februari 2025 in een vluchthuis. Verweerder motiveert dat er geen sprake meer is van een gezamenlijke vestiging tussen verzoekster en de referentiepersoon, waardoor het verblijfsrecht van verzoekster moet worden beëindigd met toepassing van artikel 42quater van de Vreemdelingenwet. Deze bepaling, waarvan verzoekster tevens de schending aanvoert, luidt als volgt:

"[…]"

1)

In de bestreden beslissing wordt onder meer geoordeeld dat niet is aangetoond dat er effectief sprake is van een schrijnende situatie zoals bedoeld in artikel 42quater, §4, 4° van de Vreemdelingenwet waarvan verzoekster het slachtoffer is geweest. Verzoekster verzet zich tegen deze beoordeling. Ze meent dat verweerder op onredelijke wijze de voorgelegde objectieve bewijsstukken – zoals doktersattesten, PV's van de politie, getuigenverklaringen van buren en attesten van het CAW – naast zich neerlegt. Verzoekster volhardt dat ze wel degelijk verschillende bewijsstukken heeft aangebracht die aantonen dat ze tijdens haar huwelijk met de referentiepersoon het slachtoffer werd van huiselijk geweld. De klachten die verzoekster heeft neergelegd bij de politie, werden weliswaar geseponeerd maar volgens haar is het algemeen geweten dat er geen voorrang wordt gegeven aan de vervolging van dossiers van intra familiaal geweld. Daarenboven worden de klachten ondersteund

door meerdere andere objectieve documenten die aanwezig zijn in het dossier, zoals de attesten van het CAW en de doktersattesten. Verzoekster benadrukt dat zij, in de mate van het mogelijke, op objectieve wijze heeft aangetoond hetgeen haar is overkomen. Volgens verzoekster moet er in casu dan ook toepassing worden gemaakt van de uitzonderingsgrond voorzien in artikel 42quater, §4, 4° van de Vreemdelingenwet.

De omzendbrief nr. COL 3/2006 van het college van procureurs-generaal bij de hoven van beroep, Brussel, 1 maart 2006, houdt een uniforme definitie van het begrip intra familiaal geweld voor als "*iedere vorm van fysiek, seksueel, psychisch of economisch geweld tussen leden van eenzelfde familie, ongeacht hun leeftijd*".

Omzendbrief nr. COL 4/2006 specifieert de definitie van partnergeweld als *"iedere vorm van fysiek, seksueel, psychisch of economisch geweld tussen echtgenoten of personen die samenwonen of samengewoond hebben en tussen wie een duurzame affectieve en seksuele band bestaat of bestaan heeft*". Voor de toepassing van die definitie wordt onder geweld verstaan:

a) alle strafbare gedragingen die door een daad of een verzuim schade berokkenen aan de benadeelde persoon. Dat geweld kan fysiek zijn (bijv. opzettelijke slagen en verwondingen), seksueel (bijv. aanranding van de eerbaarheid of verkrachting), psychisch (bijv. belaging, laster, eerroof, beledigingen) of zelfs economisch (bijv. verlating van familie)

b) maar ook alle gedragingen waarvan, hoewel ze geen misdrijf lijken te zijn, bij de politie of het parket aangifte wordt gedaan en waarvan proces-verbaal wordt opgemaakt onder tenlasteleggingscode 42L (familiaal geschil).

Het nationaal actieplan inzake de strijd tegen het partnergeweld, goedgekeurd op de interministeriële conferentie van 8 februari 2006 definieert partnergeweld als volgt: "*Geweld in intieme relaties is een geheel van gedragingen, handelingen en houdingen van één van de partners of ex-partners die erop gericht zijn de andere te controleren en te domineren. Het omvat fysieke, psychische, seksuele en economische agressie, bedreigingen of geweldplegingen die zich herhalen of kunnen herhalen en die de integriteit van de ander en zelfs zijn sectioprofessionele integratie aantasten*."

De Raad merkt ook op dat de wetgever, door in artikel 42quater, § 4, 4° voor te schrijven dat het om "*bijzonder schrijnende situaties*" moet gaan en tevens te verwijzen naar artikelen uit het Strafwetboek, heeft bepaald dat de gepleegde feiten voldoende moeten zijn aangetoond en een zekere mate van ernst moeten vertonen

Verweerder vermeldt in de bestreden beslissing zelf dat verzoekster een heel aantal documenten heeft overgemaakt, waarin het voorgehouden partnergeweld dat op haar zou zijn gepleegd, wordt aangehaald. De bestreden beslissing vermeldt het volgende:

"[...]"

[overzicht voorgelegde bewijsstukken]

Gelet op het voorgaande en op het geheel van de informatie aanwezig in het administratief dossier, kan de Raad verzoekster bijtreden waar zij aanvoert dat de motieven van de bestreden beslissing aangaande de uitzonderingsgrond voorzien in artikel 42quater, §4, 4° van de Vreemdelingenwet zijn gebaseerd op een onzorgvuldige en kennelijk onredelijke beoordeling van de aangebrachte bewijsstukken. Uit het administratief dossier blijkt dat verzoekster minstens op verschillende momenten en bij verschillende artsen en politiediensten melding maakte van het feit dat zij het slachtoffer is geworden van fysiek en psychisch geweld vanwege haar echtgenoot. Het is daarnaast niet onlogisch dat de artsen de feiten die ten grondslag liggen van hun diagnose niet expliciet op de attesten van arbeidsongeschiktheid vermelden, aangezien zij daarmee hun bevoegdheid als arts zouden te buiten gaan. Op basis van de voorgelegde medische attesten kan worden vastgesteld dat er een klinisch onderzoek is gebeurd en de arts op basis van de medische bevindingen die uit dit onderzoek voortvloeiden, heeft vastgesteld dat verzoekster minstens gedurende een bepaalde periode arbeid onbekwaam was omwille van geweld gepleegd door haar partner. Verweerder brengt geen overtuigend motief naar voren waarom het in casu geoorloofd zou zijn om de medische

beoordeling van de artsen in twijfel te trekken. Dit gegeven wordt verder versterkt door de attesten en de e-mail van het CAW waaruit volgt dat verzoekster sinds 5 februari 2025 in een vluchthuis verblijft als slachtoffer van intra familiaal geweld gepleegd door haar partner. Het motief van de bestreden beslissing dat er geen objectief bewijsstuk voorligt waaruit blijkt dat haar toevlucht tot een vluchthuis werd veroorzaakt door een situatie van intra familiaal geweld, is niet ernstig te noemen. Immers bestaat de bedoeling van een vluchthuis van het CAW er net in om een veilige omgeving te bieden aan slachtoffers van familiaal geweld die zich in een bedreigende situatie bevinden. Opnieuw laten de motieven van de bestreden beslissing niet toe in te zien waarom de attesten en de e-mail van het CAW onvoldoende zouden zijn om een situatie van familiaal geweld aan te tonen. Minstens kan, gelet op het geheel van de voorgelegde bewijzen, niet worden uitgesloten dat een situatie van familiaal geweld wel degelijk de reden was waarom verzoekster haar toevlucht zocht in een vluchthuis van het CAW.

Hoewel verweerder enigszins kan worden gevolgd waar hij motiveert dat de getuigenverklaringen van de buren van betrokkenen moeten worden beschouwd als een verklaring op eer waarvan het gesolliciteerd karakter niet kan worden uitgesloten, moet worden opgemerkt dat deze getuigenverklaringen te kaderen zijn in het licht van het geheel aan bewijsstukken dat verzoekster heeft voorgelegd. In dit geval kunnen de getuigenverklaringen niet zonder meer worden afgewezen als gesolliciteerde verklaringen, nu de getuigenissen van de buren wel degelijk in lijn liggen met de andere objectieve stukken die in casu voorliggen zoals de attesten van het CAW en de arbeidsongeschiktheidsattesten.

Ook de verschillende klachten die verzoekster heeft neergelegd, de PV's die naar aanleiding daarvan zijn opgesteld en het feit dat er reeds een politie interventie op het adres van betrokkenen plaatsvond, moeten worden gekaderd in het licht van het geheel aan objectieve bewijsstukken die voorliggen. Het gegeven dat de klachten van verzoekster telkens werden geseponeerd, bewijst op zich niet dat de feiten die daaraan ten grondslag liggen niet daadwerkelijk zouden hebben plaatsgevonden of niet ernstig zouden zijn. Verweerder geeft, zonder verdere verduidelijking, aan dat de PV's zonder gevolg werden geklasseerd. Er blijkt echter niet om welke redenen het parket geen verder gevolg aan deze dossiers heeft gegeven. Verweerder mag er dan ook niet zonder meer vanuit gaan dat de seponering van de klachten van verzoekster een aanwijzing betreft dat er geen sprake zou zijn van een situatie van intra familiaal geweld. De Raad bemerkt dat verzoekster de moeite heeft genomen om verschillende keren klacht neer te leggen bij de politie met betrekking tot het geweld van haar partner. Deze klachten dateren allen van vele maanden vóór de vraag van verweerder aan verzoekster om haar individuele situatie toe te lichten met het oog op het beëindigen van haar verblijfsrecht op 28 mei 2025. Ook de andere attesten, zoals de medische stukken en de attesten van het CAW, dateren van voor die datum. Het is niet omdat een klacht werd geseponeerd, dat er geen sprake zou kunnen zijn van schrijnende omstandigheden zoals bepaald in artikel 42quater, §4, 4° van de Vreemdelingenwet, te meer omdat deze omstandigheden ook worden ondersteund door verschillende andere stukken. Het motief van de bestreden beslissing dat verzoekster na de incidenten van huiselijk geweld nog een lange tijd bij haar echtgenoot bleef wonen en dat dit erop wijst dat de partners zich wel konden verzoenen om de relatie voort te zetten, is op zich onvoldoende om te besluiten dat er geen sprake zou kunnen zijn van schrijnende omstandigheden zoals bepaald in artikel 42quater, §4, 4° van de Vreemdelingenwet. Dit gegeven doet geen afbreuk aan de concrete bewijsstukken die verzoekster heeft voorgelegd en die minstens wel in die richting wijzen.

Verzoekster maakt met haar betoog dan ook aannemelijk dat verweerder op kennelijk onredelijke wijze en in strijd met de zorgvuldigheidsplicht oordeelde dat er enkel eigen verklaringen van verzoekster dan wel bewijzen die een afgeleide zijn van haar eigen verklaringen voorliggen en daarom niet bewijskrachtig zijn. Verweerder gaat hiermee voorbij aan hetgeen redelijkerwijs van verzoekster mag worden verwacht bij het aantonen van een bijzonder schrijnende situatie in de zin van artikel 42quater, §4, 4° van de Vreemdelingenwet. Zijn beoordeling van het geheel van de voorgelegde bewijsdocumenten gaat de grenzen van de redelijkheid en de zorgvuldigheid te buiten.

[...]

2)

Waar verweerder in zijn nota met opmerkingen nog verwijst naar de "*bijkomende voorwaarden zoals bijvoorbeeld de bestaansmiddelen en de ziektekostenverzekering uit artikel 42quater, §4, tweede lid van de Vreemdelingenwet*", merkt de Raad het volgende op.

Artikel 42quater, §4 van de Vreemdelingenwet voorziet dat er geen einde kan worden gemaakt aan het verblijfsrecht van de partner van de Unieburger "*indien bijzonder schrijnende situaties dit rechtvaardigen, bijvoorbeeld indien het familielid aantoont tijdens het huwelijk of het geregistreerd partnerschap als bedoeld in artikel 40bis, § 2, eerste lid, 1° of 2° het slachtoffer te zijn geweest van geweld in de familie alsook van geweld zoals bedoeld in de artikelen 375, 398 tot 400, 402, 403 of 405, van het Strafwetboek;*" en "*voor zover betrokkenen aantonen werknemer of zelfstandige te zijn in België, of voor zichzelf en hun familieleden te beschikken over voldoende bestaansmiddelen, bedoeld in artikel 40, § 4, tweede lid, om te voorkomen dat zij tijdens hun verblijf ten laste vallen van het sociale bijstandsstelsel van het Rijk en beschikken over een ziektekostenverzekering die alle risico's in België dekt, of lid zijn van een in het Rijk gevormde familie van een persoon die aan deze voorwaarden voldoet*". Aldus dient de vreemdeling die zijn verblijfsrecht wenst te behouden en die aantoont dat hij tijdens het huwelijk het slachtoffer werd van een bijzonder schrijdende situatie in beginsel eveneens aan te tonen dat hij werknemer dan wel zelfstandige is of dat hij voor zichzelf en zijn familieleden beschikt over voldoende bestaansmiddelen. Het verblijfsrecht kan overeenkomstig artikel 42quater, §4, 4° van de Vreemdelingenwet immers niet worden beëindigd wanneer de betrokken vreemdeling aantoont dat hij het slachtoffer is geweest van huiselijk geweld, voor zover hij werknemer of zelfstandige is, en dat hij een ziekteverzekering geniet die alle risico's in België dekt en hij over voldoende bestaansmiddelen beschikt voor hem en zijn familieleden teneinde geen last te worden voor het sociale bijstandsstelsel in België of dat hij lid is van een reeds in België gevormde familie van een persoon die aan die voorwaarden voldoet.

Er moet echter worden gewezen op arrest nr. 17/2019 van het Grondwettelijk Hof van 7 februari 2019, waarin het Hof heeft geoordeeld dat artikel 40ter, laatste lid van de Vreemdelingenwet samen gelezen met artikel 42quater, §4, 4° van diezelfde wet in strijd zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het Grondwettelijk Hof licht dit als volgt toe:

"B.3.1. Krachtens artikel 42quater, § 1, kan de bevoegde minister of zijn gemachtigde een einde maken aan het tijdelijk verblijfsrecht van de onderdaan van een Staat die geen lid is van de Europese Unie, die ertoe gemachtigd is op het grondgebied te verblijven als echtgenoot van een Belg, wanneer het huwelijk wordt ontbonden binnen vijf jaar na de erkenning van het recht op verblijf.

Het tijdelijk verblijfsrecht kan overeenkomstig artikel 42quater, § 4, 4°, evenwel niet worden beëindigd wanneer de betrokken vreemdeling aantoont dat hij het slachtoffer is geweest van huiselijk geweld, voor zover hij werknemer of zelfstandige is, en dat hij een ziekteverzekering geniet die alle risico's in België dekt en hij over voldoende bestaansmiddelen beschikt voor hem en zijn familieleden teneinde geen last te worden voor het socialebijstandsstelsel in België of dat hij lid is van een reeds in België gevormde familie van een persoon die aan die voorwaarden voldoet.

B.3.2. Hieruit vloeit voort dat indien de vreemdeling die geen burger van de Unie is en uit de echt is gescheiden van zijn Belgische echtgenoot wegens het huiselijk geweld dat hij heeft ondergaan, niet beantwoordt aan de voormelde voorwaarden, hij zijn voorlopig verblijfsrecht kan verliezen. Dat verlies is evenwel niet automatisch. Het staat immers aan de bevoegde minister of aan zijn gemachtigde om te bepalen of onder dergelijke voorwaarden een einde moet worden gemaakt aan het verblijfsrecht van de betrokkene (artikel 42quater, § 1).

B.3.3. In dezelfde omstandigheden staat artikel 11, § 2, van de wet van 15 december 1980 de minister of zijn gemachtigde evenwel niet toe een einde te stellen aan het tijdelijk verblijfsrecht van een vreemdeling die geen EU-burger is en die het bewijs levert dat hij het slachtoffer is van huiselijk geweld en uit de echt is gescheiden van een andere

onderdaan van een derde land, zelfs indien het slachtoffer geen werknemer of zelfstandige is of niet over voldoende inkomsten noch over een ziektekostenverzekering beschikt of geen lid is van een in België gevormde familie van een persoon die aan deze voorwaarden voldoet.

[...]

B.4. Aan het Hof wordt een vraag gesteld over het verschil in behandeling tussen vreemdelingen die geen burger van de Unie zijn die uit de echt zijn gescheiden en binnen het huwelijk het slachtoffer zijn geweest van huiselijk geweld, naargelang zij gehuwd waren met een andere onderdaan van een derde land, dan wel met een Belg.

Terwijl aan het tijdelijk verblijfsrecht van de eerstgenoemde categorie van personen geen einde kan worden gesteld (artikel 11, § 2), geldt zulk een verbod voor de laatstgenoemde categorie van personen slechts op voorwaarde dat het slachtoffer het bewijs levert dat hij werkt of over voldoende bestaansmiddelen beschikt om te voorkomen dat hij ten laste valt van het sociale bijstandsstelsel van het Rijk en beschikt over een ziektekostenverzekering die alle risico's in België dekt of lid is van een in België gevormde familie van een persoon die aan deze voorwaarden voldoet (artikel 42quater, § 4, 4°)."

Het Grondwettelijk Hof concludeerde dat "*noch de doelstellingen die door de wetgever zijn nagestreefd met de wet van 8 juli 2011, noch de door de Ministerraad aangevoerde motieven kunnen verantwoorden dat de beide vergeleken categorieën van vreemdelingen, die zich in dezelfde bijzondere schrijnende situaties bevinden en om die reden bijzondere bescherming behoeven, verschillend worden behandeld*" (cf. GwH 7 februari 2019, nr. 17/2019).

Gelet op de duidelijke en niet voor betwisting vatbare uitlegging die werd gedaan door het Grondwettelijk Hof, moet artikel 42quater, §4, laatste lid van de Vreemdelingenwet in casu als onverenigbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden beschouwd. De Raad dient de bestaansmiddelenvereiste en de vereiste van een toereikende ziektekostenverzekering in de zin van artikel 42quater, §4, laatste lid van de Vreemdelingenwet dan ook buiten toepassing te laten overeenkomstig artikel 159 van de Grondwet.

CCE arrêt 347976 du 04/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA**
nationalité	**Afghanistan**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

Weigering afgifte visum – verwerping – vier minderjarige kinderen wensen hun (vermoedelijke) vader (erkend vluchteling van Afghaanse origine) te vervoegen – in bestreden beslissing worden de voorgelegde stukken niet weerhouden als bewijs van verwantschap en wordt er gesteld dat verzoekers nog bepaalde documenten voorleggen vooraleer kan worden overgegaan tot de opstart van een DNA-onderzoek – onontvankelijk beroep wegens gebrek aan actueel belang – verweerder laat weten dat er een akkoord werd gegeven voor de opstart van het DNA-onderzoek – geen actueel belang meer daar deze testen de verwantschap kunnen aantonen en uiteindelijk tot het afleveren van een visum om zich naar BEL te begeven kunnen leiden

3.2 De Raad wijst erop dat hij op 21 april 2026 bericht gekregen heeft van verwerende partij waarin er bevestigd wordt dat er een akkoord gegeven werd om voor de betrokken verzoekende partijen een DNA-test uit te voeren om de verwantschap vast te stellen met hun vermoedelijke vader.

Vermits deze testen de verwantschap kunnen aantonen en uiteindelijk tot het afleveren van een visum om zich naar België te begeven kunnen leiden, stelt de Raad zich de vraag wat nog het belang is voor verzoekende partijen om verder aan te dringen op de huidige vordering. Ter zitting hierover ondervraagd, geven verzoekende partijen bij monde van hun raadsman aan dat zij inderdaad geen belang meer hebben bij de argumentering ontwikkeld onder het tweede onderdeel van hun verzoekschrift, maar wel nog bij het eerste en derde onderdeel van het verzoekschrift.

3.3 In het eerste onderdeel van het verzoekschrift gaan verzoekende partijen nader in op hun verwantschap met de referentiepersoon die volgens de bestreden beslissingen onvoldoende is aangetoond door de voorgelegde documenten. Deze beslissingen zouden zelf al aangeven dat er eventueel overgegaan kan worden tot het vaststellen van een dergelijke verwantschapsband door een DNA-test. Verzoekende partijen stellen zich dan ook de vraag waarom verwerende partij overging tot een weigeringsbeslissing alvorens een aanvullende DNA-test te bevelen. Een zorgvuldige beslissing zou dan ook eerst kunnen genomen worden nadat deze test doorlopen is.

Zoals reeds aangehaald, is deze redenering echter zonder belang vermits verwerende partij intussen besloten heeft een dergelijke DNA-test toe te laten voor verzoekende partijen.

3.4 In het derde onderdeel merken verzoekende partijen op dat er enkel voor het laatst geboren kind (S.) bijkomende documenten werden opgevraagd in de motivering van de bestreden beslissingen die gelden voor alle vier de minderjarige kinderen, in casu verzoekende partijen. Er zou geen wettelijke basis bestaan om voor de visumaanvragen van de drie andere kinderen dergelijke bijkomende documenten op te vragen.

De bestreden beslissingen merken inderdaad op dat gevraagd wordt nog volgende documenten voor te leggen: *"ziektekostenverzekering en geregistreerd huurcontract voor (S.)"*. Hierna zetten de bestreden beslissingen verder dat: "*Het onderzoek van dit document zal de administratie in staat stellen om zich uit te spreken over de noodzaak om over te gaan tot een DNA-test om de verwantschap vast te stellen in het kader van de beveiligde procedure in samenwerking met de FOD Buitenlandse Zaken*."

Uit het verzoekschrift van verzoekende partijen zelf blijkt dat zij op 21 november 2025 een attest van de mutualiteit bezorgd hebben aan verwerende partij. Uit het administratief dossier blijkt dan weer dat er op 5 december 2025 door de Raadsman van verzoekende partijen allerhande stukken bezorgd werden met betrekking tot de huurwoning van de vermoedelijke vader in België.

Hierop aansluitend heeft verwerende partij op 5 januari 2026 besloten dat er overgegaan kan worden om over te gaan tot een DNA-test tussen partijen om de verwantschap onderling aan te tonen. Opnieuw ziet de Raad niet in wat het belang van verzoekende partijen is bij dit onderdeel van het middel nu zij gevolg gaven aan deze vraag van verwerende partij en op basis hiervan ook besloten werd tot het overgaan van de DNA-test.

CCE arrêt 347983 du 04/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**9ter non fondé**
acte attaqué	**ANNEXE 13**	nationalité	**Turquie**
composition du siège	**1 juge**	dictum arrêt	**Annulation**

9ter ongegrond + bijlage 13 – vernietiging – 78-jarige vrouw uit Turkije met diabetes en encefalopathie met nood aan mantelzorg – volgens arts-adviseur is noodzakelijke behandeling beschikbaar en toegankelijk in Turkije en wijst op de mogelijkheid van bijstand door een thuisverpleegkundige en eventueel op een opname in een verzorgingstehuis – uit medische stukken blijkt dat de mantelzorg die verleend dient te worden kennelijk intensiever is geworden – reizen is mogelijk, maar dient te gebeuren met "*de nodige begeleiding*" – verzoekster is alleenstaande vrouw van Koerdische origine, wiens kinderen allen in Europa verblijven – het gegeven dat verzoekster meer dan zestig jaar in Turkije heeft verbleven, is niet noodzakelijk relevant voor haar toestand op heden, daar de medische conditie voor een groot deel verbonden lijkt te zijn aan haar leeftijd – verzoekster beweert tevens enkel het Koerdisch machtig te zijn en dat het niet is uitgesloten dat zij in de Turkse zorginstellingen communicatieproblemen kan ondervinden – geldt ook voor België, maar hier wordt zij bijgestaan door haar in België verblijvende kind – onvoldoende rekening gehouden met het specifieke profiel van verzoekster – bevel wordt mee vernietigd voor de rechtszekerheid

3.14 De Raad stelt vast dat de arts-adviseur in diens advies nader ingaat op de medische situatie van verzoekende partij en de nodige mantelzorg wel aanvaardt als bijstand. Ook bij de latere afweging van de situatie in Turkije wordt dit aspect meegenomen in de evaluatie. In de aanvraag wordt aangegeven dat deze mantelzorg "*24u/24u*" nodig is.

[…]

De arts-adviseur heeft inderdaad geoordeeld dat de nodige behandelingen beschikbaar zijn in het land van herkomst en wijst daarvoor op de mogelijkheid voor bijstand van een thuisverpleegkundige en eventueel op een opname in een verzorgingstehuis.

Volgens verzoekende partij zou de thuisverpleegkundige geen realistisch alternatief zijn en zou enkel haar zoon voor haar kunnen zorgen als mantelzorger. De Raad wijst erop dat de onmiddellijke familieleden van verzoekende partij allen in Europa wonen of dat zou toch alleszins moeten blijken uit de stukken zoals deze werden medegedeeld. Deze kinderen bevinden zich echter niet allen in de nabijheid van hun moeder en wonen in diverse landen (van Denemarken tot Oostenrijk). Verzoekende partij stelt dan wel dat zij niet verwacht kan worden vele honderden kilometers te reizen naar een gepaste zorginstantie, maar tegelijk moet vastgesteld worden dat haar kinderen ook op heden vele honderden kilometers van haar wonen waardoor de mantelzorg klaarblijkelijk enkel op de schouders van haar in België levende kind terecht komt. Of dit kind steun krijgt van de overige broers en zussen is niet bekend.

[…]

De Raad stelt echter ook vast dat uit de medische stukken blijkt dat de mantelzorg die verleend dient te worden aan verzoekende partij kennelijk intensiever geworden is. Daarenboven stelt de arts-adviseur dat reizen voor verzoekende partij mogelijk is, maar dat dit dient te gebeuren "*met de nodige begeleiding*". In een schrijven van 31 mei 2023 schrijft de behandelende arts dat er een mantelzorger aangesteld dient te

worden en vermeldt hij dat de zoon van verzoekende partij de zorgen reeds op zich neemt. In het standaard medisch getuigschrift van 27 september 2024 luidt het reeds dat de mantelzorg medisch vereist is en dat verzoekende partij niet alleen kan blijven.

Verzoekende partij heeft opgemerkt in haar aanvraag dat zij een kenmerkend profiel heeft als alleenstaande vrouw van Koerdische origine. De opzoekingen van de arts-adviseur die gebaseerd zijn op algemene gegevens geven inderdaad echter weinig zicht op de mogelijkheden die een dergelijk profiel hebben voor een bijkomende kwetsbaarheid. Verwerende partij merkt in haar nota met opmerkingen op dat verzoekende partij meer dan zestig jaar verbleven heeft in haar land van herkomst en er van haar verwacht mag worden dat zij een zelfstandig leven kan leiden. Daarbij wijst de Raad erop dat de medische conditie van verzoekende partij voor een groot deel verbonden lijkt te zijn aan haar hogere leeftijd en dat haar verblijf in het verleden dan ook niet noodzakelijk relevant is voor haar toestand op heden die toch noopt tot voorzichtigheid over de mogelijkheid tot een zelfstandig leven. De arts-adviseur merkt op dat er mogelijkheden zijn voor een gunstigere toegang tot het openbaar vervoer en mindere bijdrage bij een opname in een ouderlingentehuis. Het lijkt echter moeilijk voor verzoekende partij om hier zelfstandig gevolg aan te geven.

Bijkomend beweert verzoekende partij enkel het Koerdisch machtig te zijn en is het dan ook niet uitgesloten dat zij in de Turkse zorginstellingen problemen zal ondervinden om te communiceren. Dit geldt uiteraard ook voor België waarbij zij echter blijkens de medische stukken in het dossier wel kan rekenen op de bijstand van haar in België verblijvende kind.

Deze elementen zijn opgeworpen in de aanvraag voor een machtiging tot verblijf en met betrekking hiertoe werden geen elementen opgenomen in het medisch advies van december 2025.

3.15 Door onvoldoende rekening te houden met het specifieke profiel van verzoekende partij bij het nemen van de eerste bestreden beslissing werd het zorgvuldigheidsbeginsel geschonden.

[...]

3.17 De Raad stelt vast dat de vernietiging van de beslissing waarbij de aanvraag om machtiging tot verblijf op grond van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet ongegrond wordt verklaard tot gevolg heeft dat de medische regularisatie-aanvraag van destijds opnieuw openstaat.

Verwerende partij dient dus opnieuw standpunt in te nemen over voormelde aanvraag, waarbij het niet valt uit te sluiten valt dat medische obstakels het opleggen van een terugkeerverplichting in de weg staan. Bijgevolg komt het passend voor, omwille van de duidelijkheid in het rechtsverkeer, om ook het bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13), thans de tweede bestreden beslissing, middels een vernietiging uit het rechtsverkeer te halen.

CCE arrêt 347721 du 03/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Demande manifestement infondée**
nationalité	**Macédoine du Nord**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**		

- Verzoeker: uitsluiting artikel 1, F, b) Vluchtelingenverdrag: ernstig niet-politiek misdrijf: veroordeeld voor terrorismedaden in Macedonië gepleegd in 2003.
- Eerste verzoekster (echtgenote) en tweede verzoekster (dochter): VIB kennelijk ongegrond - veilig land van herkomst.

Wat betreft de uitsluiting van verzoeker:

Verzoeker maakt niet aannemelijk dat hij daadwerkelijk onterecht veroordeeld zou zijn in de terrorismezaak of dat hij geen eerlijk proces zou hebben gekregen.

Ernst van het misdrijf staat vast.

Niet-politiek karakter staat vast. Zelfs indien gepleegd met een vermeend politiek doel, moeten terrorstische daden die worden gekenmerkt door gewelddadigheid tegen de bugerbevolking worden beschouwd als ernstige niet-politieke misdrijven (HvJ arrest B en D).

Wat betreft het tijdsverloop en verzoeker gedrag sinds de feiten: HvJ arrest Galte.

De feiten werden gepleegd in 2003 in Noord-Macedonië dus buiten het land van toevlucht en alvorens verzoeker tot dit land werd toegelaten.

Verzoekers individuele verantwoordelijkheid staat vast.

Wat betreft de kennelijke ongegrondheid van de VIBs van verzoeksters:

Hun vrees is gekoppeld aan de vrees dat hun echtgenoot/vader opnieuw zal worden opgepakt of dat ze zelf ontvoerd zullen worden uit wraak. Deze vrees wordt onder meer ondermijnd door

- de terugkeer van verzoeker in 2018
- de niet-aannemelijkheid van de beweringen dat verzoeker geen eerlijk proces zou hebben gehad

(...)

CCE arrêt 347724 du 03/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire**
nationalité	**Géorgie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

De **verwerende partij** meent dat **geen geloof** kan worden gehecht aan verzoekers relaas, en zijn politieke activiteiten, omwille van **verschillende tegenstrijdigheden en inconsistenties** in zijn verklaringen bij de Dienst Vreemdelingenzaken en het commissariaat-generaal, [...]. Daarnaast stelt de commissaris-generaal dat verzoekers medische en psychosociale toestand **geen aanleiding** geeft tot **bijzondere procedurele noden** in zijn hoofde en dat deze zijn tegenstrijdige verklaringen niet kunnen verschonen.

[...]

De Raad gaat in eerste instantie in op de **medische en psychosociale kwetsbaarheid** van verzoeker.

[...]

Gelet op het geheel van voorgaande elementen, kan aangenomen worden dat verzoeker tot zijn opname in augustus 2025 kampte met een **ernstige verslavingsproblematiek** en dat hij vanaf zijn opname wordt opgevolgd een team, gespecialiseerd in verslavingsproblematieken, en een methadonsubstitutietherapie ondergaat.

Vervolgens oordeelt de Raad dat niet uitgesloten kan worden dat verzoekers medische en psychosociale toestand een **impact** heeft gehad op de **verklaringen** die hij aflegde tijdens de administratieve procedure.

Nog los van de vraag naar de mogelijke impact van verzoekers **methadongebruik** op de afgelegde verklaringen tijdens het persoonlijk onderhoud bij het commissariaat-generaal op 24 oktober 2025 gezien verzoeker aangaf die dag voorafgaand aan het onderhoud methadon te hebben genomen (administratief dossier, notities persoonlijk onderhoud, p. 3), oordeelt de Raad dat niet uitgesloten kan worden dat verzoekers medische en psychosociale toestand een impact heeft gehad op de verklaringen die hij aflegde bij de Dienst Vreemdelingenzaken. Op basis van het geheel van de voorliggende elementen kan, zo weze herhaald, worden aangenomen dat hij ook voor zijn opname in augustus 2025 reeds te kampen had met een **ernstige verslavingsproblematiek**. Gelet op de ernst van deze problematiek, valt niet uit te sluiten dat deze bestond ten tijde van zijn onderhouden bij de Dienst Vreemdelingenzaken op 21 mei 2024 en 3 september 2024 in het kader van zijn eerste beschermingsverzoek. Dit, in samenhang gezien met zijn **precaire sociale situatie**, waarbij hij regelmatig periodes op straat leefde en geen stabiel referentiekader had, kan mogelijks een **impact** hebben gehad op zijn **vermogen** toentertijd om **op volwaardige wijze deel te nemen aan de procedure** tot het bekomen van internationale bescherming en de aannemelijkheid van de alsdan afgelegde verklaringen. Deze verklaringen kunnen dan mogelijks ook niet onverkort als betrouwbaar en volwaardig referentiekader worden gehanteerd.

[...]

Gelet op het geheel aan vaststellingen in wat voorafgaat, alsook de elementen die verzoeker aanreikt, besluit de Raad dat het door de verwerende partij verrichte **onderzoek** naar zijn vrees voor vervolging in Georgië **niet zorgvuldig gevoerd** is. De

vaststellingen die hierboven werden gemaakt leiden immers tot de conclusie dat niet uitgesloten kan worden dat verzoekers medische en psychosociale toestand een invloed heeft gehad op de door hem tijdens de administratieve procedure afgelegde verklaringen. Een verder en gedegen onderzoek, waarbij rekening wordt gehouden met de voormelde vaststellingen, dringt zich dan ook op.

CCE arrêt 347591 du 02/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**ANNEXE 26quater**
nationalité	**Sénégal**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Rejet**	pays Dublin	**Espagne**

26quater – Espagne – Arg. minorité de la PR test osseux – Rétroactes : PR s'est déclarée mineure lors de l'intro de sa DPI mais test osseux négatif => le service de tutelle a pris une décision de cessation de prise en charge en tant que MENA (pas de recours introduit au CE) - PR produit un extrait de l'arrêt F.B. contre Belgique CEDH du 6/3/25 (processus décisionnel ayant abouti à la cessation de la prise en charge de F.B. en tant que MENA à l'issue de la procédure d'évaluation de son âge n'a pas été entouré des garanties suffisantes pour le respect du 8 CEDH – vie privée) – Arg PR : dès lors que la Cour EDH a jugé que les tests osseux pratiqués en Belgique en vue de lever le doute sur la minorité sont contraires à l'article 8 de la CEDH, la PD ne pouvait pas les utiliser en l'espèce sans méconnaître à son tour l'article 8 de la CEDH – Conseil constate qu'au vu des constats de la CEDH, le processus décisionnel qui a abouti à la décision du service de tutelle pour le requérant n'a pas été entouré des garanties suffisantes au regard de l'art. 8 CEDH – Néanmoins, 1) Le Conseil ne peut se prononcer sur la minorité ou majorité de la PR ; 2) il est uniquement saisi d'un recours contre l'annexe 26quater; 3) le seul constat de minorité n'implique pas, en soi, que la PD ne peut pas prendre de décision de transfert ; que la minorité implique néanmoins une série de garanties : désignation d'un tuteur et importance de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 8 et 9 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et art. 6.01 du Règlement Dublin III) – Conseil constate que PR n'élève aucune contestation relative à la teneur de l'AA et ne démontre pas en quoi la motivation de cet acte n'est pas suffisante au regard de la minorité alléguée de la PR – Sans se prononcer sur les similarités des circonstances de l'affaire F.B. ou quant à savoir si le processus décisionnel a été entouré de garanties procédurales suffisantes, le Conseil souligne que l'ensemble des développement tendant à établir la non-conformité de la procédure avec l'art. 8 CEDH sont en tout état de cause étrangers à l'AA – La violation de l'art. 8 CEDH par le service des tutelles ne permet pas de déduire un risque de violation de l'art. 8 de la CEDH s'agissant de l'AA – Non applicabilité de l'art. 8.4 de Dublin III (si pas de membres de famille, l'E-M responsable est celui dans lequel le MENA a introduit sa DPI) car minorité à ce stade pas établie - Dans l'hypothèse où la PR aurait été mineure, l'Etat belge, en vertu de l'art. 30.2 de Dublin III, serait contraint de prendre en charge le renvoi de la PR vers la Belgique dès lors que son transfert aurait été exécuté par erreur – Idem en cas d'annulation de la décision de refus de séjour après l'exécution du transfert – Rejet.

« 5.2.1.1. Tout d'abord, sur la seconde branche, quant à la minorité alléguée de la partie requérante, le Conseil observe qu'en termes de requête, la partie requérante reproduit un extrait de l'arrêt F.B. contre Belgique que la Cour EDH a prononcé le 6 mars 2025 et estime que le processus décisionnel qui a abouti à la décision n'a pas été entouré de garanties suffisantes afin de respecter les exigences de l'article 8 de la CEDH.

A cet égard, dans le cadre de cette affaire F.B. contre Belgique, relative au processus décisionnel ayant abouti à la cessation de la prise en charge de F.B. en tant que mineure étrangère non accompagnée à l'issue de la procédure d'évaluation de son âge, le Conseil rappelle que la Cour EDH a jugé que (§§ 48, 71, 76, 77, 78, 87, 89, 90, 92, 93, 94) :

l'article 8 de la CEDH trouve à s'appliquer dans ce cas : « l'âge d'une personne est un moyen d'identification personnelle et [...] la procédure d'évaluation de l'âge d'un individu se déclarant mineur ainsi que les garanties procédurales y afférentes sont essentielles pour garantir à l'intéressé tous les droits découlant de son statut de mineur [...]. Les garanties de l'article 8 trouvent d'autant plus à s'appliquer quand une telle procédure implique, comme en l'espèce, la réalisation de tests médicaux sur la personne concernée [...] » ;

« le souci légitime des États de déjouer les tentatives de contournement des restrictions à l'immigration ne doit pas priver les mineurs étrangers, de surcroît non accompagnés, de la protection liée à leur état. Il y a donc la nécessité de concilier la protection des droits fondamentaux et les impératifs de la politique d'immigration des États »;

la décision de cessation de prise en charge en tant que mineure étrangère non accompagnée a privé F.B. de l'ensemble des droits découlant de ce statut et est constitutive d'une ingérence dans l'exercice du droit de la requérante au respect de sa vie privée, au sens de l'article 8 de la CEDH ;

cette ingérence est légale et poursuit un but légitime ;

aucune signature de la personne concernée n'est requise pour attester de la remise du fascicule spécial expliquant en termes simples et dans une langue qu'elle comprend le déroulement des tests médicaux ni sur le formulaire pré-imprimé par l'agent en charge de l'entretien lors duquel le doute sur la minorité est émis ;

ces documents ne mentionnent pas la nécessité du consentement de l'étranger ;

le consentement libre et éclairé des patients à la réalisation d'un acte médical est primordial ;

les tests médicaux pratiqués en vue de l'évaluation de l'âge consistant, en l'espèce, en une triple radiographie ont un caractère invasif ;

compte tenu de leur caractère invasif, il convient de ne pratiquer les examens médicaux qu'en dernier ressort si les autres moyens permettant de lever le doute sur l'âge n'ont pas abouti à des résultats concluants ; en l'espèce, l'entretien de F.B. n'a eu lieu qu'après la réalisation des tests osseux, alors qu'un entretien préalable avec un agent du service des tutelles aurait pu, le cas échéant, permettre, d'une part, de rechercher si le doute sur la minorité de F.B. pouvait être levé par d'autres moyens moins intrusifs et, d'autre part, de s'assurer que celle-ci a reçu toutes les informations nécessaires pour faire valoir valablement ses droits ;

sans se prononcer sur la fiabilité des tests osseux, ni sur la minorité ou non de F.B., « le processus décisionnel qui a abouti à la décision de cessation de sa prise en charge en tant que mineure étrangère non accompagnée n'a pas été entouré de garanties suffisantes au regard de l'article 8 de la Convention ».

Le Conseil observe que la partie requérante a introduit une demande de protection internationale auprès des autorités belges, sans aucun document. Lors d'un entretien avec un agent de la partie défenderesse, ce dernier a émis des doutes sur sa minorité et l'a immédiatement orientée vers la réalisation d'un test médical. Ce test a conclu que la partie requérante était majeure. Après la réalisation de ce test, le service des tutelles a rendu, le 8 novembre 2024, une décision de cessation de prise en charge de la partie requérante en tant que mineure étrangère non accompagnée. La partie requérante n'a pas introduit de recours à l'encontre de cette décision devant le Conseil d'État.

Le Conseil constate, à l'instar de la partie requérante et au vu des constats posés par la Cour EDH dans son arrêt F.B. contre Belgique, que le processus décisionnel qui a abouti à la décision de cessation de sa prise en charge en tant que mineure étrangère non accompagnée n'a pas été entouré de garanties suffisantes au regard de l'article 8 de la CEDH.

Ce constat ayant été posé, le Conseil rappelle :

que le Conseil, à l'instar de la Cour EDH, ne peut pas se prononcer sur la minorité ou la majorité de la partie requérante ;

qu'il est uniquement saisi d'un recours contre la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise le 23 avril 2025 par la partie défenderesse, qui précise les raisons pour lesquelles elle estime que l'Espagne est l'État membre responsable du traitement de la demande de protection internationale ;

que le seul constat de minorité n'implique pas, en soi, que la partie défenderesse ne peut pas prendre de décision fondée sur l'article 51/5, § 4, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 ;

que la minorité implique néanmoins une série de garanties :

o conformément aux articles 8 et 9 de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), la « désignation d'un tuteur » « notamment compétent pour :

1° introduire une demande d'asile ou d'autorisation de séjour;

2° veiller, dans l'intérêt du mineur, au respect des lois sur l'accès au territoire, le séjour et l'éloignement des étrangers;

3° exercer les voies de recours » et pour « assiste[r] le mineur à chaque phase des procédures visées au § 1er et [être] présent à chacune de ses auditions » ;

o conformément à l'article 6.1 du Règlement Dublin III, « L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les États membres dans toutes les procédures prévues par le présent règlement ».

5.2.1.2. Le Conseil constate qu'en termes de recours, la partie requérante se contente de faire valoir que:

- l'acte attaqué se base sur un processus décisionnel violant l'article 8 de la CEDH, celle-ci méconnaît par conséquent aussi ladite disposition.

- Elle ajoute que la partie défenderesse ne peut fonder sa décision sur des éléments de fait, tenant en l'espèce à la minorité de la partie requérante, obtenus au terme d'un processus jugé contraire à l'article 8 de la CEDH par la Cour EDH dans son arrêt F. B. contre Etat belge, avec pour conséquence une motivation lacunaire de l'acte attaqué s'agissant de l'appréciation de la situation personnelle de la partie requérante au regard de son âge.

Ce faisant, elle n'élève en réalité aucune contestation concrète relative à la teneur de l'acte attaqué, et ne démontre pas en quoi la motivation de cet acte n'est pas suffisante au regard de la minorité alléguée de la partie requérante.

In fine, sans se prononcer sur la similarité ou non des circonstances de l'affaire F.B. précitée avec le cas de la partie requérante, ou quant à savoir si le processus décisionnel ayant conduit à la décision concluant à la majorité de la partie requérante a été, ou non, entouré de garanties procédurales suffisantes au regard des exigences de l'article 8 de la CEDH, le Conseil souligne que l'ensemble des développements tendant à établir la non-conformité de la procédure avec l'article 8 de la CEDH, sont en tout état de cause étrangers à l'acte attaqué.

Le Conseil rappelle à cet égard que l'examen des contestations portant sur la décision du Service des Tutelles incombe au Conseil d'Etat et renvoie à l'appréciation à laquelle il se livrera à cet égard.

L'invocation d'une violation de l'article 8 de la CEDH manque donc en droit dès lors que l'acte querellé est bien une décision de refus de séjour, délivrée sous la forme d'une annexe 26quater. L'éventuelle violation de l'article 8 de la CEDH par la décision du Service des Tutelles ne permet pas de déduire un risque de violation de l'article 8 de la CEDH s'agissant de l'acte attaqué.

En l'état actuel du dossier, le Conseil ne peut suivre la partie requérante en ce qu'elle semble invoquer que la seule mise en exergue des circonstances démontrant, à son sens, une violation de l'article 8 de la CEDH s'agissant du processus ayant mené à la

décision du Servie des Tutelles, permet de considérer la partie requérante comme mineure.

Partant, l'argumentation se prévalant de l'application de l'article 8.4 du Règlement Dublin III manque donc prima facie en fait puisque la minorité de la partie requérante n'est, actuellement, pas établie. Le Conseil entend souligner, à toutes fins utiles, que dans l'hypothèse où, in fine, il est constaté que la partie requérante était bien mineur d'âge de sorte que l'article 8.4 du Règlement Dublin III était d'application, l'Etat belge, en vertu de l'article 30.2 du même Règlement, serait contraint de prendre en charge le renvoi de la partie requérante vers la Belgique dès lors que son transfert aurait été exécuté par erreur. Il en serait de même en cas d'annulation, sur recours ou demande de révision, de la décision de refus de séjour après l'exécution du transfert ».

CCE arrêt 347657 du 02/06/2026

procédure CCE	**Annulation**	acte attaqué	**REFUS DE VISA**
nationalité	**Cameroun**	nationalité	**Belgique**
composition du siège	**1 juge**	dictum arrêt	**Annulation**

Visa RF mère d'enfant Belge – S'occuper effectivement de - PR avait produit des photos et des preuves que l'enfant s'est rendue au Cameroun + lettre expliquant comment elle s'occupe de sa fille - AA: pas de motivation explicite sur « s'occuper effectivement de » - motivation directement sur le lien de dépendance (sans citer 40ter §3, mais en application directe de la JP de la CJUE) – CCE : rappel : 40ter §3 prévoit, lorsque la condition de "s'occuper effectivement de" n'est pas démontrée, la prise en compte de la nature et de solidité des liens familiaux ET de la relation de dépendance - dès lors que la PD a examiné la question du lien de dépendance en vertu de l'article 40ter §3, il lui appartenait, compte tenu notamment de l'absence de prise de position explicite de la PD quant au respect de la condition de « *s'occuper effectivement de* », d'aller au-delà du constat d'absence de lien de dépendance et de tenir compte des circonstances particulières de l'espèce et de « *la nature et de solidité des liens familiaux* » comme le prévoit l'article 40ter §3 précité et, partant, de s'assurer que sa décision n'emporterait pas violation de l'article 8 de la CEDH, ce que le constat d'absence de preuve d'un lien de dépendance, notion plus restrictive, ne suffit pas à écarter. Tel ne semble pas avoir été le cas en l'espèce, alors même que la PD a constaté « *l'existence de liens affectifs* » entre la requérante et l'enfant - violation de l'article 40ter §3 combiné avec l'article 8 de la CEDH – annulation.

"4.3. En l'espèce, la partie défenderesse :

- a examiné les éléments produits à l'appui de la demande de visa,

- a considéré que les éléments produits permettent « *d'attester de l'existence de liens affectifs* » entre la requérante P.K.D.M. et l'enfant K.M.K.D.

- ne s'est pas prononcée explicitement sur la question du respect de la condition de « *s'occuper effectivement de* » exigée par l'article 40ter §2, 3° de la loi du 15 décembre 1980. En effet, après le constat de l'existence de liens affectifs et un bref rappel théorique sur la vie familiale au terme duquel elle a constaté, jurisprudence de la CJUE à l'appui, que « *l'existence d'un lien familial entre le citoyen de l'Union mineur et le parent du pays tiers n'est pas suffisante* », la partie défenderesse examine d'emblée la question du lien de dépendance entre l'enfant K.M.K.D. et la requérante P.K.D.M., ce qui est prévu par l'article 40ter §3 de la loi du 15 décembre 1980, qui impose en quelque sorte un examen subsidiaire[1] en cas de défaut de constat du respect de la condition de « *s'occuper effectivement de* ».

Quoi qu'il en soit, c'est à bon droit que les requérantes soutiennent que « *la partie adverse n'a nullement fondé sa décision sur « la prise en compte de l'ensemble des circonstances de la cause », en lien avec le droit au respect de la vie familiale visés aux articles 7 de la Charte et 8 de la CEDH, et « dans l'intérêt supérieur de l'enfant » ; il est uniquement constaté que la requérante n'apporte pas les preuves de ce qu'elle « s'occupe effectivement de son enfant » ; il n'est question d'aucune des circonstances propres à la situation de la famille, et l'intérêt de l'enfant n'est pas même identifié* ».

Certes, le Conseil, ainsi que relevé ci-dessus, estime, lui, que l'examen du respect de la condition de « *s'occuper effectivement de* » exigée par l'article 40ter §2, 3° de la loi du 15 décembre 1980 n'a pas été expressément opéré par la partie défenderesse mais dès lors que la partie défenderesse a examiné la question du lien de dépendance en vertu de l'article 40ter §3 de la loi du 15 décembre 1980, il lui appartenait, compte tenu notamment de l'absence de prise de position explicite de la partie défenderesse

quant au respect de la condition de « *s'occuper effectivement de* » précitée, d'aller au-delà du constat d'absence de lien de dépendance et de tenir compte des circonstances particulières de l'espèce et de « *la nature et de solidité des liens familiaux* » comme le prévoit l'article 40ter §3 précité et, partant, de s'assurer que sa décision n'emporterait pas violation de l'article 8 de la CEDH, ce que le constat d'absence de preuve d'un lien de dépendance[2], notion plus restrictive, ne suffit pas à écarter. Tel ne semble pas avoir été le cas en l'espèce, alors même que la partie défenderesse a constaté « *l'existence de liens affectifs* » entre la requérante P.K.D.M. et l'enfant K.M.K.D.

4.4. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse relève en substance une confusion des requérantes quant aux concepts mis en œuvre dans la décision attaquée par la partie défenderesse en vertu de l'article 40ter §2, 3° de la loi du 15 décembre 1980 d'une part et de l'article 40ter §3 de la loi du 15 décembre 1980 d'autre part (note d'observations, page 12, point 4). Elle en conclut au caractère obscur et partant à l'irrecevabilité du moyen sur ce point. Il n'en demeure pas moins que la critique des requérantes ayant donné lieu au constat opéré dans le point 4.3. ci-dessus *in fine* est claire et que le moyen est à tout le moins recevable à cet égard.

S'agissant de l'article 8 de la CEDH, force est de constater que la partie défenderesse procède en page 14 (point 6) de sa note d'observations à une tentative de motivation *a posteriori*, qui ne peut être admise.

4.5. Le moyen unique est fondé en ce qu'il est pris de la violation de l'article 40ter §3 de la loi du 15 décembre 1980 combiné avec l'article 8 de la CEDH. Il suffit à justifier l'annulation du premier acte attaqué (refus de visa concernant la première requérante, Madame D. M. P. K.). Il n'y a pas lieu d'examiner les autres griefs du moyen, qui, à les supposer fondés, ne seraient pas de nature à conduire à une annulation aux effets plus étendus."

[1] Cf les termes suivants de l'article 40 ter § 3 de la loi du 15 décembre 1980 *: « Lorsque le ministre ou son délégué envisage de prendre une décision de refus de séjour d'un membre de la famille visé au § 2, alinéa 1er, 3°, qui ne démontre pas qu'il s'occupe effectivement du mineur belge [...] »* (le Conseil souligne).

[2] Ce sur quoi le Conseil ne se prononce pas ici.

CCE arrêt 347569 du 01/06/2026

procédure CCE	**Plein contentieux**	acte attaqué	**CG Irrec.-P.I. autre état membre UE**
nationalité	**Syrie**	composition du siège	**1 juge**
dictum arrêt	**Annulation**		

Bestreden beslissing: VIB niet ontvankelijk - reeds internationale bescherming binnen EU - **statushouder Griekenland** – geldige ADET – **kwetsbaar profiel** (alleenstaande moeder met minderjarige zoon) – gezondheidsproblemen (operatieve ingreep met kniebrace en psychologische problemen) - geen duidelijkheid omtrent actueel netwerk - essentiële elementen ontbreken - vernietiging